



2012 | REVUE
ANNUELLE
DES PÔLES
RÉGIONAUX
D'ÉCONOMIE
SOCIALE

1



*la contribution
de l'économie sociale
au développement local*



PÔLE
D'ÉCONOMIE SOCIALE





CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

**L'ÉCONOMIE
SOCIALE.
DE PLUS EN PLUS.
PARTOUT.
POUR TOUS.**

**valeurs
ajoutées**

AVANT-PROPOS

- 3 Mot du Président du Chantier de l'économie sociale / Pôle régional Outaouais
- 4 Mot de la Présidente-directrice générale du Chantier

COLLABORATION SPÉCIALE

- 5 Jean Dion

PERSPECTIVES

- 6 Présentation
- 8 Veille stratégique en économie sociale
- 10 Capitalisation des entreprises d'économie sociale
- 12 Travailler ensemble pour une économie sociale plus forte !

LES PÔLES

- 14 Bas-Saint-Laurent > 01
- 17 Saguenay-Lac-Saint-Jean > 02
- 20 Capitale-Nationale > 03
- 23 Mauricie > 04
- 26 Estrie > 05
- 29 Montréal > 06
- 32 Outaouais > 07
- 35 Abitibi-Témiscamingue > 08
- 38 Côte-Nord > 09
- 41 Nord-du-Québec > 10

COOPOINT

- 45 Démocratie et santé: les coopératives au cœur du système public de santé québécois
- 46 La diversité coopérative en milieu urbain
- 47 Les coopératives et le transfert d'entreprise

LES PÔLES

- 50 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine > 11
- 53 Chaudière-Appalaches > 12
- 56 Laval > 13
- 59 Lanaudière > 14
- 62 Laurentides > 15
- Montérégie > 16
 - 65 Montérégie Est
 - 68 Agglomération de Longueuil
 - 71 Vallée-du-Haut-Saint-Laurent
- 74 Centre-du-Québec > 17
- 77 Cercle d'économie sociale autochtone

PERSPECTIVES

- 80 Développement de la main-d'œuvre
- 82 Le potentiel de gestion des personnes immigrantes, l'économie sociale y croît
- 84 Le Chantier sur la scène internationale

S O M M A I R E



REMERCIEMENTS

*C'est avec la participation de gens qui, au quotidien,
font en sorte que l'économie sociale se développe
dans leur région respective et qui ont à cœur le mouvement
de l'économie sociale que cette revue a pu être produite.
Un grand merci à chacun des Pôles régionaux d'économie sociale
et à leurs partenaires pour leur importante
collaboration et leur dynamisme.*

Coordination : **Chantier de l'économie sociale**
www.chantier.qc.ca

Conception graphique : **Studio créatif Coloc**
www.coloc.coop

Impression : **Imprimerie Vincent**
www.imprimerie-vincent.com

Imprimé sur papier certifié



MOT DU PRÉSIDENT

DU CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE / PÔLE RÉGIONAL OUTAOUAIS



Je suis un gars de l'Outaouais. Je porte ma région dans mon cœur et je suis fier d'être d'ici. Cette affirmation pourrait être reprise par tous les auteurs des textes que vous pourrez lire dans cette revue. Depuis sa création, le Chantier de l'économie sociale a souhaité enraciner ses actions dans toutes les régions du Québec. Les structures de concertation régionales se sont passablement transformées au cours des dernières années, passant de l'ère des Conseils régionaux de développement aux Conférences régionales des élus. Mais la volonté du Chantier de l'économie sociale est toujours restée la même; le développement de l'économie sociale doit passer par les acteurs du milieu et les Pôles régionaux d'économie sociale en sont une importante manifestation.

Implantés partout au Québec, les Pôles régionaux d'économie sociale visent plusieurs objectifs. Ils sont d'abord chargés d'animer le réseau des entreprises d'économie sociale et des partenaires de son développement ainsi que de favoriser la concertation entre ces acteurs. Ensuite, les pôles font la promotion de l'économie sociale comme outil de développement durable et solidaire de nos milieux porteurs de nos aspirations. Enfin, les pôles jouent un rôle d'interface entre les régions et le Chantier de l'économie sociale qui, depuis sa création, porte la préoccupation que ses gestes ne soient pas désincarnés. On reproche souvent aux organisations nationales de ne pas être à l'écoute de ce qui se passe « sur le terrain », d'uniformiser les besoins ou de prétendre savoir ce qui est bon pour les communautés mieux que les acteurs eux-mêmes... Pas nous. Aucun effort n'est ménagé pour que les acteurs de l'économie sociale, qu'ils soient d'un secteur ou d'une région, s'approprient le Chantier de l'économie sociale.

La revue annuelle des Pôles régionaux d'économie sociale s'inscrit dans cette approche. L'initiative émerge des pôles eux-mêmes et bénéficie du soutien du Chantier. Ainsi, à travers cette revue, vous pourrez parcourir les régions du Québec en appréciant la diversité de leurs projets et les succès qui témoignent de l'ingéniosité, de l'engagement, de l'esprit d'entreprise et de la solidarité qu'on retrouve dans chacune de ces régions. Cette revue se veut l'illustration concrète de la diversité et de la vigueur du mouvement de l'économie sociale partout au Québec.

Je vous souhaite une lecture inspirante qui nourrira votre fierté.

Le président,
PATRICK DUGUAY

MOT DE LA PRÉSIDENTE

DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CHANTIER



Partout au Québec, des citoyens et citoyennes se mobilisent en faveur d'une autre logique de développement. Touchées de près ou de loin par les impacts néfastes du modèle économique dominant, (celui qui nous promet des lendemains qui chantent en autant qu'on laisse toute la place à la création de richesse par les autres), des collectivités se positionnent de plus en plus en faveur d'une autre proposition d'avenir.

Quelle est cette autre proposition, cette autre logique économique ? Force est de constater que les réponses à cette question sont en émergence dans toutes les régions du Québec. À partir des initiatives locales et régionales, le Québec s'organise de plus en plus afin d'emprunter des chemins nouveaux et d'implanter des pratiques innovatrices qui marient finalités économiques, sociales, culturelles et environnementales.

Mais il nous reste encore du chemin à faire, des gens à convaincre, des politiques publiques à gagner ou à adapter, des capacités collectives à renforcer et des alliances à consolider pour réaliser le plein potentiel de l'économie sociale.

Plus que jamais, nous devons réunir nos forces pour que les entreprises collectives prennent une plus grande place dans l'économie québécoise ! Il est grand temps que le potentiel de l'économie sociale comme vecteur de développement soit pris au sérieux au Québec et non plus considéré comme un phénomène marginal, un pis-aller quand le secteur privé ne veut pas occuper un marché ou réaliser un mandat d'intérêt public. Il est temps que la place occupée par les entreprises d'économie sociale dans tous les secteurs soit reconnue. Du Plan Nord aux énergies renouvelables, du secteur manufacturier aux nouvelles technologies de l'information, des services de proximité à la culture, il importe plus que jamais d'opérer un changement de logique économique afin que les entreprises collectives soient tout autant l'objet de reconnaissance et de soutien que les entreprises privées et publiques.

Et nous savons que nous ne sommes pas seuls au Québec à penser ainsi. Les 1 600 personnes de 62 pays qui ont répondu à l'invitation du Chantier à participer au Forum international de l'économie sociale et solidaire (FIESS) en octobre 2011 en témoignent. Les visites organisées dans huit régions ont permis aux participants de tous les continents de constater la richesse des pratiques chez nous et de créer des liens avec des partenaires régionaux. Ce fut d'ailleurs une des activités les plus appréciées du FIESS.

Que ce soit par leur travail quotidien ou par des échanges internationaux, les Pôles régionaux d'économie sociale sont des carrefours importants pour la mise en œuvre de ce changement de logique économique. La richesse des pratiques qu'ils incarnent et leur travail de promotion d'une économie sociale et solidaire auprès des élus et d'un ensemble d'acteurs régionaux est d'une importance primordiale; ils ont un rôle crucial dans la transition de l'ensemble de notre économie vers un développement véritablement durable et inclusif.

La revue annuelle des Pôles régionaux d'économie sociale se veut un outil de plus dans ce grand « chantier » en émergence dans tout le Québec. Elle permet d'illustrer le chemin déjà parcouru. Et surtout, elle nous permet de démontrer sans hésitation que nous avons des acquis importants sur tout le territoire sur lesquels nous allons pouvoir nous appuyer collectivement pour continuer à construire ensemble.

Merci aux collaborateurs de toutes les régions qui ont participé à la réussite de ce projet et bonne lecture à tous et toutes !

NANCY NEAMTAN
Présidente-directrice générale

À NOUS LE SPORT !

par JEAN DION

Il y a trois ans, alors que le prestigieux (et lucratif) Club de hockey Canadien était à vendre, Patrick Duguay, président du Chantier de l'économie sociale, m'avait fait part d'une idée originale: et si on créait une coopérative de consommateurs — de partisans, en quelque sorte — pour acquérir une partie de l'équipe et redonner à ceux qui le soutiennent depuis un siècle un peu de leur investissement, eux qui ne lésinent pas sur les émotions et l'allégeance lorsqu'il est question de hockey ? Après tout, faisait valoir Patrick, on retrouve peu de véhicules identitaires plus puissants que le CH au Québec; de mon côté, je songeais qu'il ne serait en effet pas négligeable, pour prendre un exemple au hasard, de profiter d'un rabais sur les onéreux hot-dogs du Centre Bell...

Utopique? Il est vrai que les grands circuits sportifs professionnels en Amérique du Nord ne voient pas d'un bon œil la participation directe du public à leurs affaires, quand ils ne l'interdisent pas carrément. C'est qu'ils devraient ouvrir leurs livres, comprenez-vous, et on saurait à quoi s'en tenir lorsqu'ils viendraient quémander de l'argent des contribuables pour construire de nouveaux stades, comme on rapporte qu'ils le font de temps à autre sans exagérer.

Mais la participation citoyenne au merveilleux monde du sport existe bel et bien. C'est vrai en Europe, où deux des clubs de soccer les plus en vue au monde, le Real Madrid et le FC Barcelone sont la propriété d'actionnaires comme vous et moi — les socios — qui élisent leurs représentants au sein de la direction de l'équipe. C'est aussi vrai plus près de chez nous.

Vous avez certainement vu, en 2010, les Packers de Green Bay remporter le Super Bowl. Les Packers se démarquent notamment par l'enthousiasme délirant de leurs supporters, qui se font un point d'honneur de porter une grosse pointe de fromage troué jaune sur la tête. Ils s'appellent les

Cheeseheads, et ils en sont fiers. Or Green Bay est une ville d'environ 100 000 habitants. Si un marché d'aussi petite taille arrive à concurrencer des géants comme New York et Chicago, c'est en raison du système mis en place dans la Ligue nationale de football de partage quasi intégral des revenus entre ses équipes — télévision et produits dérivés, notamment. Dans les années 1960, le commissaire de la NFL de l'époque, Pete Rozelle, avait compris que sa ligue vendait d'abord de la compétition et que s'il y avait trop d'inégalité, elle perdrait beaucoup de clients. Il avait été traité de communiste, mais son idée a fini par passer, et la NFL croule depuis sous les millions.

Et les Packers présentent une particularité dans un univers où les sommes d'argent évoquées frisent le déraisonnable: ils sont la propriété de leurs fans, littéralement. Cela remonte aux années 1920 quand, peu après l'obtention d'une franchise de la NFL, le fondateur de l'équipe Curly Lambeau s'est retrouvé devant des problèmes financiers et a fait appel au public en lui offrant d'acheter des parts de l'équipe. Ce fut un succès, et l'exercice s'est répété deux autres fois. Tout récemment, une quatrième mise en vente a permis de récolter 67 millions \$ qui seront consacrés à des rénovations au stade des Packers.

Les parts, qui se vendaient cette fois 250 \$ pièce, ne peuvent prendre de la valeur et ne peuvent être vendues. Lorsqu'on en achète une, on reçoit simplement un certificat mentionnant que nous sommes l'un des milliers de propriétaires des Packers de Green Bay. On compte en ce moment 360 000 détenteurs de parts, répandus un peu partout au Wisconsin mais aussi à travers les États-Unis et au Canada.

Chez nous, dans la Ligue canadienne de football, les Roughriders de la Saskatchewan opèrent de façon similaire.

Peut-on faire un rapprochement entre le fromage de Green Bay et la laiterie de Gatineau ? Risquons-en un, et rêvons qu'un jour, le monde ordinaire pourra non seulement considérer le Canadien de Montréal (ou les Nordiques de Québec, pourquoi pas) comme sien, mais dire haut et fort qu'il l'est. Vraiment.

Jean Dion vu par lui-même

Journaliste au Devoir depuis 20 ans, ce qui ne le rajeunit vraiment pas. A participé et continue de prendre part à de multiples émissions de radio et de télévision et de contribuer à diverses publications. Demeure intimement persuadé qu'avec un coureur au deuxième but et aucun retrait, il est primordial de frapper la balle au sol du côté droit de l'avant-champ. Dans sa liste de choses à faire avant de passer de vie à trépas : publier un recueil de poésie théorique, prouver qu'il existe plusieurs internets et présider la Corée du Nord.

L'économie sociale au Québec peut maintenant miser sur un réseau solide de Pôles régionaux d'économie sociale pour assurer son développement et rayonner davantage. On compte maintenant 20 pôles régionaux un peu partout au Québec. Bien que leur travail soit régionalement reconnu, il mérite certainement d'être mieux connu !

La Revue annuelle des Pôles régionaux d'économie sociale vous permettra d'en apprendre davantage sur ces organisations et de mieux connaître les multiples visages de l'économie sociale au Québec.

Dans toutes les régions du Québec, un projet à la fois, l'économie se transforme pour répondre aux besoins des collectivités.

Mais qu'est-ce qu'un pôle régional d'économie sociale ?

Le rôle des pôles régionaux consiste à promouvoir l'économie sociale ainsi qu'à favoriser la concertation et le partenariat entre les intervenants locaux et régionaux en économie sociale afin d'harmoniser les interventions et d'en maximiser les effets. Il vise également à soutenir, en complémentarité avec les organisations du milieu, la création, la consolidation et l'expansion des entreprises d'économie sociale ainsi que l'émergence de nouveaux champs d'activités.

Qu'est-ce que l'économie sociale ?

Le concept d'économie sociale combine deux termes :

économie sociale

renvoie à la production concrète de biens ou de services ayant l'entreprise comme forme d'organisation et contribuant à une augmentation nette de la richesse collective.

réfère à la rentabilité sociale et non purement économique de ces activités. Cette rentabilité s'évalue par la contribution au développement démocratique, par le soutien d'une citoyenneté active, par la promotion de valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective. La rentabilité sociale contribue donc à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services. Tout comme pour le secteur public et le secteur privé traditionnel, cette rentabilité sociale peut aussi être évaluée en fonction du nombre d'emplois créés.

Pris dans son ensemble, l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et organismes, issus de l'entrepreneuriat collectif, qui s'ordonnent autour des principes et des règles de fonctionnement suivants :

- l'entreprise d'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier;
- elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État;
- elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs;
- elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus;
- elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective.

L'économie sociale en chiffres *

Plus de **7000** entreprises collectives (coopératives et OSBL)

125 000

+ de 17 de chiffre d'affaires **MILLIARDS \$**

20 **secteurs économiques** arts et culture agroalimentaire commerce de détail environnement immobilier collectif loisir et tourisme médias manufacturier services aux personnes technologies de l'information et des communications etc.

+ DE EMPLOIS

Environ **8 %** du **PIB**

* Il n'existe pas présentement de statistiques officielles sur l'économie sociale au Québec. Les données ci-dessus sont le résultat de la compilation de différents portraits et recherches réalisés par plusieurs partenaires et acteurs. Toutefois, des travaux sont actuellement en cours avec l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) dans le but de doter l'économie sociale d'un portrait statistique officiel et exhaustif.

Marginale l'économie sociale ?

À combien croyez-vous que la valeur moyenne des projets d'économie sociale en préparation se chiffre ?

D'après les résultats de la veille stratégique du Chantier de l'économie sociale, ils valaient en moyenne plus de 1,77 M \$ en 2010 ! De quoi faire réfléchir ceux qui croient que l'économie sociale n'est composée que de petites entreprises marginales... Avec 150 projets de développement, on cumulait une valeur totale s'élevant à 266 M \$. Depuis 2007, la valeur totale des projets en préparation identifiés par l'enquête et leur valeur moyenne ont augmenté chaque année, faisant un bond de 700 000 \$ à 1,77 M \$ pour la valeur moyenne.

Visitez le portail Économie sociale Québec et sélectionnez votre région pour découvrir le travail de votre pôle régional et les nombreuses entreprises d'économie sociale de votre territoire.

www.economiesocialequebec.ca

conomiesocialequebec.ca

Faire une veille stratégique, c'est être constamment aux aguets de ce qui se passe sur un sujet donné, tout en se donnant le temps de prendre du recul pour arriver à en saisir le portrait d'ensemble. Il s'agit de chercher et de traiter l'information éclairante permettant de prendre des décisions stratégiques. Ainsi, faire une veille stratégique en économie sociale, c'est se donner l'occasion de prendre le temps de regarder et d'analyser tout ce qui se passe dans un réseau aux multiples composantes, un milieu dynamique qu'il faut suivre avec assiduité.

D'entrée de jeu, il faut préciser que cette veille est réalisée pour la Fiducie du Chantier de l'économie sociale qui s'intéresse aux tendances de développement et aux besoins financiers qui y sont rattachés. Elle a confié le mandat de cette veille au Chantier puisqu'il est en contact avec de nombreux réseaux qui peuvent alimenter ce travail.

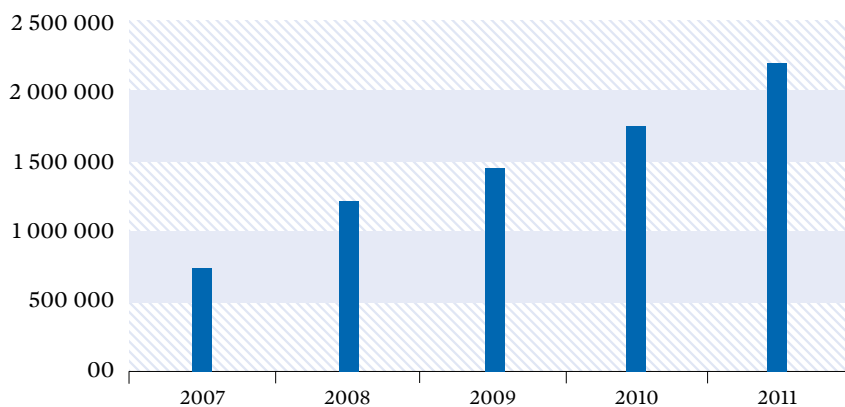
Ainsi, notre veille est un peu particulière, surtout si on la compare à ce qui se fait dans d'autres milieux. Son originalité réside dans le fait de s'appuyer sur la collaboration de nombreux acteurs de l'économie sociale qui détiennent chacun une partie de l'information nécessaire pour saisir ce portrait d'ensemble. La veille se divise en deux grandes parties : une enquête annuelle sur les projets en développement et une veille proprement dite.

POURQUOI FAIRE UNE EN ÉCONOMIE SOCIALE ?

Enquête

L'enquête consiste à contacter, une fois par année, les acteurs de développement (centres locaux de développement (CLD), coopératives de développement régional (CDR), corporations de développement économique communautaire (CDEC), réseau du crédit communautaire) et les réseaux sectoriels d'entreprises afin de connaître les projets d'économie sociale en développement à ce moment-là. Cette information nous permet d'avoir un tableau d'ensemble des projets appelés à prendre forme au Québec dans les mois ou les années à venir. Nous recueillons de l'information sur les entreprises en démarrage de même que sur celles en expansion ou en consolidation. Nous voulons connaître leurs secteurs d'activités, leur stade de développement ainsi que la valeur des projets en développement. Dans cette optique, nous demandons aux acteurs de développement d'identifier tous les projets présents sur leur territoire - ou dans leur secteur pour les réseaux sectoriels - et de nous faire part des leurs coûts, lorsqu'ils les connaissent. À partir de ces renseignements, nous pouvons identifier la valeur des projets, les secteurs en expansion, les régions où de nombreux projets devraient voir le jour, etc., ce qui nous permet ensuite d'identifier des tendances de développement. C'est un travail fascinant qui donne des résultats parfois surprenants. En voici un :

Évolution de la valeur moyenne des projets identifiés par les enquêtes de 2007 à 2011 (\$)



Ce graphique illustre l'accroissement impressionnant de la valeur moyenne des projets identifiés par les enquêtes successives, passant de 700 000 \$ en 2007 à 2,2 M \$ en 2011. Ces valeurs élevées vous surprendront peut-être. Il est vrai que, depuis quelques années, l'enquête recense certains très gros projets dont la valeur (30 M \$) fait grimper la moyenne. De plus, avec les années, ayant une meilleure connaissance des produits de la Fiducie, les agents de développement ont de plus en plus tendance à répondre à l'enquête en ciblant les projets pouvant présenter un réel potentiel d'investissement pour la Fiducie¹. Sans aucun doute, nos données ont de quoi faire réfléchir ceux qui croient que l'économie sociale est composée de petites entreprises marginales...

Certains secteurs se démarquent par le nombre de projets ou la valeur de ceux-ci. En fait, depuis que nous avons commencé à réaliser des enquêtes, le secteur du loisir et tourisme a toujours été celui représentant la plus grande valeur totale de projets en développement. Cela s'explique notamment par la présence de projets d'hébergement touristique de valeur très élevée.

¹ Bien que nous leur demandons de répondre pour TOUS les projets présents sur leur territoire ou dans leur secteur, lorsque les agents savent que l'enquête est menée pour la Fiducie, ils effectuent souvent un tri ou nous envoient uniquement les projets admissibles à la Fiducie qui sont des projets valant plus de 150 000 \$.

En 2011, les secteurs présentant le plus de projets (en valeur) sont les suivants (en ordre décroissant) :

1. Loisirs et tourisme;
2. Arts et culture;
3. Environnement;
4. Immobilier collectif;
5. Manufacturier;
6. Agroalimentaire.

Évidemment, la validité de cette enquête est directement liée au taux de réponse obtenu. La collaboration d'un ensemble de partenaires est essentielle à sa réalisation. En 2011, nous avons obtenu un taux de réponse de 68 % auprès des CLD, CDEC et CDR.

VEILLE STRATÉGIQUE

Veille

En plus de cette enquête, un travail de veille est aussi réalisé, s'appuyant également sur les réseaux et, plus précisément, grâce à la collaboration des pôles régionaux d'économie sociale et des regroupements sectoriels d'entreprises. En 2007, lorsque le mandat de veille a débuté, une fiche a été préparée pour chacune des régions et pour chacun des secteurs. Chaque fiche a été construite en collaboration avec les acteurs concernés et à la suite de la lecture de documents et sites Internet pertinents. Ainsi, chaque fiche trace un bref portrait du secteur ou de la région et identifie ses enjeux spécifiques. Depuis 2008, le travail consiste essentiellement à mettre ces fiches à jour chaque année. Facile ? Oui et non, car les choses bougent beaucoup. Le travail nécessaire à la mise à jour s'échelonne tout au long de l'année grâce à un suivi constant de l'actualité. Au printemps, une pré-mise à jour des fiches est effectuée en y intégrant de l'information issue :

- du suivi quotidien des médias;
- de la consultation de documents et de sites Internet;
- de la participation à des colloques et événements divers.

Une fois l'ensemble de cette information traitée et intégrée, les fiches sont acheminées aux partenaires. Ainsi, pour cette mise à jour, les réseaux sectoriels et régionaux sont mis à contribution. Ils reçoivent leur fiche de l'année précédente avec une première mise à jour et doivent ensuite la modifier en fonction des changements survenus. Une fois cette opération terminée, reste la phase

d'analyse qui permettra d'identifier les principaux enjeux et les grandes tendances de développement. Pour y arriver, il faut reprendre la cinquantaine de fiches produites et en dégager les principaux éléments. Une étape fort intéressante !

Et quels sont ces grands enjeux ?

Des enjeux généraux ont pu être dégagés de l'analyse à la fois sectorielle et régionale. Certains concernent davantage les entreprises tandis que d'autres touchent plutôt le mouvement dans son ensemble. Les principaux enjeux sont :

- Développement de la main-d'œuvre (accès à une main-d'œuvre qualifiée, rétention des travailleurs et travailleuses, mise en place de bonnes conditions de travail, offre de salaires satisfaisants, assurer la relève au sein des entreprises existantes, formation)
- Assurer un financement stable et suffisant pour les entreprises d'économie sociale
- Positionner les entreprises d'économie sociale comme solution à la relève dans les PME
- Recherche et développement (avoir des structures permettant de faire de la R & D)
- Intégrer les préoccupations environnementales dans l'ensemble des secteurs d'activités
- Saisir les occasions liées au développement de l'économie «verte»
- S'assurer que l'exploitation des ressources naturelles puisse avoir des retombées positives pour les communautés locales, notamment dans le cadre du Plan Nord
- Positionner les entreprises d'économie sociale dans des secteurs lucratifs, en faisant tomber les barrières qui peuvent être liées aux difficultés d'établir des ententes de gré à gré, aux besoins de cautions, à la présence de pratiques de concurrences féroces (voire hostiles), etc.
- Attirer des capitaux privés
- Avoir des statistiques précises concernant le nombre d'entreprises collectives, d'employés...
- Faire reconnaître l'économie sociale comme une voie de développement allant au-delà de la lutte à la pauvreté
- Positionner l'économie sociale comme un modèle permettant de sortir de la crise

Certes, la veille stratégique est effectuée pour la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. Toutefois, l'information recueillie renferme une grande richesse qui suscite l'intérêt grandissant des divers acteurs de l'économie sociale. On dit souvent que pour savoir où l'on va, il faut savoir d'où l'on vient... la veille stratégique du Chantier de l'économie sociale s'inscrit dans cette perspective !

LA PRISE EN CHARGE D'OUTILS FINANCIERS COMME MOYEN DE RELEVER LE DÉFI

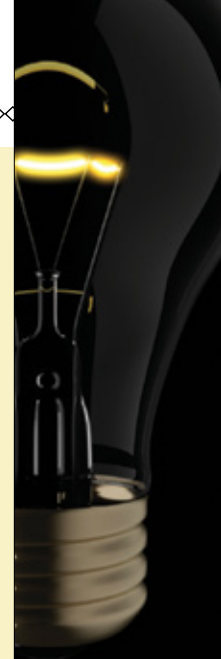
Depuis sa création, le Chantier de l'économie sociale a toujours été préoccupé de faire en sorte que les entreprises d'économie sociale aient les moyens financiers de réaliser leurs missions. Subventions gouvernementales, dons, prêts et capitalisation; tous les moyens sont bons pour permettre à ces entreprises de se développer et de répondre aux besoins de leurs communautés. C'est donc pourquoi le Chantier déploie autant d'énergie pour faciliter l'accès à des capitaux additionnels.

Stimuler l'offre de produits financiers adaptés

Avec la prise en charge des outils financiers du Chantier, deux objectifs sont visés :

- *Aider les acteurs de l'économie sociale à développer des outils innovants et adaptés aux besoins des entreprises collectives.*
- *Amener les marchés financiers à adapter leurs produits à la réalité de l'économie sociale.*

...visiblement, nos avancées à cet égard sont significatives !



LE RISQ

À la fin des années '90, au moment de la création du Chantier, l'accès aux services financiers était extrêmement difficile pour les entreprises d'économie sociale, autant pour les prêts, les marges de crédit ou des capitaux d'investissements. Le financement sans garantie leur était à toute fin pratique inaccessible. Il était donc urgent que ces entreprises soient mieux connues des milieux financiers tout en stimulant l'offre de produits adaptés.

Un premier pas dans ce sens fut la création du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et de ses prêts de capitalisation sans garantie. Le RISQ contribuera également à une meilleure compréhension des enjeux propres aux entreprises collectives avec la publication du Guide d'analyse des entreprises d'économie sociale.

En plus des impacts directs liés à ses investissements, le RISQ fait maintenant école pour d'autres fonds en démontrant le potentiel et la fiabilité de ce genre d'investissement. Aujourd'hui, l'ensemble des fonds locaux, dont les Fonds local d'investissement (FLI) et les fonds SOLIDE, investissent dans les entreprises d'économie sociale.

CAPITAL

LA FIDUCIE DU CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

À compter de 2002, un autre constat établissait que les produits de financement disponibles pour les entreprises d'économie sociale, à l'exception des subventions et des parts cotisées par les membres de coopératives dans le cadre du RIC, étaient essentiellement des prêts dont les échéances de remboursement variaient entre 3 et 10 ans.

Les entreprises d'économie sociale n'avaient donc pratiquement aucun produit financier leur permettant de conserver à long terme le capital emprunté. Avec la création de la Fiducie en 2006, un fonds offrait pour la première fois aux entreprises d'économie sociale un produit de capital patient s'apparentant à de la capitalisation n'exigeant aucun remboursement de capital avant 15 ans.

Si, avant l'arrivée de la Fiducie, il était impossible d'obtenir du capital de développement à des taux d'intérêt inférieurs à ceux du capital de risque disponible pour le secteur privé (entre 11 % et 20 %), depuis, nous avons réussi à faire reconnaître un taux inférieur correspondant davantage aux risques de pertes moindres constatés dans le secteur de l'économie sociale comparativement au secteur privé.

Étant inaliénables et démocratiques, les entreprises d'économie sociale ne peuvent donc être revendues. Dans la majorité des cas, leurs missions ne leur permettent pas de faire des surplus d'opérations ou des trop-perçus significatifs. Dans ces conditions, il importe de trouver d'autres façons de favoriser leur capitalisation.

Actuellement, les entreprises d'économie sociale se capitalisent modestement par des :

Apports internes : majoritairement les surplus cumulés, généralement libre d'engagements de remboursement, de rendement fixe sans condition (sauf pour les parts remboursables) et qui resteront dans l'entreprise.

Apports externes : des contributions non remboursables (subventions pour les infrastructures et autres subventions liées à des politiques publiques régionales et sectorielles accessibles aux entreprises d'économie sociale) et des dons.

LA CAPITALISATION

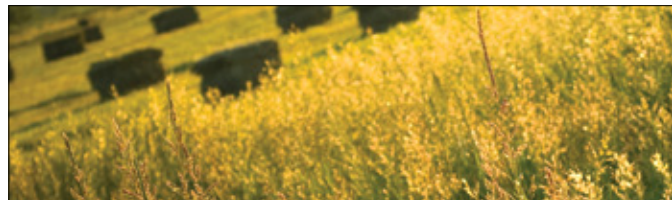


UN PAYSAGE QUI CHANGE

Les partenaires-investisseurs dans la Fiducie du Chantier constatent aujourd'hui la pertinence de nos approches et collaborent activement sur le plan financier et politique. La création du CAP Finance témoigne de cette volonté de faire reconnaître la finance sociale et le capital de développement. Comme en témoignent les SOLIDES, maintenant ouverts aux entreprises collectives, les pratiques évoluent. Le PDG d'Investissement Québec reconnaît d'ailleurs publiquement que l'économie sociale est la section la plus rentable d'IQ en raison du

faible taux de défauts de paiements. Soulignons également que Fondation poursuit ses interventions dans les entreprises collectives. Entre 1996 et 2005, ce sont plus de 755 M\$ qui ont été investis dans ces entreprises au Québec¹.

Ces transformations ne se limitent pas au Québec. La crise financière de 2007 semble avoir ébranlé certains acteurs institutionnels qui, désormais, regardent autrement les investissements en économie sociale en raison de leur solidité et de leur enracinement dans la « vraie » économie. Par ailleurs, l'*Impact investment* prend de l'ampleur et fait appel à des formes d'investissement visant à maximiser les retombées sociales et environnementales positives. Un rapport récent de JP Morgan et de la Fondation Rockefeller estime que le potentiel de ce marché se situe entre 400 milliards \$ et 1 billion \$ avec une concentration dans cinq secteurs : habitation, accès à l'eau en milieu rural, santé maternelle, éducation primaire et services financiers pour les personnes ayant un revenu de moins de 3000 \$.



LES PRODUITS DE LA FIDUCIE DU CHANTIER, PREMIÈRE ÉTAPE VERS LA CAPITALISATION

En raison de son échéance de 15 ans sans remboursement de capital, le financement de la Fiducie du Chantier aide l'entreprise à se constituer une capitalisation. Toutefois, par définition, il ne s'agit pas de réelle capitalisation – en raison de la date d'échéance de remboursement et la prise de garantie subalterne à une institution financière sur le financement immobilier – mais il s'agit tout de même d'un premier pas significatif.

ISATION DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

VERS UNE VÉRITABLE CAPITALISATION

L'ÉTAPE FINALE :

Jusqu'à maintenant, nos efforts ont permis de repousser le remboursement de capital à la 15^e année tout en permettant un remboursement anticipé après un an sans pénalité. Cependant, les entreprises doivent toujours rembourser ce capital à l'échéance. Actuellement, c'est la seule stratégie de sortie du capital disponible pour les investisseurs.

Il reste donc à développer d'autres stratégies de sortie du capital pour les investisseurs. À l'échéance des prêts de capital patient de la Fiducie du Chantier, il faut pouvoir offrir aux entreprises d'économie sociale la possibilité de signer de nouvelles ententes de prêt. Les entreprises continueront à ne payer que les intérêts, conservant ainsi une marge de manœuvre pour atteindre leurs objectifs.



Il existe de bonnes raisons d'intégrer des produits de capital patient comme ceux de la Fiducie dans un financement de projet. En voici quelques-unes :

1. Réduit les besoins de sorties de fonds mensuelles et annuelles puisque le capital n'est exigé qu'à l'échéance de 15 ans.
2. Permet de dégager immédiatement une marge de manœuvre significative de liquidités permettant d'accélérer le développement et d'améliorer les conditions de travail des employés.
3. Coupe le cycle court de capitalisation/décapitalisation engendré par les prêts traditionnels qui imposent rapidement le remboursement régulier du capital.
4. Réduit les incertitudes financières par des taux fixes tout au long de l'entente (15 ans pour les produits de capital patient de la Fiducie du Chantier).
5. À la 15^e année, la sortie est facilitée par l'effet de l'inflation. En effet, un capital de 300 000 \$ en dollars 2011 vaudra environ 200 000 \$ en dollars constant après 15 ans. Ainsi, dans les faits, près du tiers du capital se retrouve « remboursé », si évalué en dollars constants.
6. L'entreprise peut rembourser en tout temps sans pénalité.
7. Diminution du risque financier pour l'entreprise, car le capital patient opération est sans garantie.

¹ La finance responsable au Québec, Bourque, Mendell, Rouzier, www.eve.coop



Travailler ensemble pour une économie sociale plus forte!

C'est avec beaucoup de fierté que le 17 mai dernier, le Chantier de l'économie sociale a lancé officiellement le service de regroupements d'achats **Commerce solidaire**. C'est en observant l'expérience et la réussite de la coopérative de solidarité du réseau de la petite enfance william.coop que le Chantier y a décelé une piste de solution valable et efficace afin de doter les entreprises d'économie sociale de services et d'outils leur permettant d'améliorer leur compétitivité et d'assurer leur viabilité tout en soutenant l'achat local. Ainsi, pour son projet de Commerce Solidaire, le Chantier de l'économie sociale s'est associé à william.coop afin de profiter de son expertise unique et éprouvée en matière de regroupement d'achats, de commerce en ligne et de soutien à l'achat local dans chacune des régions du Québec.

Offrant bien davantage que des services aux entreprises, Commerce solidaire a pour objectif ultime de renforcer le secteur de l'économie sociale et solidaire et d'accroître son rôle dans l'activité économique du Québec et ailleurs dans le monde. Pour y arriver, les entreprises et les réseaux d'économie sociale sont notamment appelés à collaborer davantage ensemble, surtout du point de vue commercial. Ils se donnent aussi le défi d'améliorer l'accès à leurs produits et leurs services auprès des consommateurs, des entreprises et des organismes publics.

Commerce solidaire offre aux entreprises un outil collectif sans précédent pour accroître leur pouvoir d'achat, pour commercialiser leurs produits, développer des marchés et pour se « réseauter » dans une perspective d'affaires et d'entraide. C'est aussi un instrument pour mettre de l'avant l'économie sociale et solidaire et promouvoir ses valeurs.

Commerce solidaire veut également contribuer à la consommation responsable en faisant la promotion des produits et services issus de l'économie sociale. Du même coup, c'est l'occasion pour les entreprises d'économie sociale d'adopter elles-mêmes des pratiques de consommation responsable. Enfin, Commerce solidaire se pose comme un moyen de soutenir le développement local en contribuant à la santé financière des entreprises et en visant à apporter des réponses à certains défis d'approvisionnement.

Faites le choix de la solidarité !

Une centaine d'entreprises d'économie sociale ont déjà adhéré à Commerce solidaire, améliorant ainsi leur pouvoir d'achat et celui des entreprises d'économie sociale du Québec.

En choisissant de participer à Commerce solidaire et à son regroupement d'achats, vous réalisez des économies sur le coût global de vos approvisionnements et vous augmentez le pouvoir de négociation de l'ensemble des entreprises d'économie sociale auprès des fournisseurs. C'est ainsi que nous pouvons, ensemble, obtenir de meilleurs prix au profit de toutes les entreprises participantes. Dans cet esprit, la solidarité et la fidélité des entreprises participantes se traduisent par de meilleurs rabais et davantage d'influence sur l'offre de fournisseurs et de produits.

Au final, les économies dégagées favorisent l'approvisionnement en produits et services de meilleure qualité et le réinvestissement dans la mission sociale des entreprises.

La Vitrine

Le gouvernement du Québec a récemment lancé sa stratégie de promotion de l'économie sociale. Par cette annonce, lancée sous le slogan **L'ÉCONOMIE SOCIALE : J'ACHÈTE!**, le gouvernement reconnaît une fois de plus l'importance de l'économie sociale dans le développement économique du Québec.

À l'automne, il sera possible d'acheter facilement des produits et services d'entreprises d'économie sociale. Commerce solidaire permettra aux consommateurs, aux organisations publiques et aux entreprises privées de s'approvisionner auprès d'entreprises d'économie sociale sur tout le territoire du Québec favorisant ainsi le développement économique de toutes les régions, qu'elles soient rurales ou urbaines. D'ailleurs, l'annonce de l'initiative gouvernementale « L'économie sociale, j'achète » confirme cette tendance et la volonté gouvernementale de faire en sorte que le pouvoir d'achat des institutions publiques contribue davantage au développement des territoires.

Acheter localement sera désormais plus facile. C'est une autre bonne nouvelle pour le Québec !

INT-LAURENT SAGUENAY-LAC-
NT-JEAN CAPITALE-NATIONALE
MAURICIE ESTRIE MONTRÉAL
UAIS ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
ÔTE-NORD NORD-DU-QUÉBEC
PÉSIE ÎLES-DE-LA-MADELEINE
AUDIÈRE-APPALACHES LAVAL
LANAUDIÈRE LAURENTIDES
NTÉRÉGIE CENTRE-DU-QUÉBEC
RCLE AUTOCHTONE OUTAOUAIS
AURICIE BAS-SAINT-LAURENT
DIÈRE-APPALACHES GASPÉSIE
-LA-MADELEINE MONTÉRÉGIE

LES
PO
LES

*Des communautés
solidaires et innovantes*

D1

BAS-SAINT-LAURENT

Un portrait fort impressionnant
des entreprises d'économie sociale
dans le Bas-Saint-Laurent

Les entreprises d'économie sociale jouent un rôle majeur dans la région du Bas-Saint-Laurent tant par leur nombre que par leur diversité : transport adapté, services et maintien à domicile, coopératives de santé, coopératives de solidarité dans l'offre de biens essentiels, coopératives forestières et de mise en valeur des ressources naturelles, organismes de promotion des arts et des artistes, entreprises de récupération et de valorisation des matières recyclables, pour n'en nommer que quelques-unes.

Plusieurs centaines d'entreprises de ce type rythment le quotidien des huit MRC du Bas-Saint-Laurent. La finalité sociale, la primauté de la personne, la démocratie, l'autonomie de gestion et la participation sociale sont les principes qui les distinguent. L'humain est au cœur de leurs préoccupations tant dans le service à la clientèle que dans l'organisation du travail de leur équipe. Ces entreprises jouent un rôle de moteur économique important qui se traduit notamment en investissant dans la communauté et par le maintien et la création d'emplois. Certaines embauchent ainsi jusqu'à 215 employés. Les jeunes de moins de 35 ans y occupent près de 40 % des postes. Fait intéressant, plusieurs de ces entreprises sont en place depuis 15 ans, 20 ans, voire plus.

Les entreprises d'économie sociale œuvrent souvent dans des créneaux innovants et originaux. Elles permettent le maintien de services de proximité dans des communautés (épicerie, station d'essence, garderie, etc.). Elles développent de nouveaux services (soins de santé, centres de conditionnement physique, écosites, maisons pour personnes âgées, entreprises touristiques, etc.) et nombre d'entre elles ont un effet structurant sur leur communauté. À titre d'exemple, les entreprises d'économie sociale dans le domaine de la culture ont permis l'attraction de jeunes artistes. Cette relève retrouve désormais en région des lieux de diffusion, des endroits pour exposer; elle n'a plus à s'exiler dans les grands centres pour trouver des conditions de travail adéquates.



**Pour des communautés
solidaires et durables**

« Entreprise de valeurs Bas-Saint-Laurent, pour des communautés solidaires et durables » est une certification associée à une image de marque dont s'est doté le Bas-Saint-Laurent afin de promouvoir les entreprises d'économie sociale, une première au Québec. Le logo permet d'identifier un réseau d'entreprises bien ancrées dans leur milieu, soutenues par leurs membres et leur collectivité.
www.entreprisesdevaleurs.com

Au cours de la dernière année, plus de 145 entreprises, appartenant à treize secteurs économiques distincts, ont été reconnues « Entreprises de valeurs » et ont pu bénéficier d'une visibilité médiatique dans la région, entraînant dans leur sillage les autres entreprises du secteur qui seront bientôt qualifiées. En plus de satisfaire aux cinq principes de l'économie sociale, les entreprises de valeurs se démarquent par leur innovation et par la qualité des emplois offerts.

Bref portrait des entreprises d'économie sociale du Bas-Saint-Laurent reconnues par les 8 CLD

Nombre d'entreprises d'économie sociale reconnues par les CLD	265 entreprises
Nombre d'entreprises qualifiées « Entreprises de valeurs »	146 entreprises (55 %)
Nombre d'emplois	4 500 emplois
Nombre de bénévoles associés à la gestion	2 500 bénévoles
Chiffres d'affaires	19 000 000 \$
Fonds autogénérés	14 000 000 \$

Données factuelles 2011 et statistiques régionales 2009.

PROFILS D'ENTREPRISES

Quand la nécessité devient la bougie d'allumage de projets novateurs...

Ce qui distingue les deux entreprises dont nous allons tracer un bref survol, c'est la créativité et l'innovation dans de nouveaux créneaux suite, entre autres, à la crise forestière qui sévit au Québec depuis près de 10 ans et qui a fragilisé de nombreuses collectivités rurales.

« Depuis 2007, la responsabilité gouvernementale de l'économie sociale a été confiée au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Les entreprises d'économie sociale d'ici offrent des produits et des services dans des secteurs innovants. **À cet effet, notre région se distingue notamment dans le secteur des énergies vertes.** Le ministère a d'ailleurs soutenu, plus spécifiquement, certaines entreprises, parce qu'il s'agit d'exemples concrets qui démontrent qu'il est possible de réaliser des projets novateurs au sein de petites communautés », a précisé le directeur régional du MAMROT, monsieur Gilles Julien.

La **Coopérative forestière de La Matapédia**, fondée il y a une vingtaine d'années, a toujours été un acteur de premier plan dans la MRC en raison de l'importance des activités du secteur forestier, fournissant du travail, facilitant les approvisionnements de matière ligneuse aux usines locales et régionales, encourageant la diversification de la transformation et la recherche de marchés. Avec la crise forestière, la coopérative a multiplié les initiatives pour continuer à être une entreprise viable, malgré un contexte très difficile. Elle a obtenu un laboratoire rural dans le cadre de la politique nationale de la ruralité du MAMROT. Elle a développé une filière complète sur les chaufferies locales utilisant la biomasse forestière. Il s'agit ici de biomasse qui, jusqu'alors, était considérée comme rebut ou n'était pas valorisée, parce que considérée comme sans valeur marchande. « Ce sont les principaux instigateurs de la filière biomasse à des fins énergétiques au Bas-Saint-Laurent » indique M. Denis Pineault, agent de développement-transformation bois à la Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent.

Les promoteurs n'ont pas hésité à se rendre en Scandinavie, en France, au Vermont et partout où cela était nécessaire pour aller y chercher les connaissances et expériences qui,

crédit photo : Coopérative forestière de La Matapédia



dans ces pays, remontent à plus de 30 ans. Ils ont pu rencontrer également des équipementiers et, par la suite, adapter la machinerie à leurs besoins précis.

Au Bas-Saint-Laurent, quatre collectivités ont officiellement adopté le modèle développé par la Coopérative forestière de La Matapédia et plusieurs autres sont en réflexion. C'est dire que la proposition est intéressante avec des économies annuelles de dizaines de milliers de dollars sur l'achat d'énergie combustible et une réduction des rejets de gaz à effet de serre. De plus, on observe des changements de comportement chez de nombreux forestiers, travailleurs et entreprises, dans leur approche sur la ressource forestière ligneuse et non ligneuse.

« La coopérative est ressortie gagnante de cette démarche puisqu'elle a pu conserver plusieurs de ses employés permanents et maintenir une activité forestière viable avec ses 80 membres. La mobilisation et l'acceptation régionale auront permis de mener à terme l'ensemble des projets mis de l'avant. Certes, on n'a pas pu à ce jour récupérer l'ensemble de nos pertes sur les dix dernières années, mais on est encore en vie et l'avenir s'annonce positif » nous dit son directeur général, M. Yoland Légaré. Aujourd'hui, le modèle proposé de valorisation de la biomasse forestière pour le chauffage s'étend à l'ensemble du Québec, surtout auprès des coopératives forestières.

Pour **Récupération des Basques**, l'aventure a commencé il y a un peu plus de 20 ans, à l'école secondaire l'Arc-en-ciel, à l'initiative d'un professeur désireux d'accompagner et de trouver de nouvelles motivations à ses élèves en difficulté d'apprentissage. Très vite, la petite entreprise scolaire a exercé ses activités de collecte de vieux papiers en dehors des murs de l'institution pour devenir le service de référence en matière de récupération dans toute la MRC des Basques. Actuellement, l'entreprise est mandatée par la MRC et a la responsabilité de la cueillette des matières recyclables de l'ensemble du territoire constitué de neuf municipalités et regroupant environ 9 500 personnes. On a ainsi pu prolonger la vie utile du site d'enfouissement avec un taux de récupération de 65 %. Et cela va en croissance.

En 2008, à la suite d'un exercice de réflexion et de planification stratégique mené sur tout le territoire des Basques, une soixantaine de projets inclus dans un concept novateur, l'*Écosociété*, ont été retenus par la population et les leaders. Récupération des Basques a, pour sa part, privilégié le secteur de la « valorisation de la biomasse ligneuse urbaine » et le développement d'une filière complète dans ce secteur. C'est un modèle de petite capacité, peu coûteux dans ses installations, rentable, facilement adaptable et transférable à de petites communautés pour du chauffage d'édifices à partir de biomasse. « On utilise de la biomasse qui ne trouverait aucun débouché ailleurs dans les circuits courts de production de granules, de grade commercial » précise Gaston Deschênes, un des artisans du projet, conseiller aux entreprises au Centre local de développement des Basques et détaché spécialement pour la réalisation et l'accompagnement des promoteurs du projet.

L'expertise et les informations pertinentes à ce type de projet, développées en partenariat avec des Français et des fabricants québécois d'équipements, se retrouvent condensées sur la vitrine technologique et le site Internet du réseau www.infoguidebiomasse.com. L'entreprise Récupération des Basques, sous la direction de Mme Marie-Josée Bérubé, emploie quinze personnes sur une base annuelle et quatre saisonniers. Elle offre également des stages en insertion et accueille des personnes connaissant des difficultés d'adaptation. Le Centre local d'emploi est un partenaire très coopératif dans ce domaine.

crédit photo : Valérie Lavoie



crédit photo : Maurice Pedneault



02

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

L'économie sociale au Saguenay-Lac-Saint-Jean : une force régionale !

par **STEEVE MÉNARD**
COORDONNATEUR DE L'ENTENTE
SPÉCIFIQUE EN ÉCONOMIE SOCIALE
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

EN MATIÈRE DE
RETOMBÉES ÉCONOMIQUES,
LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE
SOCIALE S'AFFICHENT DONC
COMME ÉTANT UN
ÉLÉMENT IMPORTANT

L'économie sociale au Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est 496 entreprises dont 217 coopératives et 279 organismes à but non lucratif (OBNL). Les secteurs d'activités les plus actifs au niveau régional sont les services aux personnes, les loisirs et le tourisme ainsi que l'agroalimentaire. Des 119 800 emplois que comptaient la région en 2005, 7 297 d'entre eux étaient directement associés à l'économie sociale, soit 6,1 % de l'ensemble régional. En matière de retombées économiques, les entreprises d'économie sociale s'affichent donc comme étant un élément important pour assurer la vitalité du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Milieu rural vs urbain

On dénombre beaucoup de collectivités rurales qui se tournent aujourd'hui vers des entreprises d'économie sociale pour maintenir des services de base et répondre ainsi à leurs besoins. Afin d'assurer le maintien des services de proximité dans des quartiers plus défavorisés ou des milieux éloignés des grands centres, certains acteurs du secteur de l'économie sociale du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont misé sur des projets collectifs, en réunissant plusieurs services sous un même toit. Cette stratégie de gestion commune permet ainsi des retombées collectives pour les différents organismes qui se côtoient.

Fait étonnant, il semble qu'il y ait autant d'emplois créés par le secteur de l'économie sociale en milieu urbain (52 %) qu'en milieu rural (48 %). Par contre, on remarque que le nombre d'emplois occupés par des hommes est beaucoup plus élevé en milieu rural, contrairement aux femmes qui sont beaucoup plus nombreuses à occuper un emploi en milieu urbain. On peut l'expliquer, entre autres, par le fait que les femmes travaillent principalement dans les secteurs des services et que ces derniers se concentrent davantage en milieu urbain.

Les femmes occupent généralement des emplois de moins bonne qualité sur le plan des salaires et des conditions de travail puisqu'elles œuvrent souvent dans des secteurs d'activités où les profits sont moins importants. Les hommes, quant à eux, occupent surtout des emplois qui se concentrent dans les secteurs de l'exploitation des ressources et de la transformation ainsi que dans le secteur agroalimentaire. Ces emplois, mieux rémunérés, offrent également de meilleures conditions de travail.

Quelques données régionales des entreprises d'économie sociale selon la MRC¹

	Lac-Saint-Jean Est	Saguenay	Fjord-du-Saguenay	Domaine-du-Roy	Maria-Chapdelaine	Total
Nombre d'entreprises	143	181	63	45	64	496
% OBNL	59 %	62 %	63 %	36 %	41 %	56 %
% Coop	41 %	38 %	37 %	64 %	59 %	44 %

¹ Selon une étude menée en 2010 par l'Alliance de Recherche Universités-Communautés (ARUC) en partenariat avec le Réseau Québécois de Recherche Partenariale (RQRP). Cependant, comme les données sont incomplètes en raison du faible taux de réponse (24 %), nous préférons présenter que celles dont la valeur est fiable.

PROFILS D'ENTREPRISES

Quand l'économie sociale rime avec innovation

La Coopérative forestière de Girardville c'est :

181 membres
travailleurs propriétaires

549 employés

25 millions de dollars en chiffres
d'affaires en 2010

6 millions de masse salariale

12 millions de contrats annuels
avec des PME régionales
du Saguenay-Lac-Saint-Jean.



La coopérative forestière de Girardville : Une entreprise qui voit loin !

À ses débuts, la coopérative exploitait essentiellement les aiguilles et les branches d'épinettes noires; ressource jusque-là négligée. La récupération de ces résidus de la forêt servait à l'extraction d'huiles essentielles. Les deux principales catégories d'emploi, toujours existantes, étaient ainsi créées : le travail en forêt et le travail en usine.

La coopérative touche aujourd'hui à l'ensemble des travaux forestiers, soit l'aménagement forestier, l'approvisionnement forestier et la recherche et développement de nouvelles alternatives. La participation à des projets de coopération internationale, notamment en Amérique centrale, s'ajoute également à ses multiples activités.

L'innovation au cœur de leurs activités !

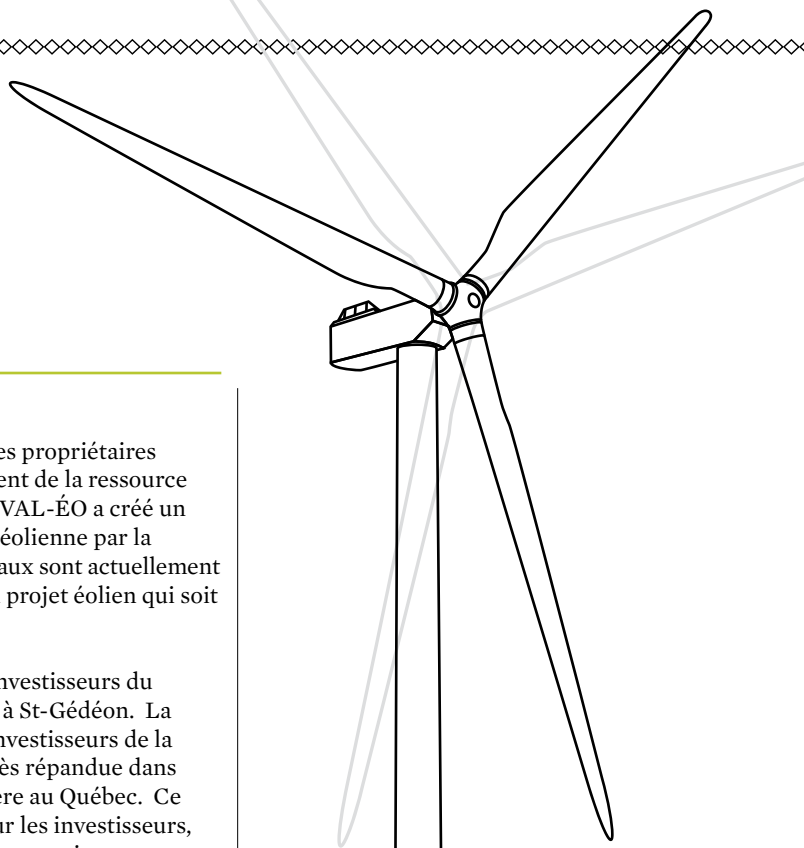
En plus de leur certification en développement durable et de l'acquisition de technologies mécaniques qu'elle est la seule à posséder en Amérique du Nord, la coopérative vise constamment le développement de ses activités par la valorisation de son territoire forestier. Nous avons là un bel exemple de développement même si le secteur forestier connaît une période de crise depuis quelques temps.

Dotée d'une solide expérience dans les activités traditionnelles, la coopérative détient notamment une expertise dans le domaine des huiles essentielles et dans la production d'épices boréales à base de plantes.

La Coopérative forestière de Girardville a donc fait connaître, en octobre 2009, sa marque de commerce d'**Origina** et **Être boréal** en plus d'opérer la chaîne d'approvisionnement complète : de la cueillette à la commercialisation des produits, en passant par l'extraction d'huiles essentielles et la mise en pot des produits. Ces produits, qui suscitent un véritable engouement, se vendent un peu partout à travers le monde, notamment en Chine et en Asie.

Nutrinor : Une coopérative qui se distingue !

Nutrinor contribue fortement à l'économie du Saguenay-Lac-Saint-Jean et est un employeur de premier plan dans la région. En affaires depuis 60 ans, Nutrinor possède des actifs de 80 millions de dollars, un chiffre d'affaires de 315 millions et fait des investissements de plus de 5 millions annuellement. Les activités reliées à la transformation laitière génèrent 30 % du chiffre d'affaires et celles des autres secteurs 70 %. Elle emploie plus de 400 personnes et est la propriété de 1 200 agriculteurs de la région. De plus, elle se situe au 3^e rang des coopératives du Québec et au 7^e au Canada en termes de chiffre d'affaires. Enfin, il est important de mentionner que, en 2011, Nutrinor s'est activement engagée dans un processus rigoureux de développement durable.



Val-éo : une coopérative dans le vent !

VAL-ÉO est une coopérative de solidarité fondée en 2005 regroupant les propriétaires fonciers, les municipalités et les citoyens concernés par le développement de la ressource éolienne dans la plaine agricole du Sud de la MRC Lac-Saint-Jean-Est. VAL-ÉO a créé un modèle novateur de mise en valeur et de gestion collective de l'énergie éolienne par la communauté. 58 fermes, 2 municipalités et près de 100 investisseurs locaux sont actuellement regroupés au sein de VAL-ÉO afin de permettre le développement d'un projet éolien qui soit gagnant à tous points de vue pour la communauté.

En effet, en décembre 2011, VAL-ÉO a invité les citoyens ainsi que les investisseurs du Saguenay-Lac-Saint-Jean à s'impliquer financièrement dans son projet à St-Gédéon. La coopérative procède donc à l'émission de titres afin de permettre aux investisseurs de la région de participer au développement de son projet. Cette pratique, très répandue dans certains pays comme le Danemark et l'Allemagne, constitue une première au Québec. Ce nouveau projet présente un potentiel de rentabilité très intéressant pour les investisseurs, ce qui permettra à un bon nombre de gens d'en profiter. Pour l'instant, nous suivons avec attention le cheminement du projet puisqu'il reste encore quelques étapes à franchir avant sa réalisation.

Des entreprises d'avenir...

Le secteur des services à la personne est actuellement en pleine recrudescence. Les coopératives en aide domestique ainsi que divers organismes offrant des services à la clientèle sont confrontés à de nouvelles réalités comme le phénomène du vieillissement de la population. En effet, beaucoup de ces entreprises ont dû et devront encore s'adapter à une augmentation de la demande de services. Avec de nouvelles politiques gouvernementales comme « Vieillir chez soi » qui encouragent nos aînés à demeurer à domicile le plus longtemps possible, il y a fort à parier que de gros défis attendent ces entreprises. En effet, les demandes de services seront de plus en plus nombreuses et diversifiées, ce qui nécessitera une adaptation des entreprises d'économie sociale en aide à domicile et autres. De plus, les coopératives en aide à domicile sont très souvent des partenaires de première ligne des Centres de Santé et de Services Sociaux (CSSS) pour multiplier les services d'aide à la personne.

Dans le même ordre d'idée, nous assistons également à un phénomène pour le moins intéressant dans le domaine coopératif. En effet, la problématique de la relève au sein des entreprises représente des opportunités en or à saisir par les travailleurs. C'est ainsi que les travailleurs de Location ALR Inc. ont racheté leur entreprise pour en faire une coopérative de travailleurs alors qu'en l'absence de relève, ses dirigeants s'étaient résignés à la vendre. Nous pourrions donc assister de plus en plus à ce genre d'acquisition par des travailleurs qui souhaitent que leur entreprise demeure le bien de leur collectivité.

Pour terminer, il y a fort à parier, qu'au Saguenay-Lac-Saint-Jean, les entreprises d'économie sociale prendront de plus en plus de place dans les prochaines années, notamment grâce au travail de promotion et de valorisation à venir.



03

CAPITALE-NATIONALE

Le Pôle régional d'économie sociale de la Capitale-Nationale...

Évoluant sur un vaste territoire, le Pôle régional d'économie sociale de la Capitale-Nationale est une table de concertation dynamique qui se distingue par son sens de l'innovation, ainsi que par sa capacité à mobiliser ses différents partenaires et à réaliser des projets d'envergure. S'appuyant sur l'expertise de ses membres, il cherche à promouvoir une forme d'économie qui tend de plus en plus à s'imposer comme une alternative viable à l'économie marchande dans le développement des communautés.

Le paysage de l'économie sociale dans la région de la Capitale-Nationale¹

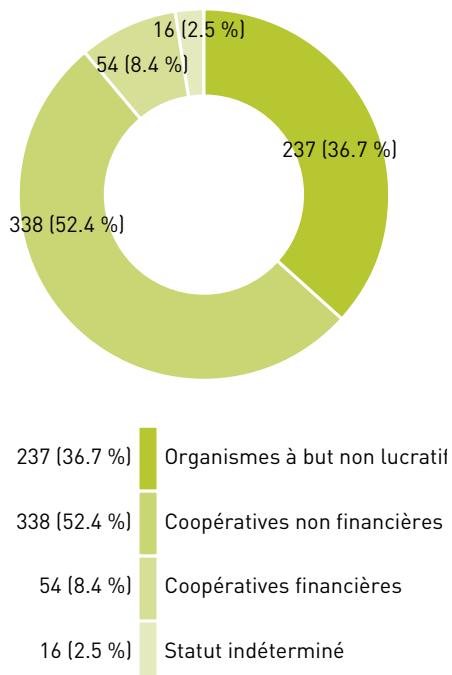
La région de la Capitale-Nationale est particulièrement bien pourvue en entreprises d'économie sociale. En 2009, on y en répertoriait 645. La très grande majorité d'entre elles (80 %) étaient situées dans la ville de Québec, alors que 6,7 % œuvraient dans Portneuf et 5,1 % dans Charlevoix. Les autres se répartissaient un peu partout sur le reste du territoire de la région.

Des 645 entreprises répertoriées, 237 étaient des organismes à but non lucratif (soit 36,7 %), 338 (52,4 %) des coopératives non financières et 54 (8,4 %) des coopératives financières ou des mutuelles. Seize entreprises (2,5 %) n'avaient pas de statut déterminé.

Les secteurs d'activité où ces entreprises se concentrent sont essentiellement ceux de l'habitation, des garderies, des arts et de la culture, ainsi que du recyclage et de la récupération. Les entreprises sont également présentes dans plusieurs autres secteurs d'activité économique tels que l'aide à domicile, l'insertion sociale et professionnelle, les services funéraires, etc.

La présence des entreprises d'économie sociale génère un nombre important d'emplois dans la région (plus de 7 400). On y compte trois femmes salariées pour un homme. Les femmes se retrouvent plus souvent que les hommes dans les secteurs des services de garde, de l'aide à domicile et dans les services financiers. Enfin, le régime d'emploi à l'embauche (temps plein, temps partiel, sur appel) ne comporte pas de différence significative entre les hommes et les femmes.

Statut des entreprises d'économie sociale dans la région de la Capitale-Nationale (2007)



Le Pôle régional d'économie sociale de la Capitale-Nationale

Créé en janvier 2005, le Pôle regroupe 27 personnes représentant, entre autres, des entreprises du secteur, des groupes communautaires ou syndicaux, des organismes actifs dans le développement local ou encore des instances publiques soutenant les entreprises d'économie sociale comme Investissement Québec, le Centre de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale et le Forum jeunesse de la région de la Capitale-Nationale. Enfin, deux ministères du gouvernement du Québec y sont représentés.

Des objectifs partagés

En 2010, la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Capitale-Nationale a conclu avec certains ministères et organismes gouvernementaux, ainsi qu'avec plusieurs autres partenaires, une entente spécifique ayant pour but de favoriser la promotion, la consolidation et le développement d'initiatives d'économie sociale dans la région. L'entente vise également le développement des compétences, ainsi que la concertation entre les différents acteurs. En accord avec ses membres, le Pôle a intégré dans son plan d'action les mêmes objectifs que ceux de l'entente spécifique.

Un large éventail d'activités

Plusieurs actions ont été réalisées ou entreprises en lien avec chacun des objectifs poursuivis par le Pôle :

Des efforts importants ont été consentis pour constituer un répertoire des entreprises d'économie sociale favorisant leur commercialisation et leur consolidation ainsi que la connaissance et la reconnaissance de leurs services auprès de la population de la région. Le principal défi de ce projet est de

¹ Les informations de cette section sont tirées d'une étude d'Yvan Comeau intitulée *Réalités et dynamiques régionales de l'économie sociale*. La Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches, Éditions Vie économique, collection Recherche, Montréal, 2009.

C'est bien plus que du développement !

faire connaître le répertoire aux entreprises elles-mêmes – afin qu'elles s'y inscrivent – puis d'amener la population à le consulter.

Une collaboration a été établie avec le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire afin d'explorer des mesures d'amélioration des conditions de travail dans le secteur de l'aide domestique. De cette action est né un portrait des entreprises d'économie sociale en aide domestique qui permettra notamment d'identifier les besoins dans la région et de réorganiser l'offre de services en fonction de ceux-ci.

Un plan de communication axé autour des valeurs identitaires de l'économie sociale et de sa valeur ajoutée a été élaboré et mis en œuvre. Ces travaux ont mené à la campagne « **C'est bien plus.ca** » comprenant la mise en ligne d'un site Internet relayant ces informations. Par ailleurs, le Pôle a participé à l'organisation du colloque *L'économie sociale : moteur de développement économique et social* du Centre de recherche, d'information et de développement de l'économie solidaire (CRIDES).

Au regard du développement des compétences, des sessions de formation sur mesure ont été élaborées et offertes sur l'ensemble du territoire de la région dans le but de mieux soutenir le développement des entreprises d'économie sociale. Une entente tripartite a par ailleurs été conclue entre le Pôle, SAGE et ÉCOSOL en vue de favoriser le développement de l'économie sociale au sein du mentorat d'affaires.

La concertation entre les acteurs a donné lieu à plusieurs actions, dont la tenue de rencontres des membres du Pôle – afin d'assurer sa consolidation –, la participation à d'autres instances de la CRÉ, la nomination d'un représentant au conseil d'administration du Chantier de l'économie sociale, la poursuite de la collaboration avec la Table régionale en économie sociale de Chaudière-Appalaches, la participation aux consultations du ministère du Développement économique, de l'Innovation et

de l'Exportation sur les nouvelles stratégies de l'entrepreneuriat, sans oublier la collaboration à l'élaboration du plan quinquennal de la CRÉ.

Des projets audacieux

Conscient que l'économie sociale demeure méconnue du grand public, le Pôle a commandé un sondage en 2011 confirmant une méconnaissance du concept d'économie sociale par la population. Cependant, puisque ce type d'entreprise semble plaire, voire susciter de l'intérêt, les organisations fonctionnant selon ces principes gagneraient à mieux se faire connaître; près des deux tiers (65 %) des répondants ayant affirmé qu'ils modifieraient leurs habitudes d'achat s'ils connaissaient les entreprises d'économie sociale de leur quartier ou secteur. Suite à ce sondage, les membres du Pôle ont lancé le site « C'est bien plus » qui permet notamment à ses utilisateurs de trouver des services ou des commerces de proximité avec lesquels ils peuvent faire affaire.

Le désir de s'assurer que les entreprises inscrites au répertoire soient bien des entreprises en économie sociale a conduit les membres du Pôle à instaurer un processus de certification en bonne et due forme. Ainsi, les entreprises ne reçoivent leur accréditation en tant qu'entreprises d'économie sociale que si elles respectent rigoureusement un certain nombre de critères identifiés par le Pôle. Jusqu'à présent, une centaine d'entreprises réparties dans une vingtaine de secteurs d'activité et regroupées par MRC ont été accréditées et figurent dans le répertoire. Elles forment désormais un réseau auquel d'autres entreprises devraient s'ajouter dans un avenir rapproché.

Le Pôle souhaite également que le site « C'est bien plus » offre des services additionnels comme des forums permettant une mise en réseau sectoriel, voire multisectoriel, le transfert de connaissances et de compétences, etc. Le site doit être vu comme un outil convivial permettant aux entreprises d'entrer plus facilement en contact avec des fournisseurs ou des acheteurs potentiels.

Être accessible sur le Web facilitera les contacts entre les acteurs de l'économie sociale et leurs partenaires éventuels, ce qui favorisera le développement de ces entreprises.

Encore plus d'initiatives

Toujours dans une optique de promotion, le Pôle organise depuis maintenant trois ans, en collaboration avec la Table régionale d'économie sociale de Chaudière-Appalaches, une semaine entière d'activités consacrées à l'économie sociale. En 2011, la Semaine de l'économie sociale des régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches a permis de rassembler plus de 100 entreprises collectives autour de 40 activités de natures diverses.

Fiers de la tenue de cet événement, les membres du Pôle ont convenu que pour la prochaine édition, il faudrait innover encore sur les moyens à utiliser pour stimuler la population à venir découvrir les entreprises d'économie sociale. L'objectif ultime de la Semaine est en effet d'amener les acteurs de l'économie sociale à se connaître, à se reconnaître, mais également à se faire connaître. Il devrait résulter de cette reconnaissance des entreprises d'économie sociale sur les plans local et régional une crédibilité croissante en raison du changement des habitudes de consommation et d'un renforcement de l'économie locale. Cela rejaillirait vraisemblablement sur le plan national et inciterait les décideurs à prendre davantage en considération ce secteur dans les politiques qu'ils adoptent, ainsi que dans les mesures qu'ils mettent en place.

Les prochaines années s'annoncent déterminantes pour la suite de la mobilisation qui vient tout juste d'être amorcée puisqu'elles verront bon nombre d'initiatives se réaliser. Certes, beaucoup de travail reste à accomplir, mais l'implication manifestée jusqu'à maintenant par les partenaires démontre une réelle volonté de faire de l'économie sociale un modèle économique reconnu à sa juste valeur pour sa contribution au développement des collectivités.

Le Pôle régional d'économie sociale

de la Capitale-Nationale



que du développement

www.cestbienplus.ca



PÔLE RÉGIONAL
D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE LA CAPITALE-NATIONALE

04

MAURICIE



L'évolution de l'économie sociale en Mauricie

À partir de 1995, nous avons été témoins d'une véritable explosion de l'économie sociale partout en Mauricie. La création d'organisations telles que la Corporation de développement économique communautaire (ÉCOF), la Coopérative de développement régional, les Centres locaux de développement et le Conseil régional d'économie sociale de la Mauricie ont permis la mise en place d'un réseau d'accompagnement auprès des entreprises collectives. À l'époque, on observait une prédominance de projets d'entreprises créatrices d'emplois pour les personnes éloignées du marché du travail. Nous étions alors dans un axe de lutte à la pauvreté puisque la situation économique en Mauricie était alors plus qu'alarmante.

Cette tendance résultait entre autres de la situation socioéconomique de l'époque. De plus, les premiers groupes promoteurs étaient surtout issus du milieu communautaire. Ceci a donné naissance à des dizaines de projets d'affaires collectifs tout à fait uniques.

Aujourd'hui, l'économie sociale se déploie de plusieurs façons en Mauricie, notamment depuis l'arrivée des coopératives de solidarité. Ce type de coopérative a changé considérablement le portrait de la région. On voit de plus en plus apparaître des entreprises collectives en milieu rural, particulièrement en ce qui concerne les services de proximité tels que l'alimentation, l'hébergement ou le transport. On exploite maintenant des secteurs comme l'agroalimentaire, les

produits forestiers non ligneux, le réemploi de matières résiduelles. On parle même de reconversion industrielle. C'est le cas de la ville de Shawinigan qui a choisi le modèle coopératif pour transformer une ancienne usine manufacturière. Ce lieu deviendra, l'automne prochain, le Centre d'entrepreneuriat de Shawinigan. Cette ancienne usine servira de carrefour de formation et d'incubateur pour tout type de projets d'affaires, privés ou collectifs. Une vision inclusive du développement économique. Une vision qui, nous l'espérons, tracera la prochaine décennie de l'économie sociale en Mauricie.

Quand l'économie sociale fait revivre l'espoir d'une communauté

Depuis quelques années déjà, les expériences de revitalisation de nos communautés se multiplient. L'économie sociale est souvent au cœur de ces mobilisations citoyennes. Que ce soit à la ville ou à la campagne, nous voulons vivre dans un milieu dynamique où l'on retrouve des services, des activités de loisirs et culturelles et des emplois.

La Mauricie ne fait pas exception à cette tendance. D'ailleurs, depuis 2009, un projet pilote coordonné par la Coopérative de développement régional assure un accompagnement à sept municipalités¹ identifiées comme dévitalisées ou à risque de l'être. L'essence de ce projet consiste à soutenir ces municipalités dans la

mise en œuvre de projets collectifs créateurs d'emplois.

Cette expérience démontre tout le potentiel de l'entrepreneuriat collectif dans la prise en charge des personnes et pour répondre aux besoins des communautés. Face à une crise ou à une situation difficile, les gens se serrent les coudes et mettent en place des projets d'affaires qui leur semblaient d'abord irréalistes. Grâce à l'économie sociale, on constate qu'il est possible de voir renaître l'épicerie du village, de développer un produit touristique, de mettre en valeur la culture locale, etc.

Fondamentalement, les gens portent les valeurs de l'économie sociale : entraide, solidarité, partage. Le constat est donc que ces valeurs deviennent l'énergie même d'une entreprise qui cherche avant tout à répondre à un besoin.

Un des projets phares en Mauricie est sans doute la création de la Coop du coin à St-Adelphe, une municipalité qui a choisi de se prendre en main plutôt que d'attendre les solutions venues d'ailleurs. Comme le dit Marc-André Denis, un des membres fondateurs : « L'économie sociale, c'est l'économie qui enrichit tous les individus d'une communauté. C'est celle qui nous procure une qualité de vie. La Coop, pour St-Adelphe, ça fait en sorte que l'on est fier d'habiter à St-Adelphe, les gens sentent que ça leur appartient ».

¹ Saint-Alexis-des-Monts, Sainte-Angèle-de-Prémont, Saint-Édouard-de-Maskinongé, Notre-Dame-de-Montauban, Trois-Rives, Sainte-Thècle et Lac-Édouard

La Mauricie s'est enrichie grâce à la grande entreprise manufacturière, l'hydroélectricité et la forêt. Aujourd'hui, ce modèle économique est en transformation. L'économie sociale est maintenant au carrefour d'un véritable mouvement de changement dans notre région. Que ce soit pour maintenir des services de base, exploiter nos ressources naturelles ou développer la culture entrepreneuriale, l'économie sociale est une voie d'avenir.

Pour en savoir davantage sur le projet de développement de l'emploi par l'entrepreneuriat collectif dans les milieux dévitalisés : www.cdrcqm.coop

Portrait des entreprises d'économie sociale en Mauricie

À ce jour, la Mauricie compte plus de 225 entreprises d'économie sociale dans plus de seize secteurs d'activités. Les secteurs les plus représentés sont les services de garde, les loisirs et le tourisme, les services aux personnes, l'environnement et les arts et la culture.

Un portrait des entreprises d'économie sociale de la Mauricie, réalisé en 2008, a permis de ressortir des résultats intéressants tels qu'un chiffre d'affaires global de 100 millions \$. La masse salariale était alors estimée à 50 millions \$, pour un total de 2 500 emplois. Environ 14 % de ces emplois était occupé par des personnes éloignées du marché du travail, ce qui signifie que 340 personnes avaient intégré le marché du travail grâce à l'économie sociale.

Les entreprises d'économie sociale comptaient alors sur la collaboration de 1 600 bénévoles (excluant les membres des conseils d'administration). La contribution de ces bénévoles représentait une masse salariale estimée à 3 millions \$. Les femmes occupent la plupart des emplois, soit 78 % des postes réguliers. Du côté des jeunes de 35 ans et moins, ils représentent 35 % de la main-d'œuvre. Le salaire pour les emplois réguliers varie entre 13 et 14 \$ de l'heure et près de 22 \$ pour les postes de direction.

Au chapitre de la qualité des emplois, le secteur de l'économie sociale offre des conditions de travail souvent similaires au secteur privé. La majorité des entreprises ont des politiques salariales, des conventions de travail et offrent des avantages sociaux, tels que des régimes de retraite. Plus de 40 % des entreprises sont en activité depuis plus de 20 ans.

Ce portrait a permis de constater que l'économie sociale représente un excellent outil de prise en charge des communautés. La longévité des entreprises est la preuve que ce modèle est durable et constitue une solution à des problèmes économiques et sociaux, particulièrement en milieu rural. Le secteur de l'économie sociale en Mauricie contribue sans aucun doute à l'économie régionale.

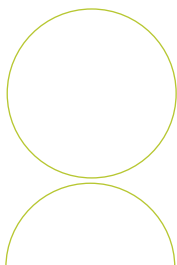
PROFILS D'ENTREPRISES

Aux berges du Lac Castor



L'Aux berges du Lac Castor est une coopérative de travail créée en 1998 regroupant une douzaine de travailleurs et environ 25 bénévoles. Elle exploite un magnifique site touristique où l'on retrouve 30 kilomètres de sentiers pédestres, de l'hébergement et des activités culturelles. Le Lac Castor offre un cadre intimiste à valeur communautaire et écologique. Sa clientèle se compose de jeunes familles, de groupes communautaires et d'amateurs de tourisme vert.

AUX BERGES
DU LAC CASTOR...
OÙ
LA MAGIE DE L'HOMME
RENCONTRE
LA BEAUTÉ DE LA TERRE



La coopérative se développe autour de trois grands axes; l'environnement, la culture et le communautaire. Le réseau de sentiers pédestres offre des points d'intérêts tels que les barrages de castors, des points de vue sur la région et la diversification forestière. La mission culturelle de la coopérative a pris de l'essor avec la salle de spectacle où sont accueillis plusieurs artistes tels que Richard Desjardins, Mes Aïeux et Marco Calliari. Depuis 2009, le site offre un chalet de création où les artistes de différentes disciplines peuvent venir créer dans un cadre inspirant et enchanteur.

L'Aux berges offre également aux organisations l'accès à des salles de rencontre, une cuisine communautaire et un accès gratuit aux équipements de plein air et nautiques pour répondre à leurs besoins.

Service d'intégration au travail Mauricie

Le Service d'intégration au travail (SIT) œuvre depuis plus de 15 ans à l'intégration au travail des personnes ayant des problèmes de santé mentale. Considérant le travail comme la pierre angulaire du rétablissement et de l'insertion sociale, le SIT offre aux personnes un environnement où le soutien, l'entraide et l'encadrement des travailleurs se retrouvent sous un seul et même toit.

Regroupant cinq points de service - Trois-Rivières (2), Shawinigan, Louiseville et St-Stanislas - le SIT offre à la fois des services communautaires aux personnes ayant des problèmes de santé mentale, mais aussi des services de sous-traitance aux entreprises ainsi qu'un atelier de vitrail. Au cours des dernières années, un important projet de récupération de métaux avec Rio Tinto Alcan, Cogéco et Vidéotron a permis d'augmenter son chiffre d'affaires de façon considérable. L'entreprise compte aujourd'hui plus de 200 travailleurs, qui constituent une main-d'œuvre qualifiée pour combler les besoins des entreprises, travailleurs autonomes et institutions publiques.



Une solution humaine!

l'économie sociale c'est...
<< ENTREPRENDRE AUTREMENT >>
DÉCOUVRIR. S'INSPIRER. S'OUTILLER.

Visitez le site
ECONOMIESOCIALEJEUNESSE.CA
un site pour les jeunes de 35 ans et moins.

valeurs ajoutées

05

ESTRIE

L'économie sociale en Estrie :
construire les communautés

En Estrie, on retrouve près de 300 entreprises d'économie sociale. Ces entreprises collectives à statut coopératif, mutualiste et à but non lucratif contribuent au développement de la région depuis plus de 100 ans. Fruit de l'engagement d'un grand nombre de personnes, elles se donnent pour mission de produire et de distribuer des biens et services au bénéfice de leurs membres et de leur communauté, et ce, dans un cadre démocratique. Selon un recensement réalisé auprès des entreprises d'économie sociale de la région par le REES-Estrie à l'été 2011, on constate que les EÉS de la région œuvrent dans une quinzaine de secteurs d'activité économique et, tout particulièrement, dans les services aux familles et aux aînés, l'habitation, les services financiers, le commerce de détails, les loisirs et le tourisme, les arts et la culture de même que l'agriculture et l'agroalimentaire. La moitié des entreprises d'économie sociale de la région existent depuis plus de 20 ans, ce qui démontre la longévité de ce type d'entreprise. Elles génèrent plus d'un demi-milliard de dollars en revenus annuels et maintiennent plus de 5 000 emplois, soit 3,5 % des emplois de la région.

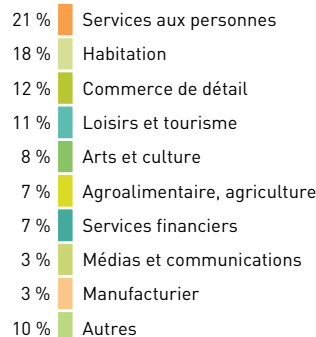
	Entreprises d'économie sociale diverses (sans Desjardins, CPE et habitation)		Caisses Desjardins, CPE et habitation		Total des entreprises d'économie sociale	
Nombre d'entreprises	177	59 %	123	41 %	300	100 %
Nombre de membres	172 444	41 %	248 501	59 %	420 945	100 %
Nombre d'emplois	2 759	55 %	2 271	45 %	5 030	100 %
Chiffre d'affaires	226,1 M \$	42 %	274,0 M \$	58 %	500,1 M \$	100 %
Trop-perçus (surplus)	8,7 M \$	13 %	57,0 M \$	87 %	65,7 M \$	100 %
Total de l'actif	212,3 M \$	4 %	4,9 M \$	96 %	5,1 M \$	100 %
Total de l'avoir	102,8 M \$	13 %	703,7 M \$	87 %	806,5 M \$	100 %

Source : Recensement des entreprises d'économie sociale de l'Estrie 2009-2010 fait par le REES-Estrie, 2011

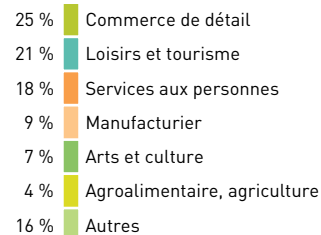


Le Portrait des entreprises d'économie sociale de l'Estrie, lancé en mars 2012 par le REES-Estrie, présente une vue d'ensemble des entreprises d'économie sociale de la région à travers des fiches régionales, des fiches par municipalité régionale de comté (MRC) et des exemples concrets d'entreprises. Pour consulter ce document, visitez le www.economiesocialeestrie.ca.

Répartition du **NOMBRE**
DES EÉS de l'Estrie dans
chaque secteur d'activités



Répartition du **NOMBRE D'EMPLOYÉS**
dans chaque secteur d'activités
(sans Desjardins, CPE et habitation)



Répartition du **CHIFFRE D'AFFAIRES**
GÉNÉRÉ dans chaque secteur d'activités
(sans Desjardins, CPE et habitation)



Des stratégies pour favoriser l'émergence d'entreprises d'économie sociale

En 2009, le GRAP-Estrie a publié un fascicule de recherche sur *Les conditions de succès dans l'émergence d'entreprises d'économie sociale*. À travers quatre études de cas, il a dégagé 12 stratégies d'action favorisant la réussite des projets. Ce fascicule est un bon outil de départ pour tout groupe de personnes désireuses de mettre sur pied un projet d'économie sociale. Parmi les stratégies identifiées, le GRAP-Estrie mentionne l'importance pour une communauté d'avoir des lieux démocratiques de partage des idées sur les projets à mettre en place. Il souligne aussi l'importance d'avoir un projet répondant à un besoin perçu comme étant central et représentant un enjeu de développement de la communauté. Il ajoute que l'identification d'un organisme incubateur, prêt à offrir un local et des ressources pour faire avancer le projet est souhaitable. Évidemment, le fait d'avoir une préoccupation pour la faisabilité économique du projet autant que pour son aspect social est une nécessité.

Pour en savoir plus sur les autres stratégies et pour des exemples, vous pouvez consulter le rapport de recherche ou le fascicule synthèse sur *Les conditions de succès dans l'émergence d'entreprises d'économie sociale* en visitant le www.economiesocialeestrie.ca.

Les entreprises d'économie sociale et leur apport à l'innovation

En 2011, le GRAP-Estrie a publié une recherche intitulée *Innovations sociales territoriales (IST) dans les six MRC rurales de l'Estrie*. Cette recherche a permis de démontrer que les EÉS sont sources d'innovations sociales territoriales au sens où elles suscitent des collaborations nouvelles et rendent les acteurs plus solidaires et capables de prendre collectivement en main le développement de leur territoire.

« Les EÉS, particulièrement par le biais de leurs activités multisectorielles et multiservice, contribuent, selon les données de la recherche, à mettre en relation des acteurs qui n'ont pas nécessairement l'habitude de travailler ensemble. Les EÉS étudiées sous-tendent des processus, qui sans être des conditions absolues pour produire des IST, se veulent des manières inédites, pour les acteurs impliqués, de faire les choses, qui les amènent à prendre conscience de leur pouvoir et à se créer une identité collective. Ces manières inédites de faire les choses sont en fait des capacités qu'ont développées localement les acteurs dans le cadre de projets complexes, à multiples partenaires, en économie sociale. Les capacités se distinguent des compétences, plus figées, au sens où elles sont à bâtir par les acteurs eux-mêmes par le choix qu'ils font d'unir leurs forces plutôt que de vivre l'isolement. »

Le GRAP-Estrie a ainsi identifié 14 capacités génératrices d'innovations sociales territoriales, que les milieux peuvent développer, notamment au sein de projets d'entreprises d'économie sociale. Pour en savoir plus, consultez le rapport de recherche ou le fascicule synthèse en visitant le www.economiesocialeestrie.ca.

Le GRAP-Estrie

Le Groupe régional d'activités partenariales de l'Estrie (GRAP-Estrie) est une équipe de chercheurs universitaires travaillant en collaboration avec des praticiens de l'économie sociale. Celui-ci a réalisé, entre 2005 et 2011, des recherches-actions permettant d'apporter des réponses à des enjeux concernant l'économie sociale en Estrie et de favoriser le transfert de connaissances entre les chercheurs, les entreprises et les intervenants du milieu.

Plusieurs rapports de recherche ainsi que deux fascicules synthèse sont disponibles sur le site internet du REES-Estrie au www.economiesocialeestrie.ca.



Une région qui se mobilise pour développer l'économie sociale

De plus en plus, on reconnaît le rôle structurant des entreprises d'économie sociale qui permettent de rassembler au sein d'une entreprise collective les divers acteurs du milieu en vue d'apporter une réponse à des besoins communs en alliant la rentabilité sociale et économique. En ce sens, l'entreprise collective représente un puissant levier de développement local. Cependant, la mise sur pied et le développement de ce type d'entreprise n'est pas sans défi, d'où l'importance de mieux faire connaître les différentes formules possibles et surtout, les bonnes pratiques de développement qui y sont associées.

Une concertation régionale

En 2009, plusieurs acteurs de la région se sont rassemblés afin de conclure une entente régionale pour le développement de l'économie sociale sur le territoire. Avec l'appui financier de la Conférence régionale des Élus, du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale et de la Corporation de développement économique communautaire de Sherbrooke (CDEC de Sherbrooke), le Réseau des entreprises d'économie sociale de l'Estrie (REES-Estrie), la Coopérative de développement régional de l'Estrie (CDR-Estrie), les représentants des Centres locaux de développement (CLD) et des Sociétés d'aide au développement de la collectivité (SADC) ont forgé cette entente. Celle-ci vise l'atteinte de six objectifs sur une période de cinq ans, soit :

1. Accroître la promotion et la reconnaissance de l'économie sociale
2. Favoriser l'émergence de projets d'économie sociale
3. Améliorer les pratiques d'accompagnement des intervenants qui accompagnent les promoteurs
4. Améliorer les compétences entrepreneuriales des dirigeants
5. Favoriser le développement d'une offre de soutien adapté
6. Augmenter les partenariats d'affaires

Le REES-Estrie a été désigné comme mandataire de cette entente et travaille en étroite collaboration avec les acteurs du développement local et régional pour l'atteinte des objectifs ciblés.

PROFIL D'ENTREPRISE

La brunante, coopérative de solidarité en habitation

La Brunante est la première coopérative de solidarité en habitation au Québec. Enracinée au cœur du village de Racine, elle accueille des personnes de 70 ans et plus. Cette entreprise collective démontre comment une population, malgré des obstacles majeurs, a réussi à mettre sur pied une coopérative tout à fait novatrice, en réponse à un besoin perçu comme étant central pour la communauté.

La population avait besoin de créer un endroit afin de maintenir les aînés dans leur milieu. Le modèle de coopérative de solidarité, qui permet l'intégration de plusieurs types de membres, a été fortement privilégiée afin que la résidence des aînés soit un projet porté, soutenu et autogéré par l'ensemble de la communauté. Il aura fallu plusieurs représentations politiques afin que la Loi sur la Société d'habitation du Québec permette la mise sur pied d'une coopérative de solidarité en habitation et pour que ce projet soit appuyé dans ce milieu rural. Après six ans d'efforts et une centaine de réunions du comité promoteur, la Coopérative de solidarité La Brunante a vu le jour et est ainsi devenue un modèle au Québec.



REES

**RÉSEAU DES ENTREPRISES
D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE L'ESTRIE**

Le Réseau des entreprises d'économie sociale de l'Estrie (REES-Estrie) est un organisme à but non lucratif dont la mission est de développer l'économie sociale en Estrie par la force du réseautage. Ses membres sont les entreprises d'économie sociale de la région ainsi que les organismes de développement local et régional qui les soutiennent. Le REES-Estrie travaille sur trois principaux axes d'intervention soit la promotion, le réseautage et le renforcement des entreprises d'économie sociale.





MONTREAL

L'économie sociale : une réalité économique incontournable à Montréal

Dans la région de Montréal, les entreprises d'économie sociale produisent des biens et des services et créent des emplois durables et de qualité. Plus encore, elles participent à la vitalité des quartiers, contribuent à la protection de l'environnement, aident les personnes à s'intégrer au marché du travail ou à se réapproprier une citoyenneté pleine et entière. Le premier **Portrait statistique de l'économie sociale dans la région de Montréal** démontre à quel point le secteur est une réalité incontournable du développement économique de la région de Montréal :

Sur une année, l'économie sociale représente des revenus de deux milliards de dollars, exclusion faite de Desjardins et de la Coop fédérée. On y recense 3 590 établissements, parmi lesquels 2 360 fournissent plus de 60 000 emplois rémunérés. Un bassin de plus de 100 000 bénévoles est mobilisé par le secteur.

L'économie sociale est présente principalement dans le secteur de la santé et des services sociaux (29 % des établissements), des services (21 %), de l'habitation (19 %) et des arts, de la culture et des communications (17 %). Les loisirs, le tourisme, l'hébergement et la restauration génèrent quant à eux près de 13 % des revenus du secteur.

Bien que l'économie sociale soit présente sur l'ensemble du territoire de la région de Montréal, elle présente une répartition géographique particulière. On constate par exemple que le secteur des arts se concentre dans certains arrondissements. À l'inverse, le secteur de la santé et des services sociaux est particulièrement bien réparti sur le territoire.

L'âge moyen des établissements de l'économie sociale de la région est de 19 ans. Les organismes à but non lucratif (OBNL) y représentent 79 % des établissements (mis à part les établissements de Desjardins et de la Coop fédérée).

Les femmes occupent 59 % de tous les emplois rémunérés dans les entreprises d'économie sociale. Leur présence est encore plus importante dans les postes à temps plein (66 %).

	Recettes naturelles, fabrication, transformation et construction	Commerce, finance et assurances	Habitation et location	Loisirs, tourisme, hébergement et restauration	Santé et services sociaux	Arts, culture et communications	Autres services	Ensemble de l'économie sociale
Ville-Marie	6,5	21,9	15,6	18,7	13,5	22,5	19,5	17,4
Le Plateau-Mont-Royal	12,9	13,3	11,4	11,9	8,5	30,3	15,0	14,7
Mercier/ Hochelaga-Maisonneuve	16,1	4,8	12,3	11,3	8,8	6,3	9,6	9,4
Rosemont/La Petite-Patrie	16,1	3,8	8,8	5,3	8,6	10,2	9,1	8,6
Côte-des-Neiges/ Notre-Dame-de-Grâce	6,5	12,4	5,3	10,7	10,0	5,5	9,2	8,3
Le Sud-Ouest	3,2	4,8	19,2	5,0	7,0	3,1	5,8	8,1
Villeray/Saint-Michel/ Parc-Extension	0,0	5,7	5,2	9,8	7,9	7,4	9,9	7,8
Ahuntsic-Cartierville	6,5	8,6	3,9	6,5	6,8	2,4	3,6	4,8
Autres arrondissements et municipalités reconstituées	32,3	24,8	18,5	20,8	28,9	12,3	18,4	20,9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100
Indice de diversité géographique (Eveness)	0,686	0,743	0,716	0,765	0,827	0,651	0,752	0,777

Source : Chaire de recherche du Canada en économie sociale 2007. Données excluant Desjardins et la Coop fédérée.
Lecture de l'indice : l'indice de diversité Eveness varie entre 0 (présence du secteur dans un seul arrondissement) et 1 (présence du secteur dans l'ensemble des arrondissements).

Visionnez des portraits d'entreprises d'économie sociale montréalaises
www.economiesocialemontréal.net/les-videos



PROFILS D'ENTREPRISES

Défricher pour innover

Certains projets d'économie sociale se démarquent par les solutions innovantes qu'elles proposent aux enjeux de la collectivité montréalaise. Œuvrant dans deux domaines très distincts, les Comptoirs urbains Tera ter et le Mandalab contribuent, chacun à leur façon, à positionner l'économie sociale dans leur secteur d'activité.

**Comptoirs urbains Tera ter**

L'accessibilité à des fruits et légumes frais de qualité et de provenance locale à coûts abordables est difficile dans plusieurs secteurs de Montréal. Dans certains cas, on parle même de désert alimentaire, c'est-à-dire peu ou pas d'accès à une variété de produits et à des aliments sains dans un rayon de 500 mètres de leur lieu de résidence. Cette réalité toucherait 40 % de la population montréalaise (DSP de Montréal, 2008).

Conséquemment, plusieurs collectivités locales ont initié des marchés saisonniers dans différents quartiers montréalais. Les Comptoirs urbains Tera ter sont issus d'une telle mobilisation. Depuis 2009, Tera ter propose un modèle opérationnel de gestion mutualisée de comptoirs de produits maraîchers québécois frais et de qualité, qui couvre dix sites de marchés saisonniers dans cinq quartiers de Montréal (Verdun, Saint-Henri, Côte Saint-Paul, Notre-Dame-de-Grâce et Ville-Marie).

Tera ter innove en intégrant des petits sites à faible achalandage visant des populations plus isolées ou défavorisées, et des sites plus achalandés fréquentés par une population mixte. L'entreprise déploie son équipe et son infrastructure sur plusieurs sites, ce qui lui permet des gains d'efficacité et concentre le savoir-faire et les compétences. Tera ter joue ainsi un rôle de précurseur en défrichant un modèle d'affaires qui tente de conjuguer les besoins issus des collectivités locales et une approche entrepreneuriale viable.

Le Mandalab

Constatant la faible présence du secteur technologique en économie sociale sur l'île de Montréal et inspiré par ce qui se fait en Europe, le Mandalab offre aux entreprises d'économie sociale de la région un écosystème créatif exceptionnel permettant d'accroître la vitesse de leurs processus innovants en vue de créer des solutions originales répondant aux besoins des communautés. Laboratoire ouvert citoyen, il stimule l'émergence, le développement et le réseautage de projets porteurs d'innovations sociales, technologiques et économiques. Pour ce faire, il déploie une expertise (espace, animation, méthodologie) en « culture ouverte et création de biens communs » fondée sur l'expérience européenne des « living labs ».

Les processus d'émergence et d'incubation au Mandalab favorisent la promotion d'un entrepreneuriat créatif et responsable sur le territoire montréalais. L'ensemble des acteurs travaillant à la création de technologies sociales ont ainsi l'opportunité de mettre en valeur leurs initiatives et de profiter d'un échange d'expertises. De plus, les entreprises d'économie sociale peuvent se rapprocher de leur public par l'expérimentation autour des usages technologiques.

La structure du Mandalab, par son espace d'accueil citoyen inclusif et son processus d'accompagnement original, permet l'intermédiation avec les citoyens et une diversité d'organisations, d'institutions publiques, d'entreprises et d'organismes communautaires. Tous deviennent partie prenante à travers la co-crédation de projets innovants et ce, partant de leur initiation, jusqu'à leur valorisation. Par ses nombreux partenariats et par le développement de son modèle d'affaires, le Mandalab contribue à positionner la métropole au plan international sur l'échiquier de la culture ouverte et de la création de bien commun.





Des entreprises qui rayonnent

L'économie sociale à Montréal est riche de sa diversité : taille et âge des entreprises, secteurs d'activité, formes juridiques, missions sociales... En 2011, deux de ces entreprises ont vu la qualité de leur travail et leur engagement récompensés.

La Coop les Vivaces,

basée dans le quartier Ahuntsic de Montréal, produit depuis 2006 des spectacles et des animations sociales-artistiques abordant les enjeux sociaux de manière ludique et humoristique. Forte d'une quinzaine de membres aux formations diverses et complémentaires, Coop les Vivaces travaille à déployer leur créativité pour répondre à différents défis collectifs comme le développement durable, la démocratie, le pacifisme, la cohabitation urbaine et la santé sociale.

Lauréat du **Prix de la relève en économie sociale** décerné dans le cadre du projet **Osez l'économie sociale**, Coop Les Vivaces a été reconnue pour son enracinement dans la communauté, pour les retombées de ses actions dans le milieu montréalais, et par son impressionnant réseau de partenaires et son engagement quant aux valeurs et aux principes de l'économie sociale.

Insertech Angus

est une entreprise d'insertion sociale et professionnelle créée en 1998 sur le site du Technopôle Angus, dans le quartier Rosemont à Montréal. Insertech a formé et préparé au marché du travail avec succès plus de 600 jeunes adultes en difficulté, dans le cadre de son atelier d'économie sociale en informatique. Très engagée envers le développement durable, Insertech reconditionne chaque année des milliers d'ordinateurs récupérés des entreprises montréalaises et les revend à prix modique dans la communauté, tout en offrant aussi des services techniques et de la formation au public.

Insertech Angus fut lauréate du **Prix de l'économie sociale de Montréal** dans la catégorie Rayonnement international pour la qualité de sa prestation à l'international, son offre de formation dans un secteur industriel porteur et son importante activité dans le domaine du développement durable.

Un apport significatif au développement de la région de Montréal

L'économie sociale contribue à répondre aux enjeux socioéconomiques de la région de Montréal et ses entreprises façonnent le quotidien des Montréalais et des Montréalaises. Qu'on pense au dynamisme de l'habitation communautaire, aux entreprises d'insertion œuvrant dans différents secteurs économiques, aux médias communautaires, aux coopératives scolaires, aux services traiteurs et à la restauration solidaire, aux entreprises d'aide domestique, en passant par les espaces de travail partagé, les auberges de jeunesse, les salles de spectacles coop ou les services à la personne... Autant de communautés et de personnes mobilisées autour d'un développement aux retombées collectives et à visage humain.

Cet apport significatif de l'économie sociale à la région de Montréal est reconnu. Le Comité d'économie sociale de l'Île de Montréal (CÉSÎM), qui existe depuis 1997 et qui agit aussi à titre de Pôle régional d'économie sociale, bénéficie du soutien de la Conférence régionale des élus de Montréal dans la réalisation de son mandat de promotion de l'économie sociale et de concertation des acteurs du milieu. La Ville de Montréal, quant à elle, est la seule agglomération nord-américaine à s'être dotée d'un outil institutionnel de soutien à l'économie sociale, le *Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable*, reconnaissant ainsi le rôle joué par l'économie sociale dans le développement de la métropole, et misant sur les contributions dynamiques des parties prenantes pour soutenir et consolider le secteur.

Restez branché sur l'économie sociale à Montréal

Abonnez-vous au bulletin !

Consultez le répertoire

www.economiesocialemontreal.net

CRÉ de Montréal | COMITÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL



OUTAOUAIS

par **SYLVIE MESSIER**
MEMBRE DE LA COOPÉRATIVE
CRÉAGORA

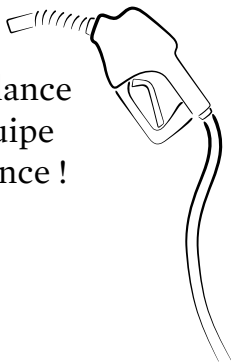
Saviez-vous que l'environnement c'est important...

même pour une station-service !

En effet, La Relance Outaouais, première entreprise d'insertion au Québec, gère une station-service, en plus de six autres entreprises à Gatineau. Engagée dans un mouvement pour l'environnement et l'économie sociale, La Relance, qui célèbre ses trente ans en 2012, a obtenu diverses certifications au cours des dernières années, dont la **Clé Verte niveau Or** décernée à la station-service **Mécanessence**. La Clé Verte (www.cleverte.org) est un programme de reconnaissance et de valorisation des mesures environnementales.

Bravo à La Relance
et à toute l'équipe
de Mécanessence !

www.larelance.ca



Quelques données socio-économiques

Selon le Portrait de l'économie sociale réalisé en 2007, l'Outaouais comptait, en 2006, 265 entreprises d'économie sociale (EÉS).

Les secteurs regroupant le plus d'EÉS étaient alors les suivants :

- Habitation : 58 EÉS
- Services de garde : 53 CPE
- Autres secteurs (aide domestique, agriculture, foresterie, arts et culture, loisirs et tourisme)

Toujours en 2006, les entreprises d'économie sociale employaient 3 850 personnes à temps plein, ce qui représentait 2,1 % du nombre total d'emplois dans la région.

Le portrait 2012, en cours de réalisation, indique une évolution du secteur de l'économie sociale dans la région, qui compte maintenant plus de 390 entreprises, dont 115 coopératives.

Il est intéressant de souligner que l'économie sociale en Outaouais n'est pas seulement présente en milieu urbain, mais qu'elle se retrouve aussi en milieu rural. Les entreprises sont réparties comme suit :

- MRC Vallée-de-la-Gatineau – 30 EÉS
- MRC des Collines-de-l'Outaouais – 60 EÉS
- MRC Papineau – 37 EÉS
- MRC Pontiac – 29 EÉS
- Chevauchant 2 MRC – 5 EÉS
- Ville de Gatineau – 237 EÉS

Donc, tandis que la Ville de Gatineau (milieu urbain) regroupe 237 entreprises d'économie sociale, les 4 MRC de la région 07 (milieu rural) en comptent 161, soit 40 % du total.

Saviez vous que l'UQO offre une formation pour les gestionnaires d'entreprises d'économie sociale ?

Depuis septembre 2011, l'Université du Québec en Outaouais offre un Programme court et un diplôme d'études supérieures spécialisées en gestion des entreprises collectives.

Ces programmes s'adressent aux gestionnaires en exercice, aux professionnels œuvrant dans des entreprises collectives, aux représentants des bailleurs de fonds et aux diplômés du premier cycle. Les cours proposent aux étudiants une démarche de spécialisation tenant compte des spécificités des entreprises collectives (contextes sociopolitiques, juridiques, économiques et organisationnels) et abordent les défis posés par la gouvernance et la gestion des ressources humaines et financières.

Pour plus de renseignements :
Louise Briand, responsable du programme
Louise.briand@uqo.ca
819-595-3900, poste 1668

Le studio créatif Coloc, une coop de travail en plein mouvement

D'entrée de jeu, précisons que la conception graphique de la revue que vous lisez en ce moment est le fruit du talent et de la créativité des membres du studio créatif Coloc !

Voici une équipe polyvalente de designers graphiques, de concepteurs Web et d'illustrateurs 3D de Gatineau qui a su, au fil des années, évoluer non seulement au rythme des fluctuations et des demandes du marché, mais aussi et surtout en fonction des talents, des compétences et des besoins de ses membres.



crédit photo : Mélissa Proulx

Le studio créatif Coloc – coop de travail est né de la fusion récente de la coop de travail 1-20MÉDIA et de P² design, une autre entreprise de conception graphique qui explorait la formule coopérative avec la CDR Outaouais-Laurentides. Cette fusion ne peut déboucher que sur une créativité accrue et un engagement soutenu envers la communauté.

Pourquoi avoir choisi au départ de créer une entreprise d'économie sociale ?

Lors de sa création en 2003, 1-20MÉDIA avait pour objectif d'unir les forces de quatre employés d'une agence gouvernementale pour fonder une entreprise qui desservirait principalement le gouvernement fédéral dans le domaine de l'architecture 3D. Si les membres fondateurs ont choisi le modèle de la coopérative de travail, c'est qu'il leur permettait à la fois d'exprimer leur esprit entrepreneurial et de partager les risques et les responsabilités associés inévitablement à la fondation d'une entreprise.

Après une année de bon fonctionnement, 1-20MÉDIA fait cependant face à d'importantes difficultés. En réaction au scandale des commandites, le gouvernement

cesse d'attribuer des contrats externes en architecture 3D. Du coup, 1-20MÉDIA perd 90 % de son chiffre d'affaires.

Pourtant, l'entreprise survit, justement parce qu'elle est une coopérative. Soucieuse de garantir du travail à ses membres, elle tire parti des ressources offertes par le réseau coopératif. Avec l'aide de la CDR Outaouais-Laurentides, l'équipe, ne comptant plus que deux membres, réoriente les services de l'entreprise. Peu à peu, la coop diversifie son créneau et se taille une place dans les secteurs social, coopératif et privé. Comme quoi le modèle d'affaires coopératif permet de s'adapter à toutes les situations !

Une équipe engagée dans le secteur de l'entrepreneuriat collectif

Aujourd'hui plus que jamais, les membres du studio créatif Coloc contribuent fièrement à l'épanouissement des entreprises d'économie sociale en mettant leurs talents en communication graphique au service de ce secteur. Au fil des années, l'équipe a laissé sa marque; qu'il suffise de mentionner la conception graphique de cinq numéros de la revue COOPOINT, une

collaboration de longue date avec la coopérative La Siembra (Camino) pour la création et le maintien de son image, ainsi que la conception de tout l'aspect visuel, promotionnel et Web du Forum international de l'économie sociale et solidaire (FIESS) tenu à Montréal en octobre 2011.

Dans la communauté outaouaise, le studio créatif Coloc (alors 1-20MÉDIA) a participé très activement à la campagne de mobilisation pour la relance de la Laiterie de l'Outaouais, soutenant le projet de A à Z. L'équipe est fière d'avoir créé l'image de marque de la laiterie, aujourd'hui bien connue de toute la population de la région.

Aujourd'hui, le studio créatif Coloc est une entreprise florissante qui ne cesse de prendre de l'expansion. Fait intéressant : 90 % des contrats de la coop viennent maintenant de l'économie sociale et du secteur privé et 10 % à peine sont de sources gouvernementales, essentiellement municipales.

Studio créatif Coloc – coop de travail
Gatineau (Québec)
819 778-0002
www.coloc.coop

TransporAction Pontiac : un modèle à reproduire dans toutes les grandes ruralités !

TransporAction Pontiac constitue un bel exemple de ce qu'un effort collectif peut faire pour améliorer les services offerts à une population.

L'OSBL, situé à Campbell's Bay dans la MRC de Pontiac, est né de la détermination à offrir des services de transport collectif aux personnes isolées, à faible revenu et sans moyen de transport de ce secteur rural.

En quoi le projet est-il unique ?

À la suite du lancement du programme Transport collectif en milieu rural par le ministère des Transports du Québec en 2002, la MRC de Pontiac a décidé non seulement d'offrir des services de transport collectif sur son territoire, mais d'y combiner le transport adapté. Elle était la première à vouloir le faire au Québec. Après bien des ajustements, ce modèle novateur « un organisme, deux divisions » a été accepté en 2004 par le MTQ, qui en recommande maintenant l'utilisation dans tout le Québec. En septembre 2008, l'organisme a d'ailleurs remporté le **Grand Prix de la ruralité** pour son programme de transport collectif.

Des progrès constants

Depuis sa création, TransporAction Pontiac n'a cessé de progresser constamment aussi bien en nombre de kilomètres parcourus qu'en nombre de clients desservis.

Desservant au départ 900 clients en transport collectif et 140 en transport adapté, TransporAction assure aujourd'hui le transport collectif de 1 800 résidents du Pontiac et le transport adapté de 400 personnes handicapées ou à mobilité réduite.

Les deux services sont utilisés pour diverses raisons : accès aux soins de santé, formation professionnelle, loisirs et activités communautaires. Toutefois, la majorité des déplacements (95 %) sont liés à des soins de santé. Chaque semaine, de 20 à 40 déplacements se font vers l'hôpital de Gatineau pour des traitements spécialisés, assurant ainsi un meilleur accès aux services de santé.

Partenariats et jumelage des services : les clés de la réussite

Dans la MRC de Pontiac et la municipalité de Pontiac, où la population est inférieure à 20 000 personnes et la densité de 1,4 habitant au km², les distances à parcourir sont grandes. Le défi consistait donc à trouver une façon de rentabiliser les déplacements tout en desservant au mieux la clientèle cible.

Dès le départ, TransporAction a conclu des partenariats avec les organismes et institutions ayant besoin des services, comme le Centre de santé et de services sociaux du Pontiac. Par exemple, le CSSS du Pontiac a transféré l'usage de son minibus à TransporAction afin de maximiser sa rentabilité en l'utilisant à la fois pour les centres de jour du CSSS, pour les personnes ayant une déficience intellectuelle et pour les centres de jour à l'intention des patients en santé mentale.

TransporAction a également collaboré à la mise en place d'un nouvel organisme, Transport communautaire Pontiac, qui a obtenu des permis de taxis spécialisés pour le transport de personnes handicapées ou à mobilité restreinte. Les places libres à bord des taxis sont utilisées pour desservir chemin faisant des passagers en transport collectif.

De même, l'organisme profite des circuits d'autobus scolaires pour assurer le transport de ses clients lorsque leurs horaires coïncident avec ceux des écoles.

Une vision d'avenir

En ce moment, TransporAction recense toutes les activités à l'intention des jeunes du Pontiac dans le but de mettre sur pied un grand projet de transport des jeunes vers leurs activités de loisirs. Un dossier à suivre !

SON OBJECTIF :

MAXIMISER L'UTILISATION DES
VÉHICULES ET LA CAPACITÉ DE
TRANSPORT DU PONTIAC.

SA DEVISE :

NE PAS PERDRE UN TOUR DE ROUE !

2006

116 990 KM SUR LE TERRITOIRE
75 981 KM HORS TERRITOIRE
POUR 19 618 DÉPLACEMENTS

2011

UN TOTAL DE 900 000 KM
POUR 27 000 DÉPLACEMENTS

À L'HEURE ACTUELLE,

11 % DE LA POPULATION
BÉNÉFICIE DE SES SERVICES,
SOIT 2 200 CLIENTS INSCRITS
POUR 21 000 HABITANTS.

TransporAction Pontiac
Campbell's Bay (Québec)
819 648-2223 ou 1 877 648-2223
transporaction@personainternet.com

08

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Impacts socioéconomiques des EÉS

Près du tiers des entreprises d'économie sociale (EÉS) de l'Abitibi-Témiscamingue (soit 86 entreprises sur environ 300 organismes sollicités) ont répondu à notre questionnaire diffusé au cours de l'année 2010-2011 sur les impacts socioéconomiques. Les entreprises répondantes proviennent de différents secteurs incluant les communications, les arts et culture, les services à la personne, l'environnement et l'agroforesterie. Voici quelques-uns des résultats obtenus :

- 1 106 emplois créés par 82 entreprises et ce, excluant les emplois financés;
- Plus de 32 600 000 \$ de revenu total provenant de 76 entreprises; le revenu moyen est de plus de 429 000 \$;
- Plus de 14 160 000 \$ de chiffre d'affaires total provenant de la vente de biens et de services, ce qui représente 43,4 % de l'ensemble de leur revenu (76 entreprises);
- Plus de 19 200 000 \$ en dépenses salariales (incluant les avantages sociaux) ce qui équivaut à 61 % de leurs dépenses (76 entreprises);
- 2 600 bénévoles s'impliquent dans 81 entreprises; 21 % participe à leur administration.

Des valeurs en action !

La solidarité, la coopération ainsi que la prise en charge individuelle et collective sont des valeurs qui font parties de l'histoire de notre région (voir : Un village coopératif). La volonté d'appliquer ces valeurs et de créer un milieu de vie répondant aux besoins réels du milieu a d'ailleurs amené différentes entreprises d'économie sociale à s'établir. Elles sont présentes dans la plupart des activités économiques et contribuent notamment, sans en faire une liste exhaustive, à :

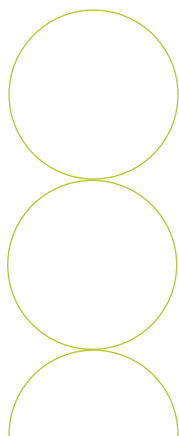
- offrir des pratiques plus respectueuses de l'environnement, (éco-centre, friperies, OBNL qui offrent des formations éco-responsables);
- découvrir l'usage diversifié que l'on peut faire de nos ressources naturelles (biomasse, produits forestiers non ligneux)
- dynamiser notre région par ses offres d'expériences culturelles (Foire gourmande, Festival de musique émergente, etc.) et;
- maintenir des populations sur le territoire (ex : coopérative de santé).

Un village coopératif

En 1947 s'est vécue en Abitibi-Témiscamingue une expérience unique dans l'histoire de la colonisation du Québec. La paroisse de Guyenne a alors été fondée avec à la base un syndicat de travail nommé les Pionniers de Guyenne, en référence aux Pionniers de Rochdale. Ce groupe de jeunes avait été recruté afin de mettre au point et expérimenter une nouvelle formule d'établissement, soit d'appliquer les principes de la coopération à l'ensemble des activités socio-économiques de la colonie : forestière, agricole, division du travail, construction de granges, magasins, etc.

Si cette expérience est loin d'avoir été exempte de difficultés, elle marque l'imaginaire en ayant permis l'existence d'un mode de vie coopératif et d'un « coopérateur intégral » qui vivait non seulement presque exclusivement de coopératives, mais qui passait aussi plusieurs heures en soirées d'étude sur la coopération chaque semaine.

1 106 EMPLOIS
CRÉÉS PAR
82 ENTREPRISES
EXCLUANT LES
EMPLOIS FINANCÉS



PROFILS D'ENTREPRISES

Ces entreprises sont toutes novatrices puisqu'elles travaillent à ce que l'économie soit au service de l'humain et non l'inverse. Elles permettent d'avoir accès à des services et des biens qui répondent aux besoins de base des individus et améliorent ainsi la qualité de vie des collectivités. De par leur vocation, elles représentent une richesse inestimable pour notre région !

Pour plus d'information sur les EÉS de la région ou autres : www.poleesat.com

Coopérative de solidarité multiresources de l'Union Laforce

Depuis 2007, le Comité de développement local de Laforce s'est engagé dans une démarche de diversification économique basée sur la mise en valeur des ressources de son territoire. Leur désir de prendre le virage d'une coopérative a permis sa constitution en novembre 2010. Deux objectifs principaux sont ciblés : la création d'emplois et la diversification de projets pouvant suivre le développement du milieu.

Cette coopérative se spécialise en foresterie (coupe, aménagement, inventaires territoriaux, etc.), en mise en marché de produits forestiers non ligneux (PFNL) tels les champignons, les petits fruits et autres produits indigènes ayant des propriétés bénéfiques, ainsi qu'en écotourisme. Concernant l'écotourisme, les membres visent à aménager un camping rustique sur un site d'une exceptionnelle beauté, où il y aura également un pavillon d'accueil ayant pour thème le bouleau jaune (emblème du Québec) qui serait disponible dès cet été. Ils comptent éventuellement offrir un hébergement en écolodges, des sentiers d'interprétation et d'observation de la flore et de la faune ainsi que des activités de « découvertes natures » dont : des ateliers sur les champignons et les petits fruits, des dégustations culinaires, des randonnées sur l'eau (d'île en île) et en forêt ainsi que diverses activités hivernales (raquettes, paraski, etc.).

En plus de créer des emplois dans la communauté, cette coopérative permet de diversifier les activités sociales et économiques du milieu, de se faire connaître et d'amener la communauté à se prendre en main.

La coopérative espère donc que son projet permettra d'obtenir des retombées économiques et ce, tout en préservant la qualité de l'écosystème de ce site pour les générations actuelles et futures. Enfin, leur désir est que leurs services puissent être offerts tout au long de l'année. Pour plus d'informations : **819-722-2461**





Portrait d'une entreprise d'insertion : Technobois

Technobois est une entreprise d'insertion socioprofessionnelle dont l'objectif est de permettre l'intégration au marché du travail ou le retour aux études des personnes âgées entre 16 et 30 ans.

Elle offre à ses travailleurs une expérience de travail concrète au cours de laquelle elle les aidera à développer des aptitudes et des compétences qui leur permettront de se réaliser sur les plans personnel et professionnel. Les travailleurs sont assistés dans leur parcours par une équipe chevronnée qui dispose de la formation et de l'expérience nécessaires pour leur fournir tout ce dont ils ont besoin pour réussir.

Fondé en 1997, Technobois est la seule entreprise d'insertion en Abitibi-Témiscamingue. Elle œuvre dans la deuxième et troisième transformation du bois et offre des produits diversifiés et de qualité à sa clientèle grandissante. Qu'il s'agisse d'un produit unique ou d'une production en série, cette entreprise dispose des équipements et de la main-d'œuvre nécessaires permettant de répondre aux exigences les plus élevées.

Cependant, il faut rappeler qu'au-delà des impératifs liés à la production de biens et services pour ses clients, l'objectif premier de l'entreprise d'insertion est de permettre à ses travailleurs de se réaliser pleinement aux niveaux personnel et professionnel. À ce chapitre, le travail en usine n'est donc qu'un prétexte permettant aux travailleurs de réaliser leurs objectifs personnels. C'est pourquoi l'entreprise propose à ses travailleurs toutes sortes d'activités autres que les tâches liées à la production et pour lesquelles ils sont libérés sur leur temps de travail.

En effet, Technobois a développé une série d'ateliers de groupe portant sur différents thèmes tels que la motivation au travail, la gestion d'un budget personnel, la communication et de nombreux autres sujets qui touchent à la fois à la vie personnelle et professionnelle de ses travailleurs. À ces ateliers s'ajoutent des visites d'entreprises, des stages en milieu de travail externe de même que la possibilité de réaliser un parcours alternant travail et études pour ceux et celles qui souhaitent augmenter leur niveau de qualification professionnelle. Technobois est une entreprise qui est soumise aux mêmes contraintes que toutes les autres. Toutefois, elle se distingue par le fait qu'elle concentre ses énergies et ses ressources d'abord et avant tout auprès de son personnel en insertion, pour leur propre bénéfice et pour celui de notre communauté.





CÔTE-NORD

Économie sociale et forêt : un mariage prometteur

Des projets qui ont de l'avenir

Depuis 2006, Lisette Roberge est pratiquement tombée dans la marmite de l'économie sociale et son travail en développement régional à la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord l'a conduite à fournir du soutien technique à différents projets.

Elle accompagne et conseille donc des acteurs de l'entrepreneuriat collectif soucieux de dynamiser leur milieu. Ce sont des promoteurs qui veulent faire vivre ou revivre, dans leur ville ou leur village, une entreprise de mise en valeur du milieu forestier. Forts de leur expertise, ils travaillent aujourd'hui à transformer leur idée en projet durable. Parfois, ce sont aussi des élus, néophytes en matière d'économie sociale, qui souhaitent que leur forêt soit transformée chez eux afin d'en faire bénéficier leurs citoyens. Ou encore, elle soutient une communauté qui veut repartir sur de nouvelles bases et lancer un concept novateur en foresterie.

Lisette Roberge leur insuffle sa patience. Et, de la patience, il en faut pour soutenir certains projets pendant les cinq ou six ans que durent parfois les études de préféabilité !

L'économie sociale, ça s'apprend

Lisette Roberge est convaincue que la condition gagnante pour mener des projets d'économie sociale à terme est la présence de joueurs capables de créer la mobilisation et de former leurs concitoyens à la coopération. D'ailleurs, une grande partie de son travail est d'écouter ces acteurs du changement et de leur faire voir qu'ils peuvent croire en leur projet. Elle doit aussi leur démontrer que s'ils veulent faire de l'économie sociale, ils doivent se donner un but économique.

« La force d'une entreprise d'économie sociale dans le secteur forestier, c'est qu'elle n'est pas de passage. Si tu vises un but économique réaliste et que, collectivement, tu l'atteins, ton entreprise sera encore là dans 20 ans, parce que la forêt sera encore là, elle aussi dans 20 ans », s'exclame-t-elle, pleine d'espoir pour les initiatives qu'elle soutient.

Un projet qui nourrit

Martin Côté, maire de Baie-Johan-Beetz, est un citoyen heureux. Depuis juin dernier, sa municipalité abrite une épicerie, une entreprise d'économie sociale mise sur pied par la Coopérative de solidarité formée de citoyens et de citoyennes du village.

Pour qui ne connaît pas Baie-Johan-Beetz, le fait d'avoir un marché d'alimentation avec toutes les commodités peut sembler anodin. Situé à 70 kilomètres d'Havre-Saint-Pierre, la ville la plus proche, le village compte actuellement 90 habitants. Mais, avant 1996, avant l'arrivée de la route qui relie la Minganie au reste du Québec, Baie-Johan-Beetz a déjà compté jusqu'à quatre marchands généraux.

En 2002, la fermeture de la dernière épicerie a sonné la fin de l'approvisionnement sur place. « Comment peut-on occuper le territoire, garder notre population et attirer de nouveaux résidents si on n'a pas les services de base ? », commente Anne-Marie Tanguay, tout en faisant ses achats dans « son épicerie », avec un plaisir renouvelé.

par LYSE RIOUX



Lisette Roberge

« L'économie sociale, ça demande travail et patience, mais c'est tellement génial quand ça réussit ! »

Passionnée par le domaine forestier depuis 34 ans, Lisette Roberge peut témoigner de l'impact de l'entrepreneuriat collectif sur la Côte-Nord.

« La forêt est un bon véhicule pour l'économie sociale. C'est une ressource renouvelable qui assure la pérennité des projets et, en économie sociale, c'est sur ça qu'il faut miser ! Il faut créer des richesses dans la communauté, développer de l'expertise et générer des retombées qui contribuent au développement du tissu social ».

Aller moins vite, mais plus loin

Tout comme Anne-Marie Tanguay, Martin Côté est un membre très impliqué de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz. Si leur initiative collective a réussi, dit-il, c'est bien sûr grâce à la mobilisation : « Tout le monde au village voulait cette épicerie ».

Mais il y a plus, selon Martin Côté. La détermination du comité de citoyens a aussi joué dans la balance. Nous avons poursuivi les démarches même si notre projet d'économie sociale était jugé non rentable par le milieu coopératif, parce que trop petit. « Notre ouverture à nous adapter a aussi contribué à notre succès. Comme l'épicerie n'était pas admissible aux programmes de financement, nous avons modifié notre plan d'affaires pour bâtir un centre multifonctionnel municipal qui loue à l'épicerie la plus grande partie de son espace ».

« C'est une belle expérience qui a donné de l'espoir et de la vitalité au tissu communautaire déjà très fort ici », confirme Raymonde Bourque. La concrétisation du marché d'alimentation amène la Coopérative de solidarité à envisager d'autres projets. « Une fois l'épicerie consolidée, nous pensons à développer des habitations pour les nouvelles familles, des serres, des services aux aînés », poursuit avec enthousiasme Martin Côté.

Loin de s'essouffler, cet attrait presque naturel des résidents de Baie-Johan-Beetz pour l'entrepreneuriat collectif s'est donné des ailes.

PROFILS D'ENTREPRISES

Des initiatives collectives stimulantes

Sur la Côte-Nord, l'économie sociale se porte bien. À preuve, ces projets initiés par un entrepreneuriat collectif innovant créent des emplois sur l'ensemble du territoire. Qu'elles soient économiques, sociales ou culturelles, ces initiatives témoignent de la vitalité de notre effort collectif. Notre milieu croit en ses forces et se donne les moyens de se développer et de prospérer.

La Coop Solidarité bio-produits Basse-Côte-Nord

Bonne-Espérance

Lorsque cette coopérative verra le jour en 2014, elle récoltera et transformera des produits forestiers non ligneux provenant de toutes les municipalités de la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent. Sa production est destinée au marché haut de gamme. Emplois potentiels : 5

Le Grenier boréal

Longue-Pointe-de-Mingan

Cette coopérative de solidarité agroforestière démarrera sa production agricole et apicole d'ici avril 2013. De plus, en regroupant les cueilleurs, elle assurera une mise en marché collective du produit de leur cueillette en milieu forestier. Emplois potentiels : 3
Emplois à horaire variable : 10

La ressource au Féminin Pluri'Elles

Sept-Îles

En mai 2013, quinze unités de résidences-appartements sécurisées seront offertes aux femmes seules ou avec enfants, victimes de violence et/ou en difficulté. Emplois potentiels : 2

Complexe polyvalent quilles et curling

Port-Cartier

Cette infrastructure, dont la construction débutera à l'automne 2012, permettra aux adeptes de quilles et de curling de pratiquer leurs sports, en plus de favoriser les liens intergénérationnels. Emplois potentiels : 8

L'Ouvre-Boîte culturel

Baie-Comeau

Depuis deux ans, cet organisme à but non lucratif offre un espace culturel alternatif de diffusion des arts et de la culture, mettant en valeur les artistes locaux et soutenant la relève. Emplois créés : 2 temps partiels



De haut en bas : Martin Côté, Anne-Marie Tanguay, Raymonde Bourque

Association Loisir Plein Air de Fermont

Fermont

Dès l'été prochain, un camping avec services ouvrira à Fermont. Non seulement cette infrastructure contribuera à la diversification économique de la région, mais elle sera une solution saisonnière à la pénurie de logements. Emplois potentiels : 3 emplois saisonniers récurrents

À la découverte de la Haute-Côte-Nord

Les Escoumins

En 2013, la Télévision communautaire régionale de la Haute-Côte-Nord produira une série d'émissions qui rendront hommage aux bâtisseurs des villages et raconteront l'histoire des goélettes nord-côtières, un des joyaux de notre patrimoine maritime. Emplois potentiels : 7

CÔTE- NORD

trouvez
votre
espace

La Côte-Nord

votre avenir commence ici!



La Côte-Nord, un espace pour faire votre place

+ Donnez un sens à votre engagement + Donnez une chance à vos compétences + Donnez vie à vos forces

Découvrez notre région à
trouvezvotreespace.com



10

NORD-DU-QUÉBEC

Enjeux liés à l'environnement social et économique



La Jamésie en chiffres

Superficie en terre ferme (2009)	283 487,5 km ²
Densité de population (2009)	0,1 hab./km ²
Population totale (2009)	14 654 hab.
Solde migratoire interrégional (2008-2009)	-325 hab.
Perspectives démographiques (variation 2001/2006)	- 25,2 %
Travailleurs de 25-64 ans (2008)	6 593
Taux de travailleurs de 25-64 ans (2008)	74,3 %
Revenu d'emploi moyen des travailleurs de 25-64 ans (2008)	48 244 \$
Taux de faible revenu des familles (2006)	5,4 %
Revenu personnel disponible par habitant (2008)	27 883 \$
Valeur totale des permis de bâtir (2009)	25 654 \$
Valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales (2010)	83 329 \$

La Jamésie

La région administrative Nord-du-Québec, créée en 1987, couvre plus de la moitié du territoire québécois, soit près de 840 000 km. La Jamésie, partie sud de la région administrative Nord-du-Québec située entre le 49^e et le 55^e parallèle, présente quant à elle une superficie de 350 000 km, découpée toutefois en trois catégories différentes de terres établies par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois de 1975. La Jamésie est habitée par des Cris et des Jamésiens. Le Nunavik, essentiellement habité par des Inuits, couvre la partie nord de la même région administrative. C'est donc 14 756 Jamésiens qui résident pour la plupart dans cinq municipalités (Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon et Matagami) et trois localités (Radisson, Valcanton et Villebois), constituant la Municipalité de Baie-James.

La Jamésie est une région ressource par l'immensité de son territoire et par l'abondance de ses potentiels hydroélectrique, forestier, minier, faunique, éolien et hydrique. Par conséquent, les industries reliées à l'exploitation des ressources naturelles sont à la base de la création ou du développement des villes du Nord-du-Québec. L'exploitation de ces ressources est donc l'un des piliers de la création de richesse en Jamésie, et ce, même si d'importants efforts sont faits au chapitre de la diversification de cette base économique. En effet, certains secteurs montrent une progression, comme les services d'hébergement, de transport et du tourisme d'aventure.

Quoi qu'il en soit, il demeure essentiel de maximiser les retombées de l'exploitation de ces ressources, le modèle actuel privilégiant peu les retombées régionales. Il est plus aisé de générer des retombées lorsque le développement se fait à proximité des principales villes du territoire. Par contre, dès que les projets de développement ou que les lieux d'exploitation sont situés en territoire, comme c'est le cas pour les centrales hydroélectriques et certains projets miniers, le mode d'opération avec campement de travailleurs sur le site couplé à la liaison aérienne vers le Sud, fait en sorte que la région est moins favorisée au chapitre des retombées. L'enjeu est alors simple, mais complexe à réaliser : « Développer, pour habiter ! ». La finalité est d'habiter le territoire et d'assurer la qualité de vie des gens qui y résident donc de faire en sorte que les projets d'exploitation des ressources naturelles profitent en priorité aux personnes qui habitent le territoire.

Présentement, le Plan Nord du gouvernement Charest propose des changements majeurs pour la région. Des institutions disparaissent, de nouvelles sont créées dont la Société du Plan Nord et de vastes terres publiques tombent sous la juridiction d'un gouvernement régional où sont représentés les deux groupes qui habitent le territoire : les Cris et les Jamésiens, résidents non autochtones de la Baie-James.

Rappelons qu'une nouvelle gouvernance du territoire de la Baie-James a été annoncée en mai 2011 entre les Cris, les Jamésiens et le gouvernement du Québec. À cette occasion, les partenaires se sont fixés un délai de 12 mois pour arriver à un règlement négocié. Espérons qu'avec la mise en place du Plan Nord, la Jamésie sera en mesure de saisir des opportunités importantes de développement pour les communautés et ainsi améliorer les conditions de vie de ses résidents.



Enjeux, impacts et perspectives de développement de l'économie sociale

En 2010, lorsque le Portrait des entreprises d'économie sociale en Jamésie est effectué, la Jamésie se positionne avantageusement quant au nombre d'entreprises d'économie sociale existantes sur son territoire avec un ratio de 3,3 entreprises par 1 000 personnes. En comparaison, l'Abitibi-Témiscamingue a quant à elle, au même moment, un ratio de 1,6 entreprise par 1 000 habitants. Toutefois, aucune nouvelle entreprise du domaine de l'économie sociale n'a été créée depuis cinq ans. Par contre, en 2011, une nouvelle coopérative voit le jour soit le Café du Brûlot, un café culturel, le premier dans son genre en Jamésie !

Beaucoup de travail reste à faire pour favoriser l'émergence de nouvelles entreprises d'économie sociale, mais la Jamésie doit également faire face à d'autres enjeux régionaux importants.

1. Enjeux

La région a de nombreux défis géographiques, économiques, ainsi que sociaux à relever et l'économie sociale pourrait être une des façons de le faire, notamment sur le plan :

- des services à la population : logement, transport, services aux jeunes et aux familles, etc.;
- de la diversification de l'économie du territoire : face aux grandes industries, il est urgent de développer d'autres formes d'activités qui ne soient pas dépendantes des grandes entreprises;
- du soutien à l'émergence, de la relève et de la reprise des entreprises d'économie sociale;
- de la commercialisation : une enquête réalisée en Jamésie montre que les entreprises d'économie sociale consacrent moins de 1 % de leurs dépenses à la promotion et à la commercialisation¹.

2. Éléments de contexte ayant des impacts positifs sur l'économie sociale

- L'Entente spécifique en économie sociale a permis la création du Pôle régional d'économie sociale de la Jamésie, Nord-du-Québec en 2009.
- Un portrait des entreprises d'économie sociale de la Jamésie a été réalisé afin de permettre au Pôle de mettre de l'avant des actions visant le développement de ce secteur.

3. Éléments de contexte ayant des impacts négatifs sur l'économie sociale

- Rareté de la main-d'œuvre : la région connaît un solde migratoire négatif ainsi qu'une rareté de la main-d'œuvre qualifiée.
- Développement de la culture entrepreneuriale et soutien à la réalisation des projets locaux : dans une région dominée par les grandes entreprises et les très grands projets, l'émergence de projets locaux, à plus petite échelle, est plus difficile à réaliser.
- Rétention des jeunes : un enjeu important dans la région.
- Dans le domaine de l'économie sociale, les échelles salariales sont relativement faibles ce qui est particulièrement préoccupant pour des emplois qui se trouvent dans un territoire où les revenus moyens sont plus élevés que la moyenne québécoise (selon l'ISQ, le revenu disponible par habitant est de 25 494 \$/habitant dans l'ensemble du Québec, alors qu'il est de 28 095 \$/habitant en Jamésie). De même, plusieurs attribuent la cause des difficultés de recrutement aux très hauts salaires payés dans certaines entreprises et institutions de la Jamésie.
- De l'éloignement : le Nord-du-Québec est une région ressource éloignée ce qui engendre des défis supplémentaires.

4. Secteurs en développement

- L'industrie du tourisme nordique et d'aventure est un créneau en émergence dans la région.
- Le soutien à la recherche et au développement des entreprises du domaine de l'économie sociale.
- Gestion des matières résiduelles : des initiatives pourraient se développer, puisque le projet de politique de gestion des matières résiduelles du gouvernement du Québec prévoit 1 million de dollars pour aider les municipalités du Nord à gérer leurs matières résiduelles et en planifier leur gestion.
- Le développement d'une Entente spécifique visant le développement de la culture.
- Le développement des communications et du sentiment d'appartenance local et régional par la mise en place d'une radio régionale.
- Plusieurs projets miniers sont en cours ou à venir.

5. Plan Nord

Selon le gouvernement québécois, le Plan Nord se déploiera sur une période de 25 ans et entraînera des investissements de plus de 80 milliards de dollars. Il permettra de créer ou de consolider en moyenne 20 000 emplois par année. Des actions sont prévues dans les domaines de l'éducation, du logement, de la culture, de la main-d'œuvre et de la santé et des services sociaux.

De plus, le Plan Nord a pour objectif de développer de façon durable le potentiel économique du territoire visé dans les secteurs de l'énergie, des ressources minérales, forestières et fauniques, ainsi qu'en matière de tourisme et de production bioalimentaire.

¹ ADN Organisations, Portrait des entreprises d'économie sociale de la Jamésie, 2010, p. 10

Cependant, tout n'est pas fait ! La gouvernance du territoire et la création de la Société du Plan Nord sont des actions non complétées à ce moment qui auront des impacts importants dans le développement de la région. Bref, la Jamésie espère être en mesure de tirer profit du Plan Nord mais quoiqu'il advienne, plus rien ne sera pareil au nord du 49^e parallèle.

Le Studio santé de Matagami : ***Une entreprise d'économie sociale bien ancrée dans la communauté !***

Le Pôle régional d'économie sociale de la Jamésie, Nord-du-Québec souhaite souligner la reconnaissance régionale du Studio santé de Matagami à titre d'entreprise d'économie sociale. Au cours de la dernière année, afin de répondre aux besoins de la communauté, l'entreprise a investi plus de 30 000 \$ afin d'être relocaliser et d'ouvrir à nouveau ses portes.

Constitué dans le but de promouvoir le conditionnement physique auprès de la population de Matagami, le Studio santé offre à ses membres un équipement de qualité et sécuritaire. De plus, il encourage et sensibilise la population aux saines habitudes de vie.

L'entreprise d'économie sociale base ses activités sur le principe de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective. Créée par l'initiative de personnes de la communauté et rassemblant plus de 100 membres, le Studio santé de Matagami est un bel exemple d'entreprise d'économie sociale !

Escapade boréale : ***Une entreprise d'économie sociale novatrice***

Le Pôle régional d'économie sociale de la Jamésie, Nord-du-Québec est fier d'annoncer qu'Escapade boréale a été reconnue à titre d'entreprise d'économie sociale jamésienne !

Ayant pour mission d'organiser et de développer le tourisme d'aventure dans le Nord-du-Québec, l'entreprise travaille en harmonie avec les communautés locales. Cet organisme sans but lucratif met en valeur la nature, la culture et le patrimoine des Jamésiens et des Cris en planifiant des événements et des escapades de tourisme d'aventure authentique.

En misant sur la qualité, Escapade boréale offre des produits d'appels comme des parcours canotables, du paraski, des expéditions de motoneige, du géocaching, etc. Des activités qui sortent de l'ordinaire et qui amènent les participants à se dépasser dans un cadre confortable et sécuritaire. De plus, Escapade boréale offre des services afin de venir en aide aux organisateurs d'activités de plein air, notamment en offrant du support logistique pour l'organisation d'expédition, de la location d'équipements et un service de guides et d'accompagnateurs.

Entreprise jamésienne novatrice, Escapade boréale se démarque en tant qu'entreprise d'économie sociale en employant trois personnes à temps plein et en respectant les trois axes du développement durable qui font partie des principes de base de son fonctionnement.

Longue vie à Escapade boréale !

PROFILS D'ENTREPRISES



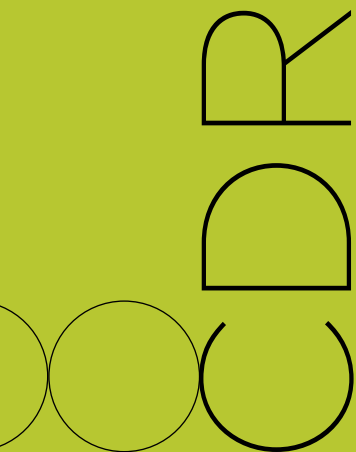
De gauche à droite :

- Patrick St-Germain, responsable de la reconnaissance au CLDBJ;
- Trinh Vo, coordonnatrice;
- Sonia Leblanc, représentante du Pôle régional d'économie sociale de la Jamésie, Nord-du-Québec.



De gauche à droite :

- Julie-Ann Cooper, vice-présidente;
- Laurent Levasseur, président;
- Guylaine Marin, administratrice;
- Mireille Gravel, représentante du Pôle régional d'économie sociale de la Jamésie, Nord-du-Québec;
- Doris Paul, administratrice;
- Patrick St-Germain, responsable de la reconnaissance au CLDBJ;
- Dany Girard, directeur général.



Les coopératives de développement régional, au service du développement des collectivités et de leurs projets

Ensemble, nos coopératives produisent la revue annuelle de la coopération, le Coopoint. La Zone de coopération et le Chantier de l'économie sociale collaborent pour présenter un encart coopératif dans la revue des Pôles.



www.lanaudiere.coop
info@lanaudiere.coop



www.cdr.coop
info@cdr.coop

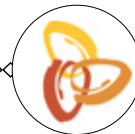


www.cdrol.coop
info@cdrol.coop

Engagés dans le développement local et régional, les Coopératives de développement régional (CDR) de la Zone de coopération regroupent les coopératives de cinq régions du Québec qui s'allient pour mettre la coopération au service des collectivités et de leurs projets.

Les CDR de la Zone de coopération offrent des services conseil d'accompagnement par des professionnels qualifiés au sein d'un réseau qui mutualise l'expertise dans divers domaines dont les coopératives de travailleurs actionnaires et les coopératives de santé.





Depuis 15 ans, près d'une cinquantaine de coopératives de santé ont vu le jour au Québec et contribuent fortement à la réalisation de la mission du système public de santé québécois. Souvent implantées dans des communautés où l'accessibilité aux soins faisait défaut ou était en péril, elles regroupent des dizaines de milliers de citoyens qui participent activement à la gestion de ces cliniques communautaires. Ces projets révolutionnent les services de santé dans leur région et donnent un second souffle à des cliniques en déclin. Initialement centré sur la dispensation de soins de première ligne, ce réseau de cliniques communautaires est à la base d'une des plus importantes mobilisations citoyennes du Québec et donne lieu à des approches de plus en plus innovantes et transformatrices.

En effet, si l'élément déclencheur de la mobilisation citoyenne autour de ces projets est souvent l'accès aux services de première ligne, il est aujourd'hui évident que la contribution des coopératives de santé ne s'arrête pas là. Les principes de responsabilité et de prise en charges intrinsèques au modèle coopératif ont amené de nombreuses coopératives à développer des programmes de prévention et d'éducation à la santé qui contribuent de façon importante au bien-être de leur communauté.

DÉMOCRATIE ET SANTÉ : *les coopératives au cœur du système public de santé québécois*

par MARTIN VAN DEN BORRE

Un développement qui passe par l'innovation

Au cours des dernières années, de nouveaux modèles se dessinent afin de répondre à l'évolution des besoins et de pallier aux disparités de services disponibles. Certaines initiatives s'inspirent d'expériences faites ailleurs. C'est ainsi qu'à Lorraine dans les Basses-Laurentides, un groupe d'ainés s'est en partie inspiré d'une initiative américaine pour fonder la coopérative de solidarité et d'entraide des Mille-Îles, une coopérative qui offrira à ses membres des services visant à assurer leur qualité de vie, leur bonne santé et leur autonomie. À travers le référencement, l'accréditation et le regroupement d'achat de services, cette coopérative agira ainsi directement sur les déterminants de la santé de sa communauté. Un tel projet pourrait, à moyen terme, constituer un modèle pour d'autres communautés québécoises et constituer un élément important d'une stratégie québécoise pour faire face au vieillissement de la population.

Des coopératives pour un système vraiment public ?

D'autres changements importants seront nécessaires pour assurer la viabilité du modèle québécois en santé, notamment dans le domaine des médicaments et des pharmacies, un secteur qui coûte de plus en plus cher à l'État et aux particuliers, mais dont le contrôle est pourtant entièrement privé. Ce monopole corporatif est un paradoxe évident dans un système qui se veut public et un paradoxe qui nous coûte très cher !

Moyennant des changements législatifs, le modèle coopératif pourrait - comme c'est le cas en Belgique et ailleurs en Europe avec les pharmacies sociales - assurer une vraie concurrence dans le secteur de la distribution pharmaceutique favorisant ainsi un meilleur contrôle du prix des médicaments. Le modèle existe et a fait ses preuves, mais une forte volonté politique sera nécessaire pour assurer de tels changements. En plus d'être bénéfiques pour l'État, ces changements le seraient aussi pour les mutuelles de santé, les compagnies d'assurances et les consommateurs, leur permettant de sauver des centaines de millions de dollars. Le modèle coopératif dans le secteur de la santé nous réserve peut-être pour l'avenir ses plus belles contributions...



LA DIVERSITÉ COOPÉRATIVE EN MILIEU URBAIN

par **ABDERRRAHIM IZIRRI**

En novembre dernier, lors de son intervention devant les Nations Unies dans le cadre du lancement de l'Année internationale des coopératives, le président de la CDR Montréal-Laval, Pierre-Alain Cotnoir, soulignait avec justesse que le défi majeur des coopératives consiste aujourd'hui à pénétrer le milieu urbain. Un défi de taille qui risque de transformer l'ADN même du mouvement coopératif.

Nous vivons maintenant dans une société aux prises avec de multiples questionnements; l'unanimité de jadis a bel et bien disparue, les crises successives - économique, écologique, sociale, alimentaire, de l'eau - mettent à mal nos dernières illusions, le développement économique nous apparaît hors de notre contrôle.

Mais tout n'est pas perdu. Des personnes, des groupes, nous le démontrent tous les jours en adoptant le modèle coopératif et l'économie sociale, un modèle permettant d'entreprendre humainement et démocratiquement, permettant d'agir et de garder espoir.

Dans un tel contexte, le potentiel de la formule coopérative est sans limite. Plus que partout ailleurs au pays, les Montréalais et les Québécois désirent participer aux processus décisionnels et le modèle coopératif leur offre cette possibilité. Même si, traditionnellement, le développement coopératif se déploie plus difficilement dans le grand Montréal, nous assistons toutefois à un renouveau : des coopératives naissent dans tous les secteurs, sous des formes variées, voire inédites, laissant apparaître un potentiel extraordinaire.

On ne peut passer sous silence l'expérience novatrice de la coopérative entreprise partagée, lancée en mars dernier. Une coopérative nouveau genre - celle-ci s'adressait d'abord à des femmes entrepreneures immigrantes - qui permet à des femmes de mettre en commun des services comptables, de promotion, d'administration, mais surtout de mettre en commun leur désir de démarrer une entreprise, de réussir leur intégration dans un pays où il n'est pas toujours facile pour l'immigrant de trouver sa juste place.

Des coopératives voient le jour dans tous les secteurs : culture, santé, tourisme, services de garde, alimentation, développement local, habitation, etc. Aucune activité humaine n'y échappe. Presqu'à chaque coup, les coopératives viennent solutionner un problème dont l'entreprise privée ne voulait pas ou auquel elle ne pouvait s'attaquer, parfois qu'elle ne percevait même pas.

Dans les coopératives qui se créent aujourd'hui en milieu urbain, l'imagination est au pouvoir, avec une constante : celle de préserver et d'enrichir le bien commun. Qu'on pense à la coopérative william.coop, qui propose aux centres de la petite enfance une formule d'achats regroupés, laquelle a à son tour généré un mouvement d'achat local profitant déjà à notre économie.

Le modèle coopératif est riche parce qu'il profite aussi bien aux individus qu'à la collectivité : démocratisation et humanisation de l'économie, propriété collective, meilleur partage de la richesse. Grâce à sa diversité, il permet aux coopérateurs d'élargir leur champ d'action, de développer une expertise qui ne pourra que grandir et bénéficier au plus grand nombre.

Les coopératives de travailleurs actionnaires (CTA), par exemple, peu connues du grand public, sont également appelées à se multiplier. Il s'agit d'une formule d'avenir permettant aux travailleurs et aux travailleuses d'investir collectivement dans leur entreprise, de se donner des leviers pour préserver leurs emplois et se garantir une rente de retraite. Depuis la création de la première CTA en 1985,

le modèle a fait du chemin et continue de se développer.

Il en va de même des coopératives de santé, culturelles ou intervenant en environnement : toujours, il s'agit de répondre à un besoin de la population ou de permettre à un groupe ou à une idée de s'exprimer, de soutenir une action.

Nous sommes de plus en plus nombreux à nous demander comment reprendre le contrôle de nos vies, de notre économie, de notre développement, comment reprendre possession de notre pays : le modèle coopératif nous aide à le faire.

**NOUS SOMMES DE PLUS
EN PLUS NOMBREUX
À NOUS DEMANDER
COMMENT REPRENDRE LE
CONTRÔLE DE NOS VIES,
DE NOTRE ÉCONOMIE, DE
NOTRE DÉVELOPPEMENT,
COMMENT REPRENDRE
POSSESSION DE
NOTRE PAYS :
LE MODÈLE COOPÉRATIF
NOUS AIDE À LE FAIRE.**



Les entrepreneurs se rapprochent de leur retraite.

Plusieurs d'entre eux se posent des questions quant à l'avenir de leur entreprise.

À qui vendre ?

Il existe trois possibilités : vendre à l'externe (un concurrent, un client ou un fournisseur), vendre à la famille ou vendre aux employés. Le modèle coopératif permet de créer des mix de ces types de transfert et ainsi de créer de la valeur dans l'entreprise en impliquant les employés dans la capitalisation de l'entreprise. Voici quelques stratégies gagnantes.

LES COOPÉRATIVES *et le transfert d'entreprise*

Stratégies de mix de propriété

Dans un cas de reprise à l'externe ou familiale impliquant des employés, il serait possible de créer une coopérative de travailleurs actionnaire (CTA). Une CTA est une coopérative détenue uniquement par les employés. Elle achète un bloc d'actions (dont au moins 10 % d'actions votantes) de l'entreprise, ce qui fait que la CTA est actionnaire de l'entreprise et non les employés. Un membre de la CTA siège sur le conseil d'administration de la compagnie afin de prendre part à la prise de décision. Ainsi, la famille ou le repreneur externe demeure actionnaire majoritaire tout en favorisant la capitalisation de l'entreprise grâce à la CTA. Il permet également une plus grande mobilisation des employés qui seront, pour la plupart, davantage motivés envers la réussite d'une entreprise qui partage ses profits avec eux en versant des dividendes à la CTA qui les redistribue aux employés de façon équitable.

Outre le partage de la richesse et la participation à la prise de décision de l'entreprise, les employés y trouvent aussi leur compte sur le plan des avantages fiscaux. En effet, l'argent que les employés investissent dans leur coopérative peut être déductible d'impôt à 125 % grâce au Régime d'investissement coopératif (RIC), un outil favorisant la capitalisation des coopératives mises en place par l'État québécois. À ceci peut également se joindre un RÉER COOP, déductible du revenu à 100 % au fédéral comme au provincial.

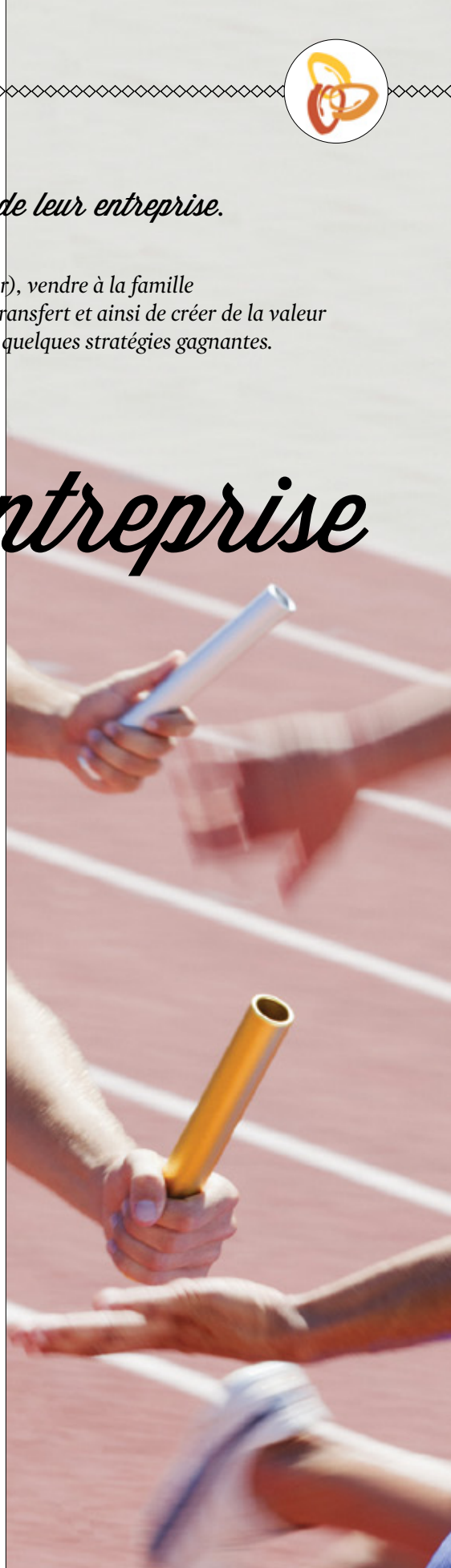
Stratégies de transfert total de la propriété aux employés

Dans un cas de transfert total de la propriété et de la direction aux employés, il est possible de mettre en place plusieurs stratégies. L'une d'elles consiste à créer une coopérative de travail. Dans cette formule, les employés deviennent les uniques propriétaires de l'entreprise. Les profits (excédents) peuvent leur être retournés sous forme de ristournes. Celles-ci sont généralement versées selon le nombre d'heures travaillées. Dans ce cas également, les employés sont susceptibles d'obtenir le RIC et de bénéficier d'une déduction fiscale de 125 %.

Il est même possible d'effectuer le transfert progressivement. Les employés peuvent fonder leur CTA et acheter un bloc d'actions de la compagnie. Progressivement, ils achètent d'autres actions pour en devenir entièrement propriétaires. Dès lors, la compagnie est convertie en coopérative de travail et les employés conservent leurs avantages fiscaux en plus d'être les seuls propriétaires de l'entreprise.

Quoiqu'il en soit, la formule coopérative s'avère un instrument flexible qui peut s'adapter facilement aux besoins du cédant et des repreneurs. Il existe de nombreuses stratégies de transfert d'entreprise qui peuvent être mises en place grâce à cette souplesse. C'est un outil créateur de valeur pour une entreprise comme pour les employés.

Les coopératives de développement régional de la Zone de coopération soutiennent ces projets. N'hésitez pas à communiquer avec nous.



L'ÉCONOMIE SOCIALE:

J'ACHÈTE!



Initiatives pour développer
l'achat public auprès
des entreprises collectives

Le gouvernement du Québec a lancé en juin 2011 les Initiatives pour développer l'achat public auprès des entreprises collectives. L'une de ces initiatives consiste à déployer une campagne pour promouvoir l'approvisionnement des organismes publics et municipaux en biens et en services produits par des entreprises collectives.

Le Chantier de l'économie sociale et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire vous invitent à mener des activités de communication auprès des ministères, des organismes publics et des municipalités de votre région.

L'objectif est d'inciter les organisations publiques, parapubliques et municipales à acheter des biens et des services auprès des entreprises collectives.

Des outils sont mis à votre disposition pour vous aider à réaliser vos projets de promotion.

Dites aux institutions de votre milieu, à votre façon, qu'en achetant économie sociale, elles contribuent à assurer l'occupation et la vitalité des territoires du Québec.

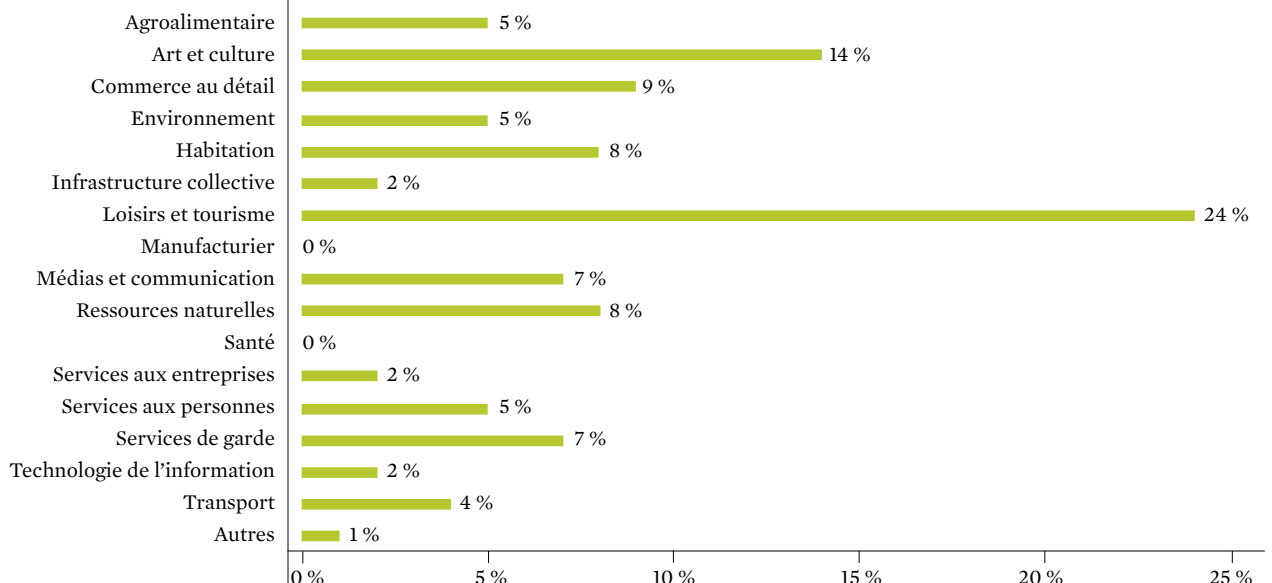
Pour plus d'information, consultez le
www.mamrot.gouv.qc.ca

GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

La région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est composée d'une partie continentale, la péninsule gaspésienne, et d'une partie insulaire, l'archipel madelinot, ce dernier étant situé à environ 215 km de la péninsule. La superficie totale est de 20 272,2 km², pour une densité de population de 4,6 hab./km². Sa population se répartit entre six MRC : La Haute-Gaspésie, la Côte-de-Gaspé, du Rocher-Percé, de Bonaventure, d'Avignon et celle des Îles-de-la-Madeleine. En 2010, sa population était de 93 826 habitants et détenait un solde migratoire positif pour la première fois depuis de nombreuses années (146 hab. en 2009-2010). En novembre 2011, en partenariat avec le Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM) et le Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable (CIRADD), le Pôle régional d'économie sociale dévoilait une étude d'importance : *Portrait et impacts sociaux des entreprises d'économie sociale de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine*. À ce moment, nous pouvions répertorier 194 entreprises d'économie sociale sur tout le territoire. 90 % sont des organismes à but non lucratif (la majorité) et 10 % sont des coopératives.

	Population			Revenu disponible /habitant (2009)	Nombre d'EÉS /MRC
	Habitants	%	Habitant /km ²		
Îles-de-la-Madeleine	13 047	14 %	64,2	23 232 \$	30
Haute-Gaspésie	12 143	13 %	2,4	18 628 \$	23
Côte-de-Gaspé	17 812	19 %	4,4	23 362 \$	34
Rocher-Percé	18 009	19 %	5,9	19 732 \$	17
Bonaventure	17 929	19 %	4,1	21 461 \$	45
Avignon	15 127	16 %	4,3	22 765 \$	45
Total région GÎM	93 826	100 %	4,6	21 580 \$	194

Les EÉS sont ancrées dans leurs milieux, certaines ont même plus de 20 ans d'existence. D'ailleurs, 84% des EÉS ont plus de 10 ans. Elles sont présentes dans la plupart des secteurs d'activités, notamment celui des loisirs et du tourisme qui est l'une des industries les plus importantes dans la région.



Ces EÉS créent 2 767 emplois et génèrent des revenus de plus de 100 M\$. Au-delà de ces données quantitatives, les impacts collectifs des entreprises d'économie sociale en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine sont des plus importants : Accès aux produits/services, soutien aux entreprises locales, création d'emplois, vitalité d'un secteur, solidarité sociale, tout ce qui touche le territoire, qualité des services, qualité de vie et l'identité collective. Toutes ces données qui démontrent l'ampleur de l'économie sociale dans la région sont disponible au :

<http://www.cre-gim.net/planification/nos-dossiers/culture-et-societe/economie-sociale.html>.

Une journée régionale de l'économie sociale couronnée de succès

Le Pôle régional d'économie sociale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, en collaboration avec les ressources internes de la CRÉ, organisait le 9 novembre 2011 à la Vieille Forge de Petite-Vallée une journée régionale de l'économie sociale sous le thème « Pour des entreprises humaines et rentables ». Cette journée, en plus de constituer le coup d'envoi à l'ensemble de la stratégie du Pôle en matière de sensibilisation et de soutien au développement, visait les objectifs suivants :

- Présenter les faits saillants du portrait régional et les perspectives ainsi que différents ateliers sur les outils disponibles et les retombées positives de cette économie pour la région;
- Créer une occasion d'échange et de réseautage entre les entreprises et les acteurs locaux et régionaux;
- Orienter les entreprises d'économie sociale, afin qu'elles puissent faire face aux défis de demain;
- Favoriser la mobilisation des partenaires et des élus vis-à-vis l'importance de soutenir une économie durable;
- Renforcer le sentiment d'appartenance des entreprises d'économie sociale;
- Réunir un nombre significatif de participants.

Plus de 80 participants dont une quarantaine de représentants d'entreprises d'économie sociale, d'élus municipaux et d'acteurs locaux et régionaux d'économie sociale ont assisté à l'événement.

Capsules vidéo

En avant-midi, les échanges portant sur « L'Économie sociale de demain et ses principaux défis » ont été agrémentés par la diffusion de capsules vidéo réalisées avec la collaboration des télévisions communautaires de la région et présentant sept entreprises d'économie sociale de la région (une par territoire de MRC et une portant sur le média Graffiti).

Ateliers

La tenue de trois ateliers dans l'après-midi a permis aux participants d'échanger et de définir des orientations relatives aux enjeux et aux perspectives de développement de l'économie sociale dans la région. Les thèmes abordés lors de ces ateliers furent les suivants :

- 1 - La main-d'œuvre, la relève et la formation en économie sociale
- 2 - Les programmes de financement et les ressources de soutien de l'économie sociale
- 3 - La concertation, le réseautage et les opportunités d'affaires en économie sociale

Les suites

Après en avoir fait un bilan très positif, le Pôle régional d'économie sociale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine a pris soin d'inclure dans ses priorités d'actions pour la prochaine année les différentes recommandations issues de cette journée dédiée à l'économie sociale.



crédit photo : Ghislain Angéhart

Les participants à l'atelier portant sur le thème : « La concertation, le réseautage et les opportunités d'affaires en économie sociale ».



crédit photo : Ghislain Angéhart

Lors de la présentation du « Portrait et impacts sociaux de l'économie sociale en Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine ».

Un petit mot sur le pôle

Le Pôle régional d'économie sociale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine a pour mission de favoriser la concertation et le partenariat entre les entreprises, les intervenants locaux et régionaux en économie sociale. Il est composé de 22 membres dont 12 entreprises d'économie sociale (2 entreprises par MRC) et de 10 représentants d'organismes de soutien. Le pôle poursuivra ses activités d'information et de sensibilisation auprès des acteurs de développement locaux ainsi que ses activités de reconnaissance des EÉS et continuera de développer des instruments promotionnels.



VILLAGE EN CHANSON DE Petite-Vallée

Ouvrant dans les milieux culturel, touristique et social, le Village en chanson de Petite-Vallée est une entreprise d'économie sociale et un moteur économique essentiel pour sa région. Ses valeurs s'inscrivent dans l'accessibilité aux activités culturelles et la prise en charge d'une communauté par la qualité des services et des activités qu'il propose à sa population de même qu'à la clientèle touristique

<http://www.villageenchanson.com>

Les corporations d'aide à domicile

de la Gaspésie et des
Îles-de-la-Madeleine

*Des entreprises d'économie sociale
où l'aide à domicile et la création
d'emplois font bon ménage*

L'Essentiel (Îles-de-la-Madeleine)
L'Association des aînés (Rocher Percé)
Entre-Tiens Chaleurs (Sourcilville)
Entre-Tiens d'Argenteuil (Argenteuil)
Entre-Tiens de la Madeleine (Madeleine)
Multi Services (Île-de-la-Gaspésie)



RêGÎM

RÉSEAU DE TRANSPORT COLLECTIF
DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Le RêGÎM, est une initiative de la Conférence régionale des élu(e)s de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine (CRÉGIM).

Innovant dans le secteur du transport collectif en milieu rural, le RêGÎM :

- amincit votre budget de transport!
- réduit vos émissions de CO2!
- nourrit sainement vos envies de déplacements!

<http://www.monregim.net>



GRUPE
RESSOURCE
EN LOGEMENTS COLLECTIFS

Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine

UNE ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE EN HABITATION COMMUNAUTAIRE

Développement
de projets
d'habitation
communautaire

Services
en gestion
immobilière

Le Groupe ressource
en logements collectifs
Gaspésie / Îles-de-la-
Madeleine (GRLCGIM)

Une entreprise d'économie sociale
offrant des services d'aide à
la création et à la gestion de
coopératives et d'organismes à
but non lucratif en habitation. Elle
permet d'offrir des solutions de
logement alternatives et abordables
aux besoins des familles, des
aînés et des personnes vivant des
problèmes particuliers d'habitation.

Pour nous joindre

CARLETON-SUR-MER

894-B, Perron
Carleton-sur-Mer QC G0C 1J0
Tél. : 418 364-3333
Téléc. : 418 364-3335
grlogim.grt@globetrotter.net

GASPÉ

189, Jacques-Cartier, bur. 7
Gaspé QC G4X 2P8
Tél. : 418 368-1355
Téléc. : 418 368-4347
grlogaspe@globetrotter.net

www.agrtq.qc.ca



PÔLE
D'ÉCONOMIE SOCIALE
GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE

12

CHAUDIÈRE-APPALACHES

L'économie sociale :
Levier de développement durable

En 2007, la région de Chaudière-Appalaches a été la première au Québec à se doter d'une entente spécifique pour le développement de l'économie sociale. C'est la Table régionale d'économie sociale de Chaudière-Appalaches (TRÉSCA) qui a le mandat, depuis 2008, de promouvoir et de soutenir le développement de ce modèle d'affaires ayant des retombées significatives dans la région.

Exercer un contrepoids économique

On dénombre plus de 500 entreprises d'économie sociale dans la région de Chaudière-Appalaches œuvrant sous le modèle sans but lucratif ou coopératif. Ces entreprises sont réparties dans les neuf MRC du territoire et la ville de Lévis. Du secteur des services aux personnes à celui de l'habitation, en passant par le loisir, le tourisme et l'agriculture, ces entreprises sont présentes dans plus de vingt secteurs d'activité et offrent des produits et services répondant aux besoins exprimés par nos communautés. Bien qu'elles génèrent des revenus annuels de plus de 1 milliard de dollars pour la région, elles se distinguent par leur préoccupation de maintenir des tarifs accessibles pour les biens et services qu'elles procurent, que ce soit par une tarification qui tient compte des capacités de payer de ses clients (ex : coopératives de services à domicile), ou encore pour faire contrepoids dans un secteur où les prix ne cessent d'augmenter (ex : coop funéraire, coop d'habitation).

Démocratiser le marché du travail

Les entreprises d'économie sociale participent également au développement économique de la région en jouant un rôle important sur le plan de l'emploi puisque plus de 10 000 personnes sont embauchées chaque année. Parmi celles-ci, près de 800 présentent des limitations physiques ou intellectuelles et des centaines d'autres bénéficient de programmes d'employabilité. Ainsi, les entreprises d'économie sociale de la région assurent non seulement l'encadrement et la prise en charge de ce type particulier d'employé, mais deviennent également un réel tremplin vers le marché du travail ou le retour en formation. Par conséquent, tout le monde y gagne : le travailleur qui est fier de pouvoir gagner sa vie; l'économie régionale, puisque ces travailleurs réinjecteront leur salaire dans l'achat de biens et de services auprès des commerces de la région et le gouvernement qui économisera des centaines de milliers de dollars en prestations sociales.

PROFILS D'ENTREPRISE



Chef de file dans l'est du Québec pour la récupération et le tri des matières recyclables, la Société V.I.A., dont le siège social est situé à Lévis, affiche un taux de roulement très faible de son personnel et compte parmi ses rangs un total de 238 employés dont 38 qui cumulent plus de 15 ans d'ancienneté. Ce succès, l'entreprise le doit à sa mission sociale qui est de « créer, dans un cadre d'intégration et d'adaptation, des emplois pour des personnes ayant une limitation fonctionnelle. » Depuis ses débuts en 1977,

V.I.A. : Quand la création d'emplois est au cœur de la mission de l'entreprise

près de 1 500 personnes ont travaillé chez V.I.A., dont l'acronyme signifie « Vie, Intégration et Apprentissage ».

Très soucieuse du bien-être de ses employés, V.I.A. tente d'améliorer régulièrement leurs conditions de travail. Visionnaire, le directeur, André Poitras, a pour leitmotiv « être en avance » plutôt qu'à jour. Par l'embauche d'éducateurs spécialisés, l'entreprise encadre ses employés et facilite leur intégration en emploi. Ces derniers bénéficient aussi

de primes, de multiples activités sociales et de formations de perfectionnement et d'avancement professionnel. En retour, la Société V.I.A. jouit d'une main-d'œuvre engagée et productive. « Être en avance » signifie aussi pour V.I.A. de se tenir à la fine pointe de la technologie, de prévoir les fluctuations du marché et d'encourager la vente locale des matières recyclées, afin de garantir la pérennité de l'entreprise. Le respect de leur mission passe par l'excellence dans leur domaine d'expertise.

Offrir des services essentiels dans la collectivité

Qu'elles agissent pour intégrer des clientèles particulières, protéger l'environnement, faire contrepoids à la flambée des prix, améliorer la qualité de vie des populations locales ou encore freiner l'exode rural, les entreprises d'économie sociale engendrent des retombées sociales importantes sur le terrain, bien que celles-ci soient souvent difficiles à évaluer d'un point de vue quantitatif. La région de Chaudière-Appalaches est particulièrement active dans les secteurs des services à la personne ou à la collectivité, par exemple les centres de travail adapté, les centres de la petite enfance, mais aussi l'aide à domicile, les commerces de proximité et la santé.

La région peut compter sur huit coopératives de services à domicile qui permettent à des personnes de tous les milieux et de tous les âges de bénéficier de services pour concilier le travail et la famille ou encore pour conserver une autonomie dans les travaux domestiques. De l'entretien ménager à la préparation de repas, en passant par l'assistance à la personne et le service de répit, les services offerts par ces coopératives améliorent le bien-être et l'autonomie des jeunes familles et contribuent au maintien à domicile des personnes plus âgées.

Pour parer au problème majeur du manque de médecins de famille, la région bénéficie de cinq coopératives de santé, localisées là où les déficits d'effectifs médicaux sont les plus importants. Elles assurent ainsi une gamme diversifiée de services de santé aux citoyens du territoire et permettent d'éviter l'exode vers les agglomérations.

Mobiliser les citoyens dans des projets collectifs

Plusieurs entreprises de la Chaudière-Appalaches témoignent de la force mobilisatrice de l'économie sociale. Dans de nombreuses municipalités, elles assurent la présence d'un commerce de proximité, la préservation d'un patrimoine culturel ou la valorisation d'une infrastructure locale. Dans tous les cas, ce sont les citoyens qui se regroupent, agissent en maîtres d'œuvre et gestionnaires du projet qui leur tient à cœur. Cet ancrage fort dans la communauté est l'un des principaux facteurs qui expliquent que ce modèle entrepreneurial démontre une résistance peu commune face aux turbulences de l'économie mondiale.

PROFIL D'ENTREPRISE



Marché de la Place : Une force mobilisatrice

En 2008, le seul marché d'alimentation de Buckland dans la MRC de Bellechasse a été racheté par la Coopérative de solidarité Épicerie-Boucherie de Buckland, maintenant connu sous le nom de Marché de la Place. À l'époque, les citoyens ont compté sur leur propre implication pour sauvegarder ce commerce de proximité et contribuer au maintien de leur qualité de vie.

La coopérative, qui compte aujourd'hui 260 membres, fait la fierté des gens du milieu, comme le démontre la centaine de personnes présentes lors de son inauguration officielle sous la thématique « Un véritable vent de fraîcheur à Buckland! », qui avait lieu le 31 octobre 2011, lors de la Semaine de l'économie sociale.

Par ailleurs, la consommation de produits locaux est mise de l'avant de façon significative ces dernières années, ce qui contribue à dynamiser ce commerce de proximité, essentiel à la vitalité de l'économie régionale.

En somme, les entreprises d'économie sociales permettent d'apporter des solutions durables et bien adaptées aux besoins des collectivités. Elles sont à la fois un outil de développement social en contribuant à l'occupation et à la vitalité de notre territoire et un moyen de développement économique par la création d'emplois de qualité.

La TRÉSCA, avec le soutien des partenaires et des entreprises collectives de la région, est fière de contribuer au dynamisme de cette économie à valeurs ajoutées.

Entente régionale 2008-2013 :

UN LEVIER POUR LA PROMOTION ET LE DÉVELOPPEMENT
DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

26 partenaires
1 189 388 \$
investis sur
5 ans

Faits saillants :

PROMOTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

- 2009 : Étude d'Yvan Comeau «*Réalités et dynamiques régionales de l'économie sociale. La Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches*»
- Portrait socioéconomique des entreprises d'économie sociale de la Chaudière-Appalaches
- 3 éditions de la «*Semaine de l'économie sociale*»
- 17 Info-courriel diffusés chaque mois auprès de 500 entreprises et partenaires
- Présence sur facebook et twitter

JEUNES ET ÉCONOMIE SOCIALE

- 7 entrepreneurs sociaux ont rencontré 235 jeunes pour les sensibiliser à l'économie sociale et à ses valeurs
- 270 jeunes rencontrés lors des journées «*Jeunes ambassadeurs de la participation citoyenne*» organisées par le Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches (FJRCA)

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

- Plus de 280 administrateurs, gestionnaires et salariés ont participé à 18 formations adaptées ou conçues sur mesure pour répondre aux besoins rencontrés en économie sociale

SOUTIEN TECHNIQUE ET FINANCIER

- Publication d'un «*Guide des principales ressources techniques et financières en économie sociale dans la Chaudière-Appalaches*»
- Journée régionale «*Le financement d'une organisation : l'argent c'est utile... parlons-en!*» avec la participation de la Caisse d'économie solidaire, Investissement Québec, Fiducie du Chantier de l'économie sociale, Fil'Action et Fond'Action

CONCERTATION ET RÉSEAUTAGE

- Participation aux rencontres nationales des pôles d'économie sociale
- Organisation de journées régionales annuelles pour les entrepreneurs et partenaires en économie sociale
- Animation de groupes de travail sur les défis et enjeux de l'économie sociale dans la Chaudière-Appalaches

LES SIGNATAIRES DE L'ENTENTE : le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, la Conférence régionale des élu(e)s de la Chaudière-Appalaches, la Table régionale d'économie sociale, la Coopérative de développement régional Québec-Appalaches, le Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches, les commissions scolaires en Chaudière-Appalaches, les Centres locaux de développement et les Sociétés de développement économique en Chaudière-Appalaches et les Corporations de développement communautaire en Chaudière-Appalaches.



13 LAVAL

par CONFÉRENCE RÉGIONALE
DES ÉLUS DE LAVAL



Manon Loranger



L'économie sociale à Laval

Selon le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), la « ville-MRC-Région » de Laval, le plus petit territoire du Québec (246 km²), regroupe plus de 5 % de la population et se classe deuxième quant au nombre d'habitants par kilomètre carré (plus de 1 600 hab./km²). Aussi, le secteur tertiaire domine largement le marché de l'emploi avec 81,6 %. De fait, Laval est une région où l'économie sociale prend tout son sens.

Le Comité régional en économie sociale de Laval

Dans le cadre de son mandat, le Comité régional en économie sociale de Laval (CRESL), qui agit à titre de Pôle régional, permet à 19 entreprises lavalloises d'économie sociale de travailler ensemble pour faire connaître, promouvoir et développer cette sphère économique. Coordonné par la CRÉ de Laval, le CRESL compte également la Coopérative de développement régional Montréal / Laval, de même que le CLD de Laval, parmi les organismes qui y sont représentés.

En octobre 2011, l'impact de ces organisations sur le développement économique de la région était à l'honneur. En effet, dans le cadre de la première Semaine de l'économie sociale de Laval, Manon Loranger, présidente du CRESL depuis 15 ans, soulignait « l'apport inestimable d'un réseau d'entreprises qui œuvrent à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services ». Et pour cause ! On estime qu'à elles-seules, les 19 entreprises membres du CRESL offrent des produits et services à plus de 175 000 clients et visiteurs. Elles cumulent un chiffre d'affaires de plus de 22 millions de dollars et favorisent la création et le maintien de plus de 525 emplois dans la région.

Les coopératives

En ce qui concerne les coopératives, elles sont également nombreuses sur le territoire lavallois. En effet, le MDEIE en dénombre 42, parmi lesquelles on retrouve des coopératives de toutes natures (coop d'habitation, de solidarité, de producteurs, de consommateurs, de travailleurs, etc.).

Les CPE

Les Centres de la petite enfance (CPE), par leur statut d'organismes sans but lucratif, font également partie de la définition élargie d'une entreprise d'économie sociale. À Laval, bien qu'elles ne soient pas représentées au sein du CRESL, 39 entreprises sont recensées par le Regroupement des CPE, gérant plus de 3 000 places à contributions réduites dans 48 installations. Les six bureaux coordonnateurs facilitent, pour leur part, le travail de près de 800 responsables de services de garde en milieu familial, qui accueillent quotidiennement plus de 4 500 enfants.

L'Entente spécifique en économie sociale à Laval

Ensemble, le Centre local de développement (CLD) de Laval, le Forum jeunesse Laval, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et la CRÉ de Laval, partenaires de l'Entente spécifique, ont constitué une enveloppe budgétaire de 625 000 \$ permettant de promouvoir le développement de l'économie sociale dans la région.



PROFILS D'ENTREPRISES

Sur la photo : M. Yves Bolduc, M. Claude Desjardins, Mme Diane Hachey, Mme Marie Bouchart D'orval, Mme Nicole Poirier, Mme Dominique Vien
Arrière : Mme Mélanie Chartraud

Partage humanitaire

Partage humanitaire est un organisme qui propose des services d'animation aux aînés fragilisés par la perte d'autonomie. À l'œuvre depuis 40 ans, l'organisation dessert aujourd'hui 17 ressources d'hébergement de la région de Laval. Des sorties de groupe, des fêtes thématiques, des visites amicales et des interventions auprès de personnes ayant des déficits cognitifs sont quelques-unes des activités offertes par l'organisme. Son modèle d'affaires unique au Québec permet à cette entreprise d'économie sociale de proposer des activités adaptées aux particularités de chacune de ses clientèles. De plus, son fonctionnement interne fait en sorte que Partage Humanitaire procure du soutien, de l'encadrement et un réseau d'entraide professionnelle aux personnes qui assurent la prestation de service. Ces dernières, qui rencontrent parfois des situations difficiles, peuvent se joindre aux rencontres de groupe pour partager leurs expériences tout en bénéficiant de conseils et de l'écoute de leurs pairs. D'ailleurs, en octobre 2011, lors de la remise annuelle de ses Prix d'excellence, le réseau de la santé et des services sociaux décernait une mention d'honneur à Partage Humanitaire pour son guide d'intervention *S'outiller pour un meilleur agir*.



Jeunes au travail

Jeunes au travail accompagne chaque année une quarantaine de volontaires âgés de 16 à 25 ans. Au cours des six mois de stage à la ferme maraîchère (certifiée biologique par Écocert), ces jeunes bénéficient de l'aide de toute une équipe d'intervenants sociaux et du domaine de la santé afin qu'ils puissent améliorer leur compétences personnelles, sociales et professionnelles. Ainsi, le travail manuel des métiers de la ferme, soit l'agriculture biologique, l'ébénisterie, la cuisine et la mécanique, permettent un rapprochement direct entre les jeunes et leurs mentors, en plus de les outiller pour le marché de l'emploi ou pour un futur retour aux études.

Dernièrement, Jeunes au travail annonçait que l'organisme quadruplait sa superficie maraîchère. Chaque année, entre 30 et 40 variétés de fruits et légumes biologiques sont produites et vendues entre autres sous forme de paniers ASC (agriculture soutenue par la communauté), dont la demande est à la hausse, passant de 88 paniers vendus l'an dernier à plus de 300 cette année ! Les terres acquises permettront à l'organisme de répondre à cette hausse par de nouvelles cultures au sol et l'ajout de serres pour les semis. Le kiosque de vente à la ferme, celui du Marché Jean-Talon, le service de traiteur communautaire, de formation pour les cuisines collectives, d'ébénisterie et la production de plants biologiques pour les jardins collectifs sont autant de plateaux de travail qui favorisent le mentorat et la réinsertion socioprofessionnelle des jeunes en stage à la ferme.

« PARTAGE HUMANITAIRE A COMME OBJECTIF D'OFFRIR AUX AÎNÉS DES ACTIVITÉS DE LOISIR DIVERTISSANTES, MAIS SURTOUT, VALORISANTES. LA BIEN-TRAITANCE EST AU CŒUR DE NOS PRÉOCCUPATIONS ET NOUS TRAVAILLONS À L'HARMONISATION DES PRATIQUES AFIN DE REDONNER SON IMPORTANCE À LA VALEUR HUMAINE. »

« NOTRE OBJECTIF EST D'AIDER DES JEUNES QUI VIVENT DE VRAIES DIFFICULTÉS ET QUI SONT LAISSÉS À EUX-MÊMES EN LEUR FOURNISSANT UN POINT D'ANCRAGE SOLIDE ET ORGANISÉ. NOUS NE SOMMES PAS À LA RECHERCHE DU SUCCÈS À TOUT PRIX. TOUTEFOIS, NOUS SOMMES CONVAINCUS QUE LES VALEURS DE LA TERRE ET UN ENCADREMENT APPROPRIÉ PEUVENT REPRÉSENTER POUR LES JEUNES UN VÉRITABLE TREMPIN VERS UNE NOUVELLE VIE. »



CONFÉRENCE RÉGIONALE
DES ÉLUS DE LAVAL



LA **FORCE** DE LA CONCERTATION



COMITÉ RÉGIONAL SUR
LES SAINES HABITUDES DE VIE
CRÉ DE LAVAL



COMITÉ RÉGIONAL EN
ÉCONOMIE SOCIALE DE LAVAL
CRÉ DE LAVAL



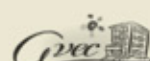
CONSEIL AVISEUR DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE EN MILIEU URBAIN
CRÉ DE LAVAL



COMMISSION RÉGIONALE
EN LOISIR ET EN SPORT
CRÉ DE LAVAL



Forum Jeunesse
CRÉ DE LAVAL





par **JIMMY B. VIGNEUX**
DIRECTEUR GÉNÉRAL, NEXION

LANAUDIÈRE

L'Économie sociale, une valeur ajoutée pour Lanaudière

La croissance démographique fulgurante que vit actuellement la région lanaudaise, particulièrement au sud, est la source de grands bouleversements sur le territoire. L'explosion du développement résidentiel sur des terres agricoles entraîne avec elle la naissance et l'établissement de nouvelles économies et entreprises diverses. Parmi ces dernières, les entreprises d'économie sociale nourrissent à la fois la roue économique de la région mais contribuent également à resserrer les mailles du tissu social lanaudois.

Au cœur de la vie socioéconomique

L'humain est au centre de l'activité socioéconomique de chaque entreprise d'économie sociale. Véritables piliers de leur communauté, les quelque trois cent entreprises d'économie sociale de Lanaudière emploient plusieurs milliers de personnes et encouragent l'implication bénévole de dizaines de milliers d'autres. Elles ont un chiffre d'affaires allant du plus modeste – obligeant les employés et administrateurs à relever toutes sortes de défis de subsistance – à celui de plusieurs millions qui permet de multiples retombées dans la région. Leurs champs d'activités et de compétences étant tout aussi variés que leur budget respectif, chacune poursuit l'atteinte de la mission sociale qu'elle s'est donnée.

Il n'y a qu'à survoler leur rapport d'activités et leur site Internet pour comprendre l'ampleur de la contribution socioéconomique des entreprises d'économie sociale lanaudoises. Plus qu'une valeur ajoutée, elles sont d'authentiques rouages de la région et de sa vigueur économique. Présentes dans tous les secteurs d'activités, du monde agricole au domaine de la santé et des services sociaux en passant par la culture et le tourisme, elles le sont également dans chacune des MRC de la région, couvrant ainsi l'ensemble du territoire.

Récolter ce que l'on a semé

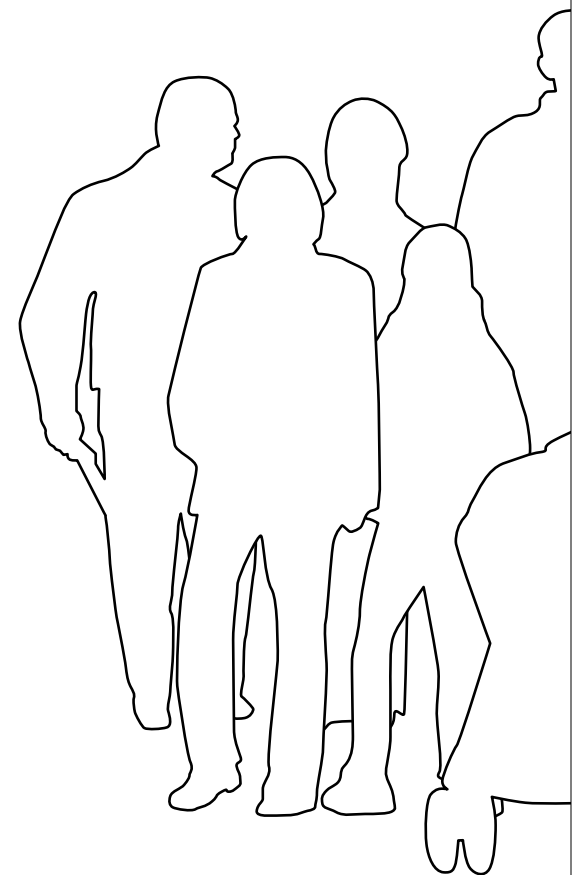
L'entente spécifique en économie sociale, réunissant d'importants partenaires régionaux, apporte aujourd'hui un tout nouveau souffle dans le développement de ces entreprises. Malgré leur importante présence sur le territoire, les entreprises d'économie sociale restent encore méconnues ou du moins sous-estimées. Les fonds investis dans cette entente ont permis de mettre en place une grande stratégie de concertation pour favoriser la cohésion des entreprises d'économie sociale et des partenaires et ainsi favoriser le développement et le rayonnement de ce modèle entrepreneurial.

La dernière année fut historique pour l'économie sociale de Lanaudière. En effet, en guise de récompense de cet effort de collaboration, 2011 a été témoin de la fondation officielle du pôle régional, la Table régionale de l'économie sociale de Lanaudière, et la mise sur pied de la première Semaine de l'économie sociale de Lanaudière. Les initiatives développées au cours de la dernière année ont réellement suscité l'intérêt des citoyens et des principaux acteurs. Et le meilleur reste encore à venir car ce n'est que la première année d'un plan triennal.

Le meilleur est à venir

Après une année de mobilisation auprès des entreprises d'économie sociale de Lanaudière, le pôle régional est maintenant appuyé par un nombre impressionnant de personnes de grande qualité. Cette nouvelle force, issue du travail de concertation, permettra d'orienter l'ensemble des efforts d'éducation et de promotion vers le citoyen-consommateur et les futurs entrepreneurs.

La consommation de produits et services issus d'entreprises d'économie sociale est vitale au développement de ces entreprises. C'est pourquoi plusieurs actions seront entreprises pour sensibiliser les Lanaudoises et Lanaudois à une consommation locale et responsable et à faire des choix qui font une différence dans le paysage social de leur région.



PROFIL D'ENTREPRISE

par **JEAN-SÉBASTIEN MARTIN**
DIRECTEUR GÉNÉRAL, CHASSE GALERIE



Les entreprises d'économie sociale lanaudoises dynamisent, d'une part, le moteur économique local et, d'autre part, contribuent à rendre disponible de nombreux services d'aide et de soutien aux citoyens et aux consommateurs. Dans ce contexte, l'expression *Acheter, c'est voter* prend tout son sens et pourrait être valorisée en *Acheter d'une entreprise d'économie sociale lanaudoise, c'est voter pour un monde meilleur*. Le nôtre.

Le Café culturel de la Chasse-Galerie, Lavaltrie

La vision artistique du Café culturel de la Chasse-Galerie laisse une place prédominante aux artistes émergents au niveau de la musique, de la chanson et du théâtre. Notre programmation artistique présente au public plusieurs artistes professionnels émergents dans différents genres musicaux tels que le classique, le folk, le hard rock, le hip hop, le country, l'électro et la musique pop. Nous recevons également à l'occasion des artistes populaires bien connus du public qui ne se produisent que rarement dans de petits lieux de spectacle.

Afin de répondre aux besoins de la population et de desservir cette dernière sur le territoire lanaudois, le Café culturel de la Chasse-Galerie a présenté 90 spectacles d'artistes professionnels en 2010 dans les 8 volets suivants :

- Prestige Desjardins, qui représente les valeurs établies au Québec.
- Coup de cœur, voué à l'exploration du très vaste champ de l'art musical de nos artistes émergents.
- Hip-hop francophone, une série qui met en scène les meilleurs artistes hip hop au pays.
- Hommage, qui offre une formule extraordinaire pour faire découvrir les grands artistes de ce monde.
- Humour, spécifiquement adapté à un jeune public entre 20 et 35 ans.
- Hors Québec, qui ouvre nos portes aux chansonniers et musiciens en provenance des quatre coins du pays, des États-Unis et de l'Europe.
- Alternatif, inspiré par des groupes indépendants qui ne désirent pas suivre les modes de la radio FM.
- Jeune public, spectacles s'adressant aux enfants de 2 à 12 ans.

La vision artistique de l'organisme répond aux besoins du milieu et demeure en parfait accord avec la mission du Café culturel de la Chasse-Galerie qui consiste à :

- Informer, sensibiliser, soutenir et promouvoir la musique et la chanson auprès de la population régionale par la diffusion d'activités culturelles de haut niveau;
- Diffuser, tout au long de l'année, des spectacles de qualité professionnelle des arts de la scène favorisant ainsi une ouverture vers toutes les formes d'arts, dont notamment la musique, la chanson et le théâtre;
- Soutenir la promotion des talents locaux, régionaux, provinciaux et nationaux dans plusieurs styles de musique;
- Offrir un lieu de diffusion accessible permettant de soutenir le développement des artistes émergents de l'ensemble du pays;
- Être un animateur socioculturel d'activités diverses favorisant l'implication du milieu local;
- Rassembler la population locale autour de certains événements à saveur culturelle;
- Sensibiliser les publics à la création artistique;
- Permettre la tenue d'activités locales en offrant la salle aux organismes communautaires de la localité.





Organisme communautaire famille offrant :

- Soutien aux parents
- Ateliers et formations
- Accueil, écoute
- Support en allaitement
- Joujouthèque
- Halte-garderie
- Activités pour les Pères
- Sorties de groupes
- Et bien plus...

La maison de la famille, c'est un milieu de vie formidable où briser l'isolement et rencontrer d'autres parents qui vivent cette grande aventure!

ENEZ NOUS RENCONTRER!

Action Famille Lavaltrie
 1725, rue Notre-Dame
 Lavaltrie (Québec) J5T 1S2
 Tél. : 450-586-0733
www.actionfamillelavaltrie.siteweb.com



CENTRE À NOUS
 50, rue Thouin
 Repentigny (Québec)
 J6A 4J4
 450 581-5402
www.centrea nous.com

SALLES DISPONIBLES POUR VOS ÉVÉNEMENTS!
 Cinq (5) salles modernes, climatisées et équipées pouvant accueillir de 10 à 300 personnes pour vos réceptions (mariage, anniversaire, funérailles...), réunions, formations, conférences et collectes de fonds.

Le Centre à Nous soutien également par le biais de sa mission le mouvement communautaire et la concertation locale.

Informez-vous en téléphonant au Centre à Nous pour connaître les services offerts qui pourraient satisfaire vos besoins.

Un outil pour le milieu communautaire et les entreprises d'économie sociale



La Coopérative de Solidarité
 Le Chez-Nous du Communautaire des Moulins

Le Chez-Nous est un lieu de services et de développement.

Située à Mascouche, la Coopérative offre une panoplie de services à des tarifs adaptés à la réalité des organismes communautaires et des entreprises d'économie sociale.

Location de salles de réunion
 Location de matériel multimédia
 Impression et photocopie
 Location de cuisine collective
 Location de salle informatique à des fins de formation
 Location de bureaux (permanents et temporaires)

 450 966-9513
 chez-nous@videotron.ca

CYBER-CIBLE
 S'investir pour la Communauté



SERVICES DE COPIES ET DE BUREAUTIQUE À RAWDON, LANAUDIÈRE

Ne perdez plus votre temps avec les tâches administratives, nous sommes là pour réaliser tous vos travaux:



- impressions de documents;
- préparation de documents;
- saisie, correction et mise en page de documents;
- et bien d'autres services.

4046, rue Queen
 Rawdon, Qc, J0K 1S0
 Tél.: 450 834-5434
 Courriel: cyber-cible@hotmail.com

15

par **MARTIN VAN DEN BORRE**
CDROL/CSEESL

LAURENTIDES

Agriculture et culture

L'industrie agroalimentaire des Laurentides est riche de la diversité de ses productions. L'économie sociale traduit la même réalité. En effet, on retrouve des coopératives et des OBNL dans différents domaines de l'agriculture : de l'approvisionnement au partage d'équipements et de machineries agricoles en passant par la transformation et la restauration de produits.

La revitalisation d'un village a également été organisée autour d'une démarche collective pour faire l'acquisition d'un dépanneur pour lequel se sont mobilisés la plupart des résidents d'une municipalité éloignée.

Par ailleurs, l'agrotourisme est bien ancré dans les Laurentides et se maintient à l'année, notamment avec ses marchés publics, véritables festivals de saveurs qui mettent en valeur les produits du terroir, les activités d'auto-cueillettes et les produits cultivés dans la région.

Aussi, la valeur éducative et sensibilisatrice de la plupart de ces entreprises s'ajoute à leur mission première et bon nombre d'entre elles se préoccupent du choix de leurs fournisseurs et priorisent le biologique et l'équitable.

Les Laurentides sont traditionnellement reconnues pour leurs paysages, leurs activités touristiques et leurs bonnes tables. Cela dit, les entreprises d'économie sociales dans le domaine de la culture ont acquis une notoriété sur le plan régional, national et international. Les innovations de ces entreprises culturelles mettent la région de l'avant en soulignant notre identité et nos talents locaux.

Environnement et recyclage

L'économie sociale met à profit sa structure collective et solidaire en s'appuyant sur les trois aspects du développement durable - soit le social, l'environnement et l'économie - pour innover dans les pratiques visant à favoriser la préservation de nos ressources et développer des plans d'action qui en découlent. Chaque année au Québec, 52% des matières résiduelles sont récupérées et mises en valeur¹. Les entreprises d'économie sociale des Laurentides mettent l'épaulé à la roue !

Elles sont nombreuses ainsi engagées à renouveler, améliorer et préserver la qualité de vie de leur milieu en œuvrant à l'intérieur d'une double mission, soit le développement du capital environnement et du capital social. Sur un large continuum d'actions à valeur écologique, elles agissent, entre autres, dans la gestion des matières résiduelles, dans le réemploi, dans la préservation des espaces, des écosystèmes et des berges, dans l'extraction des matières premières, dans la fabrication à partir de matériaux recyclés, dans le commerce solidaire et éco-responsable et dans le commerce d'objets post-consommés. Plus spécifiquement, on y répare et revend des électroménagers, lie l'art à la récupération, au recyclage et au réemploi de matériel informatique désuet, met en œuvre des solutions visant la gestion durable des ressources naturelles, perpétue l'agriculture écologique, répare des palettes de bois et fabrique et offre des articles promotionnels écologiques. Pour en savoir plus et vous assurer un choix solidaire et écologique, rendez-vous sur la page régionale des Laurentides sur www.economiesocialequebec.ca.



©Tourisme Laurentides / laurentides.com

¹ www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/rubriques/Nouvelles.asp



De l'assistanat à la prise en charge – l'exemple des coopératives de santé

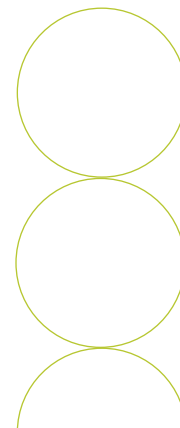
Au cours des cinq dernières années, sept coopératives de santé se sont implantées sur le territoire des Laurentides – dont quatre dans des municipalités dites défavorisées. Ces coopératives de solidarité permettent à plus d'une dizaine de milliers de citoyens d'avoir non seulement accès à des services de santé de qualité mais également de participer à la gestion et au développement de ces cliniques communautaires, et ce, sans remettre en question l'universalité de l'accès aux soins.

En janvier dernier, une quinzaine de coopératives de santé du Québec ont été interpellées par la RAMQ pour des pratiques pouvant contrevenir au principe d'universalité inscrite dans la Loi canadienne sur la santé. De fait, certaines coopératives se sont vues dans l'obligation d'effectuer un auto-examen et de modifier certains processus pour éliminer toute ambiguïté dans les systèmes de prise de rendez-vous et de l'utilisation des cotisations volontaires versées par les membres.

En milieu rural, les cotisations payées par les membres pour assurer la pérennité des cliniques coopératives sont souvent contrebalancées par des économies importantes en congé de santé et en frais de déplacement. Les coopératives créent des emplois stables dans des communautés défavorisées et jouent, par leur présence, un rôle de catalyseur dans la revitalisation des milieux. Leurs services sans rendez-vous permettent aussi de désengorger les salles d'urgence des centres hospitaliers régionaux et – de par la réduction des congés de maladie – ont un effet important sur la productivité des entreprises en région.

Dans un système qui réduit le rôle du citoyen à celui de prestataire et de contribuable, les coopératives de santé contribuent à changer la culture d'assistanat qui prévaut dans le réseau de la santé depuis l'institutionnalisation des cliniques communautaires dans les années 70 et démontrent l'impact positif que peut avoir la participation citoyenne dans le développement et l'accessibilité des soins.

L'IMPACT POSITIF
QUE PEUT AVOIR LA
PARTICIPATION CITOYENNE





La cohabitation nécessaire de deux industries : L'économie sociale comme agent d'harmonisation

par CATHERINE LANDRY-LARUE
CSEESL

La nature et les paysages laurentiens invitent inlassablement de nombreux villégiateurs au cœur de ses montagnes et de sa forêt. La région des Laurentides est d'ailleurs bien reconnue, tant pour ses ressources forestières que pour ses activités récréotouristique et de plein air. L'aménagement de ce territoire multifonctionnel requiert cependant une rigoureuse planification, puisque le respect de ces deux activités économiques, bien qu'interdépendantes, comporte plusieurs enjeux.

Jumeler la chasse, la pêche, les circuits de motoneige, de ski, de randonnée pédestre, la mycologie, aux activités de récolte, de sylviculture, de foresterie et de scierie, d'acériculture et autres produits forestiers non ligneux ainsi que, dans certains cas, l'habitation, comporte certains avantages. Les lois encadrant la coupe étant particulièrement précises au Québec, nombre de routes doivent être créées afin de rendre accessibles les endroits à défricher. Par la suite, utilisés par l'industrie touristique, les espaces communs peuvent être partagés. Par ailleurs, la villégiature génère une activité commerciale intéressante, notamment pour les travailleurs forestiers.

L'harmonisation est toutefois essentielle et doit faire l'objet d'un partage et d'une gestion durable, puisque les intérêts de chacun peuvent également être contradictoires. L'économie sociale est une réponse intéressante à ce besoin, tant sur le plan de l'aménagement de la forêt qu'à des fins d'exploitation à caractère plus ludique. Elle offre notamment une structure de gestion facilitant la conciliation des intérêts, le partage et la mise en commun de certaines ressources humaines et financières, le développement dans une perspective durable et une gouvernance axée sur les intérêts collectifs à long terme.

Les travailleurs des coopératives forestières et des coopératives de produits forestiers non ligneux des Laurentides sont d'incontournables acteurs de l'économie sociale. Réunissant au sein de ses membres une expertise plus diversifiée, on leur confie une grande partie de la gestion forestière des terres publiques dans les Hautes-Laurentides et des boisés privés ailleurs sur le territoire.

Ainsi, avec les associations de loisirs, avec les bases de plein air, l'association des pourvoiries des Laurentides et les coopératives regroupant des résidents, une concertation s'est orchestrée autour de cette problématique. L'économie sociale a, entre autres, contribué aux conclusions découlant des travaux du Laboratoire d'expérimentation d'activité d'harmonisation des multiples usages de la forêt dans un contexte récréotouristique. Ces entreprises restent encore des sources de consultations inéluctables.



16

MONTÉRÉGIE

RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE EST

Une priorité de développement régional

MONTÉRÉGIE EST

- PAGE 65

AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL

- PAGE 68

VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT

- PAGE 71

*Pour plus d'information sur le
Pôle régional d'économie sociale
de la Montérégie Est, visitez le
www.monteregie-est.org.*

*Pour plus d'information sur
les entreprises d'économie sociale
de la Montérégie Est, consultez :
www.economiesocialequebec.ca*

Les entreprises d'économie sociale apportent des solutions innovantes à des besoins provenant de sa communauté. Basées sur la mobilisation, les valeurs humaines et la gestion démocratique, ces entreprises collectives, sous forme d'OBNL ou de coopératives, évoluent au rythme de ses membres. En Montérégie Est, on estime à quelque 250 le nombre d'entreprises d'économie sociale œuvrant dans de nombreux secteurs, de l'agriculture à la culture, en passant par les services aux personnes.

Comme en font foi les entreprises illustrées dans les pages suivantes, l'économie sociale est bien enracinée dans les neuf MRC du territoire, qu'elles soient situées dans la région métropolitaine de Montréal, en milieu urbain ou en région rurale. Par leurs investissements, les emplois qu'elles créent ainsi que leurs offres de produits et services, ces entreprises participent activement à la qualité de vie au niveau local et régional.

Pour structurer ce secteur sur son territoire, la Conférence régionale des élus (CRÉ) Montérégie Est a priorisé, dans son Plan de développement durable de la région (PQDD), une stratégie pour favoriser la consolidation et le développement des entreprises d'économie sociale. En 2010, une entente spécifique, d'une durée de cinq ans, a également été signée avec le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), le Forum Jeunesse Montérégie Est (FJME), les neuf centres locaux de développement du territoire (CLD) et la CRÉ Montérégie Est pour développer et soutenir l'économie sociale sur son territoire. De cette entente est né le Pôle régional d'économie sociale de la Montérégie Est, un comité régional de concertation composé de 27 organismes et entreprises du milieu, qui facilite le lien entre les partenaires locaux, régionaux et nationaux.

À titre de comité consultatif auprès de la CRÉ pour toutes questions relatives à l'économie sociale, le Pôle régional vient d'adopter son plan d'action afin de structurer et de développer le secteur de l'économie sociale en Montérégie Est. Pour la prochaine année, les actions prioritaires sont les suivantes :

- Faire la promotion de l'économie sociale
- Favoriser la concertation, le soutien et la formation des acteurs de l'économie sociale
- Soutenir les actions du comité régional pour les entreprises d'aide à domicile (EESAD)
- Réaliser le portrait des entreprises d'économie sociale de la Montérégie Est.

Les coopératives, des entreprises pour un monde meilleur

2012 Année internationale des coopératives !

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a déclaré 2012 l'Année internationale des coopératives. Cette initiative vise à sensibiliser l'opinion publique sur la formule coopérative et à accroître la reconnaissance des entreprises coopératives. Le milieu coopératif de la Montérégie se mobilise pour promouvoir ce modèle d'affaires aux valeurs sociales et humaines. Un portail régional (www.coop2012monteregie.com)

a d'ailleurs été mis en ligne afin de rassembler toutes les activités.

La Coopérative de développement régional (CDR) de la Montérégie a effectué le tournage d'une vidéo témoignant des engagements et initiatives prises par les coopératives dans le cadre de l'année internationale des coopératives. Pour visionner le dynamisme coopératif : www.cdrm.fcdqr.coop

En Montérégie Est, on compte plus de 130 coopératives non financières dans une vingtaine de secteurs dont 11 coopératives ayant permis la relève d'une entreprise existante. Ensemble, elles regroupent 31 000 membres et créent 2 500 emplois. Pour plus d'information ou démarrer un projet coop : www.cdrm.fcdqr.coop

PROFILS D'ENTREPRISES



Jeunes mères en action, MRC du Haut-Richelieu

Un projet d'avenir... une volonté d'agir

www.jeunesmeresenaction.org

Fondé en 2003, l'organisme **Jeunes mères en action** a pour mission d'offrir des services adaptés aux mères âgées de 30 ans et moins à faible revenu vivant avec des problématiques comme la monoparentalité, la pauvreté, la sous-scolarisation et l'isolement dans le but d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs enfants.

Ouverte depuis octobre 2007, la Maison Dorimène-Desjardins permet à 24 jeunes mères monoparentales de réaliser un plan d'action pour obtenir un diplôme en leur donnant accès à un logement subventionné pour une durée maximale de 5 ans et à une garderie subventionnée priorisant leurs enfants. Des intervenantes les soutiennent et les accompagnent sur le plan de leurs études, de leur état psycho-social, de leur budget et pour l'ensemble des tâches en lien avec leur rôle de mère. Plusieurs bénévoles s'impliquent également pour offrir des activités stimulantes aux mères et aux enfants.

Concept innovateur au Québec, **Jeunes mères en action** travaille étroitement avec les partenaires du milieu et mise beaucoup sur l'implication citoyenne des mères, notamment pour représenter l'organisme à divers comités et événements. Courageuses et persévérantes, elles travaillent très fort pour atteindre leurs objectifs.

Célébrer la réussite

Depuis l'ouverture, plus d'une vingtaine de résidentes ont obtenu leur diplôme pour des professions des plus variées : soins infirmiers, comptabilité, éducation, secrétariat, technique d'usinage, etc. **Jeunes mères en action** a également été récompensé le 1^{er} novembre dernier, par le grand prix Bernard-Hubert, remis annuellement par le Service de promotion humaine du diocèse de Saint-Jean-Longueuil.



Plein air Sutton.coop, MRC Brome-Missisquoi

Relancer l'aventure sous forme coopérative

www.arbresutton.com

À la fin 2010, lorsque l'entreprise d'hébertisme aérien et de ski de fond, **Arbre Sutton/Sutton en Haut** a annoncé qu'elle cesserait ses opérations, Jean-Philippe Demers, Janna Hubacek ainsi que plusieurs anciens employés d'Arbre Sutton se sont mobilisés pour former une coopérative de solidarité afin de sauvegarder cet actif touristique, niché dans la beauté naturelle des Monts Sutton. Avec un plan d'affaires solide et le soutien financier et technique de plusieurs partenaires, sans oublier l'apport important de ses membres, la coopérative a pris la relève et a connu un excellent départ au mois de mai 2011.

Aujourd'hui, **Pleinairsutton.coop** compte plus de 200 membres. Les forces de la coopérative sont ses membres, son équipe d'employés autonomes et impliqués, son engagement social et son adhésion aux principes de développement durable. Forte de partenariats avec d'autres entreprises telles que Mountain Equipment Coop et le Mont Sutton, elle fait partie intégrante de la communauté de Sutton. Elle offre, par exemple, l'accès gratuit aux sentiers de ski de fond et de raquette aux enfants, un local et un point de chute gratuit au marché de solidarité de la région et elle priorise les produits locaux à sa halte café.

L'aventure et le défi dans l'âme, la coopérative continuera pour la prochaine année à consolider ses principales activités en allongeant ses sentiers, en visant la clientèle corporative et scolaire et en ajoutant si possible une nouvelle activité pour l'hébertisme.

CAPSULES ENTREPRISES

CIER, MRC de Rouville

Quand leadership, vision et passion s'allient pour créer un projet collectif!

www.energie-richelieu.com

Chapeauté par Claude Gauthier, un comité de parents désireux d'offrir aux écoliers un parc-école décent a imaginé le tout premier **Centre d'interprétation des énergies renouvelables (CIER)** du Québec en rassemblant la communauté autour d'un projet innovateur. Approché par le comité, l'astronome Steven McLean s'est joint au projet, suivi ensuite par d'autres sommités du monde de la science tels que Jean Lemire, Bernard Voyer, Laure Waridel et David Suzuki. Avec des appuis d'un peu partout au pays, la construction du futur Centre d'interprétation des énergies renouvelables (CIER) a débuté en novembre 2007.

Inauguré le 21 mai 2009, le CIER, un laboratoire scientifique unique destiné principalement aux jeunes du primaire, est équipé d'une serre, d'une turbine éolienne, d'un panneau solaire, de récupérateurs d'eau de pluie, d'une toilette à compost, d'un système géothermique et d'une station météorologique.

Récemment, l'organisme a lancé un tout nouveau programme en huit points d'action visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) lors de l'entretien des pelouses. L'un des objectifs de ce programme est d'atteindre une réduction des GES de 50 tonnes par année.

Activer des leviers collectifs : essentiel!

Ce projet novateur est aujourd'hui reconnu comme une impressionnante réussite collective. Le comité organisateur du CIER, qui compte de plus en plus de parents, de bénévoles et de partenaires, a décidé de donner un caractère national à cette initiative d'abord communautaire. Le CIER illustre parfaitement le pouvoir d'une communauté animée par un leader lorsqu'elle décide de se prendre en main pour régler un problème et aller plus loin encore. Défi relevé!



Lorsque naît un enfant, naît aussi un parent... !

D'une génération à l'autre depuis plus de 25 ans, le **Centre périnatal Le Berceau** soutient et accompagne les parents dans la magnifique aventure de la naissance. En offrant toute une gamme d'activités et de services pour les aider à établir des liens d'attachements solides avec leur enfant, c'est ainsi que nous contribuons au développement optimal des générations actuelles et futures !



L'art de vivre collectivement

La **Coop Autonomie Chez-soi** est une entreprise d'économie sociale œuvrant dans le domaine de l'aide à domicile en Haute-Yamaska depuis plus de 10 ans. Ses services s'étendent de l'aide domestique à l'aide à la personne. La Coop fait partie d'un réseau de six entreprises semblables en Montérégie Est. Elle se distingue par le soutien d'un réseau de partenaires locaux, régionaux et nationaux.



Économie sociale et entreprise manufacturière : un duo choc !

On l'oublie parfois, mais une entreprise manufacturière peut très bien appartenir au secteur de l'économie sociale. Depuis 1987, à Saint-Hyacinthe, **Les Ateliers Transition** fournissent du travail à une clientèle aux prises avec des problèmes de santé mentale ou en processus de réinsertion sur le marché du travail. L'entreprise offre un service de sous-traitance industrielle pour différentes tâches : emballage, ensachage, étiquetage ou mise en valeur de produits.



Une longue et belle histoire !

La Colonie des Grèves de Contrecoeur, la plus ancienne colonie de vacances francophone en Amérique du Nord, célèbre, en 2012, son 100^e anniversaire. Depuis 1912, sa mission est d'offrir des vacances et des moments privilégiés à des enfants et à leurs familles, sans égard à leur situation financière. Au fil des ans, la clientèle a évolué et les services se sont adaptés à la demande, mais la mission a toujours été sauvegardée.



Branché en mode Coop !

En 2011, les citoyens des municipalités rurales de la MRC de Pierre-De Saurel n'avaient toujours pas accès à Internet haute vitesse. La **Coop de services Internet Pierre-De Saurel** a mis en place le plus grand réseau sans fil WIMAX certifié au Québec. Cette innovation permet enfin aux citoyens des municipalités rurales de la MRC de bénéficier du service Internet haute vitesse.



Partenariat pour la culture

Une salle de spectacle dans une école polyvalente, un directeur d'école prêt à la rendre disponible à toute une population, il n'en fallait pas plus pour créer un organisme d'économie sociale culturel. **Les Productions artistiques de la région d'Acton (PARA)** proposent une programmation variée qui va du cinéma, à l'humour, en passant par les spectacles pour enfants. La salle a été rénovée, rééquipée et tous les citoyens peuvent maintenant s'y asseoir pour consommer de la culture.

RÉGION DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL

L'économie sociale a le vent dans les voiles...



Credit photo : Mise au jeu.

Photo du haut : Quelques membres du comité du Pôle de l'économie sociale.

Photo du centre : Visite d'une délégation internationale chez Certex dans le cadre du FIESS 2011.

Photo du bas : Animatrice de la caravane de l'économie sociale.

L'agglomération de Longueuil vit au rythme de l'économie sociale depuis les premiers instants. Ensemble, les entreprises d'économie sociale et les organismes porteurs de projets d'économie sociale se sont rapidement regroupés pour assurer un développement structuré et ordonné de l'économie sociale sur le territoire.

En 2009, l'économie sociale a profité d'un premier support important avec la signature de l'Entente spécifique pour le développement de l'économie sociale sur le territoire de l'agglomération de Longueuil, 2009-2014. Cette entente a grandement contribué à accélérer le rythme de son développement. Ainsi, grâce à la contribution financière de la Conférence régionale des élus, du Centre local de développement et du Forum jeunesse de la région ainsi que du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et d'Emploi-Québec Montérégie, les bailleurs de fonds de l'entente ont permis au Pôle de disposer des moyens financiers pour réaliser des actions structurantes.

Dans l'agglomération de Longueuil, le plan d'action de l'Entente spécifique est proposé par le comité du Pôle de l'économie sociale du territoire. Ce comité est composé de 15 gestionnaires bénévoles d'organisations d'économie sociale et d'un coordonnateur permanent se rapportant à la Conférence régionale des élus de l'agglomération de Longueuil, titulaire de l'Entente spécifique. C'est dans une vision développée « par et pour » les entreprises d'économie sociale que le comité du Pôle a déjà réalisé plusieurs projets.

Le bilan socioéconomique figure parmi les premiers projets à voir le jour. Ce bilan a permis de chiffrer l'impact de l'économie sociale sur le territoire et de mieux définir l'économie sociale par rapport aux autres secteurs d'activité. Selon les données recueillies auprès des entreprises et des organismes de l'économie sociale en 2009, l'agglomération de Longueuil compte **104** organisations d'économie sociale pour un imposant chiffre d'affaires de **113,2 millions de dollars**. L'économie sociale emploie **3 185 travailleurs et travailleuses** et **1 453 bénévoles** et ce, dans tous les secteurs d'activité confondus.

De cette Entente spécifique, plusieurs autres projets ont émergé pour structurer l'économie sociale. On peut penser d'abord à un plan de communication triennal, à la définition d'une identité visuelle de laquelle se décline tout le matériel de communication ainsi qu'à la mise en ligne d'un site Internet. Ce site offre aux organisations de l'économie sociale du territoire, une vitrine web sur laquelle ils peuvent publier de l'information sur leurs produits et services ou encore diffuser des nouvelles, des activités ou encore des offres d'emplois.

À l'été 2011, le comité du Pôle a relevé le défi de mettre sur pied une caravane de l'économie sociale : une équipe d'animation grand public. Dans une courte mise en scène, deux animateurs ont participé aux différentes fêtes et festivals du territoire pour sensibiliser la population de l'agglomération de Longueuil à la valeur ajoutée des produits et services offerts par les entreprises et organismes d'économie sociale du territoire. Au terme de leur présentation, les animateurs remettaient aux personnes qui le souhaitaient, un répertoire des entreprises d'économie sociale sur le territoire. Appuyée par une campagne publicitaire estivale, la caravane de l'économie sociale aura ainsi initié quelque milliers de personnes à l'économie sociale.

Voilà quelques récentes initiatives régionales qui ont permis au Pôle de l'économie sociale de l'agglomération de Longueuil de se démarquer et de profiter d'une plus grande notoriété sur le territoire.

Reconnaissance affirmée de l'économie sociale

À l'automne 2011, lors du premier Forum économique de l'agglomération de Longueuil, l'économie sociale a été positionnée parmi l'un des neuf axes de développement prioritaires du territoire. Cette nomination au rang des priorités économiques démontre la reconnaissance de l'apport de l'économie sociale à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens du territoire, mais également de sa contribution à la création de la richesse collective. >

> Dans la foulée des événements, le Pôle de l'économie sociale de l'agglomération de Longueuil s'est engagé auprès des instances régionales afin d'agir à titre de porteurs de projets et assumer du même coup le leadership du développement de l'économie sociale dans l'agglomération. Ainsi, en prévision du 2^e Forum économique, le Pôle prépare un nouveau portrait régional de l'économie sociale ainsi qu'un inventaire des opportunités de développement en économie sociale en lien avec les priorités régionales.

INNOVATION RÉGIONALE

Un catalyseur de projets d'économie sociale innovant

Un des problèmes les plus fréquemment rencontrés dans la concrétisation d'un projet d'économie sociale réside dans le financement et dans les nombreuses étapes qui lui sont associées. Initié par le CLD de l'agglomération de Longueuil, l'objectif du projet visait à rassembler à une même table les différents partenaires du développement régional, susceptibles d'apporter une aide technique ou un soutien financier aux différents projets d'économie sociale. En plus de servir de plateforme d'échanges sur les avancées de l'économie sociale sur le territoire, la convergence des partenaires est un important levier de réalisation de projets sur le terrain.

Son fonctionnement est fort simple : suivant l'autorisation de l'organisation d'économie sociale qui dépose un projet, le CLD achemine à tous les partenaires un court résumé du projet. Les partenaires sont saisis du projet et soumettent ensuite leur intérêt ou non à participer à son développement. Les partenaires qui auront signifié leur intention de contribuer techniquement ou financièrement se regroupent par la suite pour poursuivre le développement du projet en mode accéléré.

Cette nouvelle façon de faire permet désormais aux entreprises d'économie sociale et organismes porteurs de projet d'économie sociale de présenter, en une seule étape, leur projet à quinze bailleurs de fonds potentiels. Voilà une nouvelle façon de placer le développement des projets d'économie sociale sur la voie rapide !

PROFILS D'ENTREPRISES

Certex

Lorsque l'on parle d'économie sociale dans l'agglomération de Longueuil, Certex figure régulièrement parmi les entreprises les plus souvent citées. Cette nomination n'est pas étrangère aux nombreux succès qu'elle accumule depuis les dernières années. Certex est un centre de travail adapté en récupération du textile qui compte 133 employés. Sa mission consiste à favoriser l'intégration socioprofessionnelle des travailleurs avec des limitations fonctionnelles. L'entreprise, qui célébrera cette année son 20^e anniversaire, offre les services de vente en gros auprès des friperies et éco-designers. Elle accepte les dons corporatifs, offre des articles en éco-design, produit des chiffons pour les peintres, ébénistes et plombiers et elle vend également à l'international. Une entreprise à découvrir ou à redécouvrir. www.certexcanada.com

Quelques faits

- 6 000 tonnes de vêtements triées par année
- 133 employés



Coopérative funéraire de la Rive-Sud de Montréal

En mode expansion à la vitesse grand « V », la Coopérative funéraire de la Rive-Sud de Montréal, dont le siège social est situé sur le boulevard Curé-Poirier à Longueuil, a procédé, en l'espace de quelques mois, à l'ouverture d'une nouvelle succursale « La Résidence funéraire Saint-Hubert » ainsi qu'à l'acquisition des Résidences funéraires René Fortin de Napierville et Sherrington en Montérégie. Présente dans notre collectivité depuis plus de 34 ans, les récents développements témoignent de l'intérêt grandissant de la population pour des services funéraires personnalisés de première qualité en mode coopératif. La Coopérative funéraire de la Rive-Sud de Montréal a d'ailleurs été récompensée en recevant le prix « *Entreprise de services de l'année* » lors de la dernière édition du Gala des Prix d'excellence des gens d'affaires de Longueuil et de Saint-Hubert. www.cooperativefunerairerivesud.com

Quelques faits

- En 2011, plus de 750 funérailles célébrées et un chiffre d'affaires de plus de 2,2 M \$
- Maintenant plus de 8 000 membres sur la Rive-Sud.





**PÔLE DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE**
DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL

La somme de nos forces

L'économie sociale
dans l'agglomération de Longueuil, c'est :

104 entreprises
d'économie sociale ou
organismes porteurs de projets
d'économie sociale

113,2 millions
de chiffre d'affaires

3 185 emplois

1 453 bénévoles

Source: Bilan socioéconomique de l'économie sociale
de l'agglomération de Longueuil 2009.

Visitez **economiesocialelongueuil.ca**

Répertoire des entreprises, nouvelles, vidéos,
photos, offres d'emploi et autres...

Les partenaires de l'Entente spécifique pour le développement de l'économie sociale
dans l'agglomération de Longueuil



0 1 2 km



RÉGION DE LA VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT

Une nouvelle région, un nouveau pôle d'économie sociale

par **CLÉMENT BERGERON**

Conseiller principal en développement social,
CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

Depuis la création des trois conférences régionales des élus (CRÉ) de la Montérégie en 2005, la nouvelle région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (VHSL) cherche à se distinguer tant dans ses nouvelles fonctions de concertation, de planification et de soutien au développement que dans la mise sur pied de structures qui lui sont propres comme celle du Pôle régional d'économie sociale de la VHSL.

Dans la VHSL, la récente mise sur pied du Pôle régional d'économie sociale a été le premier geste structurant découlant de l'entente quinquennale en économie sociale conclue entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), Emploi-Québec Montérégie (EQ), le Conseil régional des partenaires du marché du travail de la Montérégie, le Chantier de l'économie sociale, la CRÉ et les cinq centres locaux de développement (CLD) du territoire de la

VHSL. Cette entente consiste à une mise en commun de ressources vers des objectifs communs en concertation, formation et promotion de l'économie sociale. Le MAMROT et la CRÉ y ont injecté 250 000 \$ chacun sur cinq ans alors qu'Emploi-Québec y a investi un montant de 75 000 \$ pour un total de 575 000 \$, et ce, sans compter la contribution d'importantes ressources d'autres acteurs de l'entente.

En plus des signataires de cette importante entente, le Pôle régional d'économie sociale de la VHSL est constitué des quatre corporations de développement communautaire de la région et de la table des organismes communautaires (TOC) de Roussillon, de même que de la Coopérative régionale de développement de la Montérégie, de la Centrale des syndicats nationaux (CSN) et de huit entreprises d'économie sociale provenant de différents secteurs du développement socioéconomique de la région, soit la Coopérative des Petites Écotes (agroalimentaire), le MUSO Musée de Société des Deux-Rives (culture), Coup de pouce des Moissons (aide à domicile), Aux Petits d'Ellice d'Antan (commerce de

détail), Nature Action Québec Inc. (ressources naturelles), la Société du vieux canal de Beauharnois (tourisme), le Centre Notre-Dame de Fatima (jeunesse) et un poste d'entreprise actuellement vacant en développement social.

Le 8 avril 2011 à Salaberry-de-Valleyfield, les membres du pôle ont réuni une centaine d'intervenants et d'entreprises d'économie sociale de la région de la VHSL pour la tenue du premier colloque régional en économie sociale. Lors de cet événement organisé par l'équipe du Chantier d'économie sociale, nous avons pu identifier les grandes orientations du plan d'action régional grâce à la contribution de nombreux participants et participantes.

Le soutien de la dynamique de concertation en économie sociale dans la VHSL était depuis ses débuts jusqu'à tout dernièrement sous la responsabilité de Clément Bergeron, conseiller principal en développement social de la CRÉ. Depuis le 16 avril 2012, madame Véronica Pérez assume le rôle de conseillère en économie sociale et immigration à la CRÉ VHSL.

La formule coopérative en plein effervescence sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

par **CLAIRE L'HEUREUX**

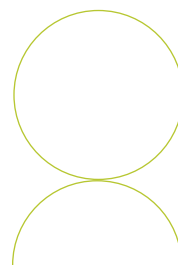
53 coopératives créent de l'emploi et offrent des services

Dans la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, on compte 53 coopératives non financières œuvrant dans divers secteurs : 21 coopératives en habitation, 13 dans le secteur de l'agriculture, sept offrant des services à la population, quatre en milieu scolaire, trois œuvrant dans le secteur des services sociaux, deux coopératives de travailleurs et quatre dans des secteurs divers, regroupant ainsi près de 10 000 membres et créant environ 500 emplois.

Les coopératives, une solution actuelle qui répond à des besoins

Dans la VHSL, sept nouvelles coopératives ont été créées depuis les trois dernières années dans des secteurs très diversifiés. La relance d'une entreprise agricole, la valorisation de l'agriculture locale et biologique, la mise en place d'une entreprise culturelle pour les jeunes, la prise en charge des services de proximité et la mise en commun de services pour les entrepreneurs sont autant d'occasions pour réaffirmer que les coopératives se développent en structurant davantage l'économie locale.

SEPT NOUVELLES COOPÉRATIVES
ONT ÉTÉ CRÉÉES DEPUIS
LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES



CAPSULES ENTREPRISES

Centre coopératif de grains

À la suite de la mise en vente de Les Élévateurs Soulanges Inc., un groupe de producteurs céréaliers de la région de Saint-Polycarpe ont racheté le centre de grains. En créant une coopérative, les clients ont conservé une entreprise locale située à proximité de leur exploitation agricole.

Coop les jardins de la résistance

Cette coopérative de travailleurs opère une ferme de culture maraîchère biologique à Ormstown. Des jeunes se sont regroupés dans le but de créer leur propre emploi dans le domaine de la production de légumes biologiques, la vente de paniers bio ainsi que la culture d'ail biologique de qualité supérieure.

Groupe coopératif Omaël

Située à Delson, cette entreprise regroupe des travailleurs autonomes et des micro-entreprises œuvrant dans le domaine de la production de pièces métalliques. Les membres se regroupent dans un même lieu pour faciliter les partenariats stratégiques et partager les frais d'opération.

Coopérative de solidarité CSUR la télé

Établie à Très-Saint-Rédempteur, CSUR la télé est la première coopérative émergente du laboratoire rural piloté par la Coopérative de solidarité du Suroît (CSUR). La télévision communautaire locale permet de diffuser les émissions à la fois sur Internet et sur les canaux communautaires des câblodistributeurs.

Coopérative de solidarité Garage

Mise sur pied à Ormstown, cette coopérative regroupe les jeunes dans le cadre d'activités artistiques et culturelles. La coopérative offre l'occasion aux jeunes artistes, musiciens, conteurs, danseurs, etc. de mettre en valeur leur talent tout en devenant collectivement propriétaires d'un lieu de diffusion artistique.

Coop de solidarité Notre Village

Cette coopérative appelle les citoyens de Très-Saint-Rédempteur à se regrouper pour « consommer biologique » et soutenir l'agriculture locale. Un site Internet transactionnel permet aux membres d'offrir une plateforme conviviale et faciliter les commandes de produits en ligne.

Coop du Marché Gourmet

Le Marché de solidarité de Vaudreuil-Soulanges était un organisme sans but lucratif qui a opté pour la formule coopérative. Regroupant des producteurs, la coopérative offre à ses membres des services de mise en marché de produits locaux par le biais d'un site Internet transactionnel.

2012 Année internationale des coopératives !

Dans le cadre de l'Année internationale des coopératives, la Coopérative de développement régional de la Montérégie a tenu un Forum régional. Sous le thème « Les coopératives, des entreprises pour un monde meilleur », les participants ont pu discuter de l'identité coopérative, de la démocratisation de l'économie et du développement des communautés. Pour information : www.cdrm.fcdrg.coop



Une entente de cinq ans
Promotion de l'économie sociale
Concertation et partenariat
Soutien à la consolidation,
à l'expérimentation et aux nouveaux
créneaux
Développement des compétences et de
la relève



**CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE**

Québec

Avec la participation de :

- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Emploi-Québec Montérégie



Le nouveau pôle d'économie sociale de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

*Une première entente spécifique visant le développement
adapté aux entrepreneurs collectifs et aux réalités de la région*

Merci à tous les partenaires!



BEAULIEU-SALABERRY
Centre local de développement



Centre local de développement



LES JANSINS-DE-NAPEVILLE
Centre local de développement



CLD DE ROUSSILLON



VAUDREUIL-SOULANGES
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT



17

CENTRE-DU-QUÉBEC



Les entreprises d'économie sociale du Centre-du-Québec occupent une place importante dans le développement du territoire. Le dernier portrait sur le secteur, réalisé en 2006, a démontré qu'au plan économique, les entreprises d'économie sociale fournissent plus de 2 000 emplois, dont près de 1 500 à des femmes et 600 à des jeunes de 35 ans et moins. Elles génèrent plus de 70 M \$ en revenus et versent 42 M \$ en salaires.

Elles participent aussi au développement social de la région en améliorant la qualité de vie des citoyens. Elles sont ancrées dans plusieurs municipalités et secteurs d'activités, produisent des services destinés à la communauté, contribuent au développement de l'emploi, notamment pour les clientèles éloignées du marché du travail et jouent un rôle important quant à la mobilisation de la population et au développement de la démocratie dans la région. Elles réunissent 12 000 membres, dont 700 membres de CA et 2 000 bénévoles, qui donnent 130 000 heures de travail non rémunéré par année. Elles constituent définitivement des lieux d'implication pour les citoyens du Centre-du-Québec.

Plusieurs entreprises établies au cœur de la région le sont depuis plus de 10 ans, confirmant ainsi leur pérennité sur le territoire. Elles démontrent une excellente capacité de se réseauter. Le portrait a fait ressortir également l'expansion des entreprises d'économie sociale depuis 2001. Cette expansion est en lien non seulement avec le nombre d'entreprises dans la région mais aussi avec la quantité d'emplois créés.

Afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de mobilisation et d'amélioration de la qualité de vie des communautés, de proposer de nouveaux modèles de développement appuyés par une prise en charge locale et de favoriser une inclusion sociale, une entente spécifique sur la consolidation et le développement des entreprises d'économie sociale est actuellement en cours et mobilise dix-neuf (19) partenaires régionaux et locaux.

PARTENAIRES ASSOCIÉS au secteur de l'économie sociale...

Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

L'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

La Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec

Les Centres locaux de développement de la MRC de Bécancour, de la MRC de

Nicolet-Yamaska, de la MRC de l'Érable, la Corporation de développement économique des

Bois-Francis, la Société de développement économique de Drummondville

La Coopérative de développement régional Centre-du-Québec/Mauricie

Les Corporations de développement communautaire Bois-Francis, de la MRC de Bécancour, de l'Érable, de Drummond, de Nicolet-Yamaska

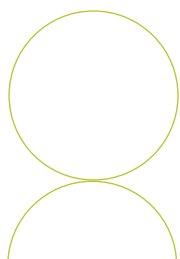
La Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec

Le Conseil régional des partenaires du marché du travail du Centre-du-Québec

Le Forum jeunesse Centre-du-Québec

J'AIME TRAVAILLER AU SEIN D'UNE
ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE.
L'AMBIANCE EST AMICALE, NOUS
SOMMES UNE GRANDE FAMILLE !

JONATHAN, MONT APIC

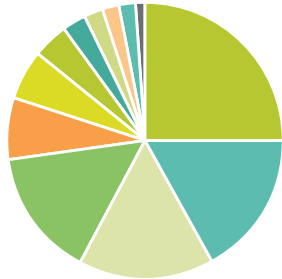


Le CRÉS, reconnu Pôle régional pour le Centre-du-Québec par une entente partenariale avec le Chantier de l'économie sociale depuis 2006, se veut un lieu de concertation et d'harmonisation; un lieu de planification du développement régional; un lieu d'interface et d'arrimage entre le gouvernement et les milieux locaux, et ce, dans le domaine spécifique de l'économie sociale.



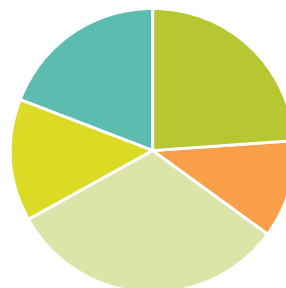
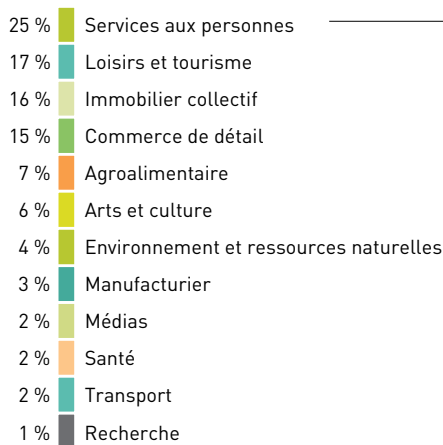
Le CRÉS a pour mandat :

- La promotion et le développement de l'économie sociale
- La représentation sur le plan régional
- Le soutien à la consolidation, à l'expérimentation et au développement de nouveaux créneaux et projets
- La concertation des divers acteurs régionaux et locaux de l'économie sociale et des mouvements sociaux
- La formulation d'avis et de suggestions destinés aux acteurs régionaux et locaux de l'économie sociale et des mouvements sociaux

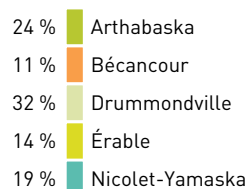


Les entreprises d'économie sociale par SECTEUR D'ACTIVITÉ

MOI CE QUI ME PASSIONNE,
C'EST DE POUVOIR DIRE QUE J'AIDE
MON MILIEU À SE DÉVELOPPER.
JULIE, PARC DE LA RIVIÈRE GENTILLY



Les entreprises d'économie sociale par MRC



Appuyer le secteur et assurer son avenir, C'EST UNE PRIORITÉ !

Pour faire **connaître nos entreprises** d'économie sociale

- Campagne publicitaire dans les journaux locaux :
L'économie sociale. Ça parle d'argent et de valeurs humaines !
L'économie sociale : Au cœur de votre quotidien !
L'économie sociale : J'achète et je m'implique !
- Pour faire connaître les entreprises de chacune des MRC :
Publication de répertoires électroniques des entreprises d'économie sociale par territoire de MRC

Pour assurer la **consolidation et le développement...**

Des activités et des outils d'accompagnement :

- Offre de formations
- Offre d'aide-conseil spécialisée
- Activités de réseautage
- Activités de mise en marché
- Diffusion d'outils de gestion
- Diffusion d'information stratégique
 - Carte entrepreneuriale (prédémarrage)
 - Guide et cahier pour un plan d'affaires d'une entreprise d'économie sociale (prédémarrage ou développement)
 - Relevé des sources de financement
 - Guide et grille d'analyse d'une entreprise d'économie sociale

Pour assurer une **reconnaissance de la valeur ajoutée** de l'économie sociale comme modèle de développement...

Des activités de concertation avec les partenaires du :

- Mouvement communautaire
- Mouvement des femmes
- Mouvement syndical
- Mouvement coopératif
- Secteur des aîné(e)s
- Secteur du développement social
- Secteur de l'immigration
- Secteur de l'emploi

Et une collaboration assidue avec nos collègues des Pôles régionaux et du Chantier de l'économie sociale.



« J'AI RÉALISÉ QUE C'ÉTAIT UN ENDROIT ACCUEILLANT, ET QUE J'AVAIS BEAUCOUP PLUS DE LIBERTÉ COMME EMPLOYÉE D'UN ORGANISME D'ÉCONOMIE SOCIALE. »

KIM, CENTRE NORMAND-LÉVEILLÉ

Pour assurer la **relève...**

Des outils promotionnels pour les jeunes :

- Capsules vidéos
- Atelier de sensibilisation

Pour assurer l'**innovation...**

Des activités de vigie et d'expérimentation

- Suivis de l'évolution des secteurs, démarchage et identification de nouveaux créneaux
- Développement durable
- Conciliation travail-famille

18

CERCLE D'ÉCONOMIE
SOCIALE AUTOCHTONE

L'économie sociale et le Mouvement
des centres d'amitié autochtones au Québec :
une mobilisation officialisée
par le Cercle en économie sociale



**REGROUPEMENT
DES CENTRES D'AMITIÉ
AUTOCHTONES DU QUÉBEC**

L'économie sociale autochtone

Lors de la 26^e Assemblée générale annuelle du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ), tenue en 2005, le RCAAQ et les Centres d'amitié autochtones ont amorcé officiellement et collectivement le virage vers l'économie sociale par voie de résolution. Depuis, l'économie sociale est un levier qui bonifie l'ensemble des actions du Mouvement. En partenariat avec le Chantier de l'économie sociale, le RCAAQ s'assure de promouvoir le développement de l'économie sociale auprès des communautés autochtones et, plus concrètement, auprès des organisations autochtones en ville, les Centres d'amitié autochtones du Québec.

L'économie sociale représente un outil de développement économique exceptionnel qui favorise l'intégration des Autochtones en ville. C'est une avenue pour les Autochtones d'accéder à l'autonomie financière et à l'inclusion sociale.

Au cours de cette initiative, le RCAAQ a travaillé à mobiliser les personnes, les groupes et les partenaires du développement d'une économie sociale tenant compte des caractéristiques et de l'authenticité autochtones.

Le modèle autochtone s'élabore pour devenir un mode de développement économique alternatif qui a pour but de répondre de façon innovatrice aux besoins sociaux, culturels, économiques et spirituels des gens. En outre, ce modèle économique permet d'envisager la pérennité financière des Centres d'amitié autochtones dans un contexte où la communauté autochtone urbaine connaît une croissance démographique constante. En mettant en pratique l'entrepreneuriat collectif, la communauté autochtone dans les villes sera outillée pour répondre à ses besoins spécifiques croissants et ainsi, participer à initier des projets innovateurs, structurants, créateurs d'emplois.

« LE PARTAGE
ET LA SOLIDARITÉ
SE SONT TOUJOURS REFLÉTÉS
DANS NOS PRATIQUES
ANCESTRALES ET
CONTEMPORAINES »
DOMINIQUE RANKIN, AÎNÉ



Le Cercle d'économie sociale autochtone : notre pôle

Le Cercle d'économie sociale autochtone est un lieu de concertation et de promotion qui a été mis en place à la demande des Centres d'amitié et des organismes autochtones à la suite d'une réflexion collective sur les caractéristiques autochtones. Son organisation et son mode de fonctionnement s'inspirent des Pôles régionaux d'économie sociale du Chantier de l'économie sociale. Ainsi, le Cercle joue le rôle de promouvoir la pratique de l'économie sociale en milieu autochtone, de créer une mobilisation des promoteurs et des partenaires, de renforcer les compétences et favoriser la mise en œuvre d'initiatives.

En 2009, le RCAAQ a complété l'organisation du Cercle d'économie sociale autochtone en définissant son rôle, ses orientations et son plan d'action.

1.1 Le rôle du Cercle d'économie sociale autochtone est de :

- Développer une vision de l'économie sociale autochtone (Sensibiliser)
- Mobiliser le milieu autochtone autour de l'économie sociale (Mobiliser)
- Concerter les organisations autochtones intéressées à travailler au développement de l'économie sociale (Mobiliser)
- Travailler à l'implantation d'entreprises d'économie sociale (Former, soutenir et accompagner)

1.2 Ses orientations d'action sont :

- **Sensibiliser** : Promotion, représentation
- **Mobiliser** : Concerter, organiser des événements, créer un réseau d'échange
- **Former** : Évaluer les besoins, rendre disponible ou organiser des formations
- **Susciter, Soutenir et Accompagner** : Faire connaître les soutiens techniques et financiers, rendre disponible des outils, favoriser l'expérimentation et le développement d'initiatives, conseiller les promoteurs

1.3 Le sommaire du plan d'action est :

Volet 1: Sensibiliser

- Connaître la situation
- Promouvoir
- Sensibiliser les acteurs autochtones et partager une vision commune
- Sensibiliser les partenaires

Volet 2 : Mobiliser

- Regrouper les acteurs, partenaires et entreprises
- Favoriser la concertation
- Créer un réseau
- Favoriser les échanges et le partage d'expériences

Volet 3: Former

- Améliorer les compétences des promoteurs (dirigeants)
- Améliorer les compétences des gestionnaires
- Améliorer les compétences des employés
- Contribuer à l'éducation populaire de l'économie sociale autochtone

Volet 4: Soutenir et accompagner

- Connaître les ressources et les services existants
- Favoriser l'utilisation de méthodes de gestion adaptées
- Développer des services d'accompagnement
- Susciter le développement de projets

Soutien et accompagnement

Dans le but de développer un cadre d'intervention adapté aux besoins des organismes et des groupes autochtones, le RCAAQ a travaillé avec des consultants pour dresser un portrait diagnostique du potentiel en matière d'entrepreneuriat collectif et social des Centres d'amitié autochtones. L'exercice a débuté auprès de l'ensemble du Mouvement permettant ainsi au RCAAQ de réviser sa planification stratégique et son plan d'action.

Par ailleurs, le RCAAQ a identifié les secteurs prioritaires d'interventions : l'habitation avec soutien communautaire, les entreprises d'insertion socioprofessionnelle et les entreprises de mise en valeur de l'art et de la culture autochtone.

Des documents de travail sont en cours d'élaboration dont un feuillet sur les étapes de mise en œuvre d'une initiative d'économie sociale autochtone, les modules facilitant la rédaction d'un plan d'affaires, un rapport sur le secteur de l'habitation et des pistes de réflexion de son développement par les Centres d'amitié autochtones du Québec.



Anicinape Kicikan

Le préforum en économie sociale autochtone

L'économie sociale contribue activement à faire connaître et reconnaître l'apport et la richesse collective des cultures et des savoirs autochtones. Elle offre des opportunités extraordinaires, notamment la possibilité de créer des opportunités novatrices et porteuses d'avenir pour les citoyens autochtones, leurs organisations ainsi que pour leurs communautés.

Anicinape Kicikan : le préforum en économie sociale autochtone fût l'occasion de faire valoir ces projets d'entrepreneuriat collectif qui soutiennent les valeurs traditionnelles autochtones.

Le nombre d'entreprises d'économie sociale augmente et elles sont appelées à jouer un rôle social et économique de plus en plus important dans les organisations et communautés à travers tout le Canada. Leurs activités se basent sur la tradition et la culture et contribuent à les renforcer. Les entrepreneurs autochtones doivent continuer à tabler sur les initiatives actuelles et se déplacer dans les nouveaux secteurs de croissance et d'expansion, non seulement locaux, mais aussi régionaux, nationaux et internationaux. C'est dans cette vision qu'Anicinape Kicikan a été pensé et organisé par le Cercle d'économie sociale autochtone. Pour les Autochtones, le développement économique ne doit pas accentuer les inégalités sociales mais bien permettre d'agir comme un levier qui permet de bonifier l'ensemble des services et produits offerts en visant continuellement l'amélioration de la qualité de vie des citoyens autochtones.



En bref

- Le 17 octobre 2011 au Palais des congrès de Montréal
- Anicinape Kicikan signifie « Journée autochtone » en algonquin
- Organisé par le Cercle d'économie sociale autochtone, soutenu par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec dans le cadre du Forum international de l'économie sociale et solidaire : pouvoirs publics et société civile
- En amont de l'ouverture officielle du Forum internationale de l'économie sociale et solidaire : pouvoirs publics et société civile
- Anicinape Kicikan a permis de consacrer une journée entière à l'économie sociale et solidaire autochtone

Les résultats

- Près de 300 participants
- Sous la présidence d'honneur du Très Honorable Paul Martin
- Thème central : l'économie sociale autochtone
- Programmation diversifiée et novatrice autour de l'innovation sociale et le développement collectif et la mobilisation citoyenne et les partenariats diversifiés.
- 43 % des participants étaient autochtones et/ou provenaient d'organisations autochtones
- Présence de participants représentant les pouvoirs publics et une variété d'acteurs de la société civile : ministères, élus, représentants syndicaux, chercheurs, étudiants, médias, etc.
- Solidarité autochtone concrétisée par la présence accrue d'organisations, d'entreprises et de communautés autochtones
- Anicinape Kicikan fut un événement international avec des participants de plus de 30 pays.

Enjeux et défis du développement de l'économie sociale autochtone

1. Accès à des instruments de développement adaptés et culturellement pertinents pour les initiatives autochtones
2. Hausser la participation active des Autochtones au marché du travail et favoriser le développement de la main-d'œuvre
3. Améliorer les conditions de vie de l'ensemble des Autochtones, incluant ceux et celles vivant dans les villes, en encourageant le développement de l'entrepreneuriat collectif autochtone
4. Assurer une gestion efficace, cohérente et proactive, qui suscite l'innovation sociale et travaille en réseaux de coopération

Travailler solidairement, œuvrer collectivement

au développement économie sociale et

Le CSMO-ÉSAC : un précieux partenaire !

À titre d'organisme provincial, le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC) privilégie l'approche partenariale pour actualiser sa mission, s'acquitter de ses mandats et réaliser ses projets. Ses réalisations reposent inévitablement sur la mission fondamentale du comité qui est de favoriser la concertation des acteurs du milieu. Cette dernière est réalisée de concert avec les regroupements nationaux qui sont de véritables courroies de transmission des informations régionales. Dans le contexte actuel du marché du travail marqué notamment par des pénuries de main-d'œuvre qualifiée, des défis en matière d'attraction, de maintien en emploi et de fidélisation des employés-es, le CSMO-ÉSAC contribue très activement à soutenir le développement de son secteur d'emploi. L'économie sociale et l'action communautaire étant une réponse aux besoins des collectivités, il importe plus que jamais de donner les moyens nécessaires aux organisations pour qu'elles puissent mieux soutenir le développement de leur main-d'œuvre. Cela va bien au-delà d'un enjeu sectoriel, il s'agit d'un véritable défi de société auquel nous tentons quotidiennement de répondre par nos actions. Voici donc quelques exemples de notre implication auprès des acteurs régionaux.

Formation, qualification et développement des compétences

Sous l'angle de la formation de la main-d'œuvre, le succès du Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) pour le métier de préposée d'aide à domicile a répondu à un besoin réel des entreprises et des travailleuses et ce, dans plusieurs régions du Québec. Grâce à cette norme professionnelle, le métier de préposée d'aide à

domicile est désormais reconnu officiellement par le gouvernement du Québec, et inscrit au Code national des professions et enregistré au Registre des compétences du Québec. Cette norme professionnelle balise les compétences et les connaissances nécessaires à l'exercice du métier de préposée d'aide à domicile qu'exercent plus de 5 500 personnes au Québec. Issu de la norme professionnelle, organisé entièrement autour du lieu de travail et fonctionnant sur le principe du compagnonnage, le PAMT offre aux préposées une formation qualifiante ainsi que la possibilité de reconnaissance de leurs compétences. À terme, les préposées reçoivent un certificat de qualification professionnelle du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). Lancé en novembre 2009 et implanté dès décembre de la même année, le PAMT a depuis donné des résultats probants. Ainsi, à ce jour, plus de 200 compagnes ont été formées et ce, dans toutes les régions du Québec. Plus de 80 % des 101 entreprises en aide domestique ont fait former des compagnes et plus de 200 préposées ont reçu leur certificat de qualification professionnelle. En ce moment, plus de 300 préposées sont en cours de certification.

Par ailleurs, grâce à l'implantation du PAMT, il y a eu à travers le Québec prestation de 10 formations en ***Entretien ménager sécuritaire à domicile*** de l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur affaires sociales (ASSTSAS). Enfin, ce PAMT est en cours d'implantation dans certaines communautés autochtones.

Ce succès, nous le devons principalement aux travailleuses et gestionnaires des entreprises qui, depuis le tout début, ont apporté une contribution inestimable, sans oublier l'ensemble des partenaires du marché du travail qui ont su comprendre les besoins des entreprises et les adaptations

de la main-d'oeuvre en en action communautaire

nécessaires pour soutenir financièrement l'implantation du PAMT.

Contribuer à cerner les réalités régionales en matière d'offre et de besoins de formation

Le projet de soutien à la formation en région a pour objectif de soutenir le développement des gestionnaires par une offre de modules de formations et une offre d'accompagnement structurée autour des boîtes à outils du CSMO-ÉSAC en mobilisant les acteurs de la formation, progressivement et selon les besoins, pour l'ensemble des régions du Québec.

Démarrée à l'automne 2011, la première phase du projet consiste à identifier les réalités régionales en matière d'offre et de besoins de formation. Réalisé en collaboration avec la Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC), ce projet s'articule autour des axes suivants : collaboration avec les acteurs régionaux, cumul de l'information existante en lien avec le projet et, le cas échéant, contribution à l'organisation de groupes de discussion avec les gestionnaires d'entreprises et d'organismes et avec les porteurs de l'offre de formation.

Documenter, développer, soutenir, se concerter, connaître

Sous l'angle de la recherche, le CSMO-ÉSAC a réalisé à l'automne 2011 la seconde édition des Repères en économie sociale et en action communautaire. En vue d'alimenter la base de données conçue pour cerner le secteur, de suivre et de mesurer son évolution, la tenue de cette étude permet au CSMO-ÉSAC de mieux soutenir et connaître le secteur d'emploi sur

l'ensemble du territoire québécois. La recherche permet également au CSMO-ÉSAC de soutenir le développement des organisations. Par exemple, le CSMO-ÉSAC a réalisé, en collaboration avec la Table des gestionnaires de la Montérégie Est et le pôle régional, un tableau de bord visant à soutenir les gestionnaires dans la mesure des coûts rattachés à l'embauche de ressources humaines dans le cadre de programmes d'insertion. Cet outil pourra être utilisé par d'autres organisations du secteur puisqu'il est généralisable. Le CSMO-ÉSAC, en collaboration avec la TNCDC, a également réalisé une mesure d'impact des corporations de développement communautaire membres. Cette mesure d'impact vise spécifiquement les volets de développement local et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le CSMO-ÉSAC a aussi poursuivi l'offre de sessions de formation sur mesure et de sessions de formation transversale portant sur la mesure d'impact social et économique. Cette offre de formation vise à outiller les partenaires en vue de réaliser des mesures de la contribution sociale et économique de leur organisation dans la communauté et pour tout type d'étude (étude de satisfaction, portrait, diagnostic, etc.). Ces sessions de formation s'inscrivent en complémentarité avec les activités de soutien et d'accompagnement offertes par le CSMO-ÉSAC.

À la demande du Mouvement québécois des vacances familiales, le CSMO-ÉSAC a aussi amorcé les travaux reliés à l'élaboration du portrait de la main-d'œuvre du secteur des vacances familiales.

Répondre aux demandes des partenaires

Le CSMO-ÉSAC cherche toujours à resserrer les liens avec ses partenaires et à

participer à des activités de concertation pour favoriser le développement de ses interventions au Québec. Comme les regroupements nationaux sont la principale courroie de transmission reliant le comité aux organisations régionales, n'hésitez donc pas à les solliciter sur les questions relatives au développement de la main-d'œuvre.

De concert avec ses partenaires, le CSMO-ÉSAC a fait la promotion du large éventail de carrières présentes en économie sociale et en action communautaire. Cette dernière a été soutenue par une offre d'ateliers destinée aux étudiants-es des cégeps et des universités et par une présence lors de différents salons en emploi organisés dans des milieux scolaires ou autres. À cet égard, plus de 2 000 affiches et dépliants *Fais le saut* ont été distribuées au Québec.

D'autres activités ont aussi été entreprises afin 1 : de mieux faire connaître les caractéristiques du secteur d'emploi aux intervenants en employabilité, aux conseillers en orientation et aux agents-es d'Emploi-Québec et 2 : de faire connaître nos outils aux gestionnaires du secteur d'emploi et au réseau d'Emploi-Québec. De Baie Comeau à St-Alexis-des-Monts, de Drummondville à Chicoutimi, de Ste-Anne-de-la-Pérade à St-Hyacinthe, le CSMO-ÉSAC a été largement présent en région !

Vous êtes un pôle régional, un regroupement, une association ? Vous avez élaboré une mesure d'impact ou bien réalisé une étude sur votre main-d'œuvre dans votre région ? Vous souhaitez obtenir de l'information sur nos outils et nos projets ? Vous cherchez une formation en région ? N'hésitez pas à communiquer avec nous et à nous informer de vos actions régionales et de vos besoins en regard du développement de la main-d'œuvre.
www.csmoesac.qc.ca/v

LE POTENTIEL DE GESTION DES PERSONNES IMMIGRANTES, L'ÉCONOMIE SOCIALE Y CROIT !

Alors qu'on entend dire sur plusieurs tribunes que les nouveaux arrivants sont qualifiés, les statistiques démontrent qu'ils sont davantage confrontés à une situation de sous-emploi que les personnes natives du Québec.

Paradoxalement, de nombreux observateurs et analystes estiment par ailleurs que les PME connaissent des difficultés au niveau de la relève. Les entreprises d'économie sociale (OBNL, mutuelles, coopératives) ne font pas exception. Cependant, elles se démarquent sur le plan des valeurs qu'elles portent, ce qui devraient encourager les personnes immigrantes à considérer ce secteur dans leurs choix professionnels.

En effet, les valeurs d'égalité, de justice sociale et de démocratie qui animent les entreprises d'économie sociale, ainsi que les objectifs qu'elles poursuivent relativement au développement de leur collectivité contribuent significativement au fonctionnement du marché du travail. Après tout, ce sont plus de 125 000 travailleurs et travailleuses qui œuvrent dans ce secteur ! Qui plus est, cette contribution au marché du travail est particulièrement marquée par une ouverture aux personnes en démarche d'insertion.

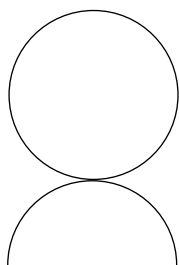
*C'est dans ce contexte que le Chantier a lancé le projet :
Le potentiel de gestion des personnes immigrantes, l'économie sociale y croît !*

En collaboration avec les Pôles régionaux d'économie sociale et ses autres partenaires de la région métropolitaine, le projet a pour objectif de combler des postes de gestionnaires dans les entreprises d'économie sociale par des personnes immigrantes qualifiées.

Les postes de gestionnaires peuvent avoir différentes appellations, notamment : directeur/coordonnateur au développement, directeur/coordonnateur aux ressources humaines, directeur général, coordonnateur, agent de développement, assistant directeur, assistant coordonnateur, chargé de projets, etc.

Ce projet est réalisé grâce à l'appui financier du Conseil Emploi Métropole (CEM). En s'associant à ce projet, le CEM, qui travaille à favoriser la concertation sur les grands enjeux du marché du travail métropolitain de Montréal, poursuit sa stratégie visant à faciliter l'accès pour les personnes immigrantes à une première expérience de travail au Québec et leur intégration en emploi.

LA PROPORTION DES PERSONNES
IMMIGRANTES SANS DIPLÔME
EST PASSÉE DE 40 % EN 1981
À 9,3 % EN 2006.



Les nouveaux arrivants : un potentiel sous-exploité

En 2008, le Chantier de l'économie sociale a mis sur pied une table de concertation d'où sont ressorties des stratégies de promotion de l'économie sociale auprès des personnes immigrantes et un portrait¹ de leur intégration au secteur.

Les activités de recherche menées dans le cadre de ces travaux ont notamment permis de constater que, bien que les entreprises d'économie sociale accueillent déjà une part importante de travailleurs et travailleuses issues de l'immigration et affichent une grande ouverture à la diversité culturelle, les personnes immigrantes semblent peu présentes dans des postes de gestion et peu nombreuses à démarrer elles-mêmes leur entreprise.

Cette réalité n'est pas seulement celle de l'économie sociale. Les études ne cessent de le démontrer, le Québec affiche une sous-exploitation du potentiel des personnes immigrantes possédant un diplôme universitaire. D'une part, la proportion des personnes immigrantes sans diplôme est passée de 40 % en 1981 à 9,3 % en 2006 et, d'autre part, le taux de surqualification des personnes immigrantes était de 28,1 % en 2006 par rapport à 17,1 % chez les non immigrants (CEM, avril 2011, *Le Capital humain dans la Région métropolitaine de Montréal*).

Paradoxalement, on fait de plus en plus état de difficultés liées à la relève qui s'expliquent notamment par une certaine rareté, voire des pénuries, de main-d'œuvre qualifiée. Dans le secteur de l'économie sociale, les défis à cet égard sont particulièrement importants. En 2009, 60 % des directeurs généraux et des coordonnateurs se disaient préoccupés par la question de la relève, prévoyant, par ailleurs, la plus importante vague de départs dans un horizon de deux ans. En effet, plus de la moitié (51 %) des organisations du secteur affirmaient avoir rencontré des difficultés à pourvoir un ou plusieurs postes, particulièrement les postes de gestionnaires ou coordonnateurs (CSMO-ESAC, septembre 2009, *Repères en ESAC*).

Un projet à valeurs ajoutées

Avec ce projet, le Chantier souhaite donc favoriser l'établissement de liens entre les employeurs de l'économie sociale et les personnes immigrantes qui représentent un bassin de candidats qualifiés important et qui possèdent des formations et des expériences diversifiées, souvent acquises à l'extérieur du Québec mais transférables dans nos milieux.

Le projet offre également un accompagnement aux nouveaux gestionnaires afin de faciliter leur intégration dans leur nouveau milieu. On le sait, outre les compétences traditionnelles de gestionnaires, le travail de gestion nécessite des compétences génériques essentielles qui sont de l'ordre de la connaissance générale du secteur d'activité, de la culture du travail au Québec, notamment sur le plan de la gestion des ressources humaines, de la capacité de réseautage, etc. Par ailleurs, le travail de gestion dans les entreprises d'économie sociale nécessite également quelques notions relatives à la structure des organisations, entre autres quant à la gestion démocratique.

Le Chantier offre donc aux entreprises et aux candidats le soutien suivant :

- formations sur l'économie sociale aux gestionnaires sélectionnés;
- réseautage pour chaque gestionnaire participant au projet;
- appuyer au besoin les candidats lors de leur intégration à leur poste de gestionnaire;
- outiller les entreprises en matière de gestion de la diversité.

De plus, un soutien salarial et, au besoin, un soutien financier pour de l'accompagnement et/ou de la formation, sont offerts aux participants par le biais du programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) d'Emploi-Québec.

Le Chantier espère que ce projet contribuera à transmettre les valeurs ajoutées de l'économie sociale aux personnes immigrantes et que ces dernières trouveront une place à la hauteur de leurs attentes parmi la relève du secteur.

Pour plus d'information ou pour participer au projet, contactez :

Maude Brossard-Sabourin maude.brossard@chantier.qc.ca

LES PERSONNES IMMIGRANTES
REPRÉSENTENT UN BASSIN
DE CANDIDATS QUALIFIÉS
IMPORTANT ET POSSÈDENT
DES FORMATIONS ET DES
EXPÉRIENCES DIVERSIFIÉES

¹ Chamberland V., Dumais L., *L'économie sociale et les personnes immigrantes au Québec : opportunité, effet de parcours ou dernier recours?*, LAREPPS – RQRP-ÉS, octobre 2010, 48 p.



Les premières relations internationales du Chantier de l'économie sociale ont débuté dès sa création en 1996, notamment avec l'intégration d'un volet d'économie sociale et solidaire (ÉSS) dans les relations Québec-France. Cet intérêt réciproque et les échanges qui s'en sont suivis continuent aujourd'hui de porter leurs fruits.

En 2001 à Québec, le Chantier participe à l'organisation de la 2^e Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité où près de quarante pays y sont représentés. À l'issue de cette rencontre, le Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire (le RIPESS) est né. C'est lors de cette rencontre que le Chantier a commencé à diversifier ses contacts internationaux, menant notamment à un partenariat particulièrement étroit et productif avec le Forum brésilien d'économie solidaire (FBES).

En 2006, le Sommet de l'économie sociale et solidaire qui se déroule à Montréal révèle tout l'intérêt que suscite le modèle québécois d'économie sociale: alors que le sommet traitait essentiellement des enjeux québécois, des représentants de 23 pays étaient présents à titre d'observateurs !

LE CHANTIER SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Depuis, le Chantier ne cesse d'être sollicité pour présenter les particularités et les forces du modèle québécois d'économie sociale. À titre d'exemples, dans les dernières années, on peut mentionner la participation de Nancy Neamtan, la présidente-directrice générale du Chantier, à un panel sur « l'entreprise durable » lors d'une instance de gouvernance de l'Organisation internationale du travail (OIT) en 2009 et, la même année, à une autre rencontre de l'OIT à Johannesburg sur le thème de « l'économie sociale – la réponse de l'Afrique à la crise globale ». Plus récemment, madame Neamtan a également présenté l'expérience québécoise à des représentants de la Commission européenne intéressés aux « enjeux politiques liés à la promotion de l'ÉSS et à l'accès à des outils de capitalisation ». Par ailleurs, le Chantier a été l'un des membres fondateur du Forum sur l'innovation sociale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En 2010, la richesse des échanges avec ses partenaires internationaux a amené le Chantier à proposer au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) l'organisation d'un grand Forum international de l'économie sociale et solidaire (FIESS). Tenu en octobre 2011, ce forum a surpassé toutes les attentes : 1 600 participants provenant de 62 pays dont des représentants d'instances internationales telles que :

- Organisation internationale du travail (OIT)
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- Confédération Syndicale Internationale (CSI)
- Banque africaine de développement
- Banque interaméricaine de développement (BID)
- Banque asiatique de développement (BASD)

Plus de 150 expériences de divers pays à travers le monde ont été présentées au cours du FIESS et ont mis en évidence la diversité et l'importance des initiatives d'économie sociale un peu partout sur la planète et des politiques et programmes publics qui les appuient. Les visites terrain organisées dans dix régions du Québec avant et après le FIESS ont également permis aux participants de prendre connaissance de plusieurs initiatives québécoises et de rencontrer les acteurs sur le terrain. D'ailleurs, la dimension « concrète » de ces visites ont fait en sorte que ces activités ont été parmi les plus appréciées du forum.

Le FIESS a permis de donner un nouvel élan à l'économie sociale et solidaire même s'il reste de nombreux défis à relever. Entre autres, comment accorder plus de visibilité aux réseaux locaux, régionaux, nationaux et internationaux qui se construisent et comment soutenir leur développement ? Comment favoriser les échanges commerciaux entre acteurs et réseaux de l'économie sociale et solidaire ?

Une des réponses à ces questions s'est traduite pour le Chantier par la création du RELIESS, un centre international de réseautage et de liaison sur les politiques publiques en ÉSS. Le RELIESS a pour objectif la diffusion d'information relative aux politiques publiques et aux expériences de collaborations entre la société civile et le secteur public contribuant à l'essor d'expériences novatrices en économie sociale et solidaire. Il vise aussi à favoriser le réseautage international d'acteurs autour de politiques publiques en faveur de l'économie sociale, autant au sein de la société civile que des administrations publiques.

Le RELIESS assure également une veille sur les développements en matière de politiques publiques en ESS. Finalement, le centre poursuit le travail entamé dans le cadre du FIESS consistant à favoriser les contacts et l'élaboration de projets entre les acteurs de l'ÉSS du Québec et d'ailleurs.

En 2012, le Chantier a participé aux événements internationaux entourant la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et la lutte à la pauvreté (Rio+20). Lors de ces rencontres, le Chantier a fait valoir la contribution de l'économie sociale à un développement économique et social inclusif et durable des communautés à travers le monde. Pour plus d'information, visitez le site Internet du RELIESS (www.reliess.org) ou devenez adepte de notre page Facebook !



De Gaspé à Val-D'Or
De Gatineau à Sept-Îles...

8,6 M\$ d'investissements en 2011

Des produits financiers adaptés à vos besoins

Aide technique
Prédémarrage
Prêt de capitalisation



www.fonds-risq.qc.ca
1 855 388-2355

Capital patient

Sans exigence de
remboursement de capital
avant 15 ans

fiducie
du Chantier
de l'économie sociale

www.fiducieduchantier.qc.ca
1 877 350-0992 | 514 256 0992

DE L'IDÉE À L'ACTION... LES OUTILS FINANCIERS DU CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Des formations sur mesure...

Toujours soucieux de partager leur expertise dans toutes les régions du Québec,
le RISQ et la Fiducie du Chantier offrent :

- des formations dédiées aux accompagnateurs d'entreprises sur l'analyse des entreprises d'économie sociale
- des ateliers de formation dédiés aux gestionnaires d'entreprises collectives sur la gestion financière
- des conférences, déjeuners-causeries, etc.

Communiquez avec nous pour plus d'information



